

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ATTITUDE DE LA FRANCE
A L'ÉGARD DE L'ESCLAVAGE
PENDANT LA RÉVOLUTION

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

Anna J. COOPER

PARIS

IMPRIMERIE DE LA COUR D'APPEL

L. MARETHEUX, Directeur

1, RUE CASSETTE, 1

—
1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ATTITUDE DE LA FRANCE
A L'ÉGARD DE L'ESCLAVAGE

PENDANT LA RÉVOLUTION

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

Anna J. COOPER

PARIS

IMPRIMERIE DE LA COUR D'APPEL

L. MARETHEUX, Directeur

1, RUE CASSETTE, 1

—
1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A M. PHILIPPE SAGNAC



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ATTITUDE DE LA FRANCE A L'ÉGARD DE L'ESCLAVAGE PENDANT LA RÉVOLUTION

INTRODUCTION

L'esclavage. Le mouvement anti-esclavagiste au XVIII^e siècle, en Amérique, en Angleterre, en France ; les promoteurs de ce mouvement et leur influence sur l'opinion en général. Les *Amis des Noirs*. — Intensité de la traite à la veille de la Révolution Française, enrichissement des plus grands ports de France par ce trafic. Conditions économiques et éléments défavorables à l'émancipation.

Dans les colonies européennes d'Amérique, l'esclavage des noirs était une institution uniquement fondée sur un abus de la force. Créée de toutes pièces par une politique barbare et à courte vue, maintenue par la violence, nous verrons qu'elle put être abolie d'un coup, par une simple mesure législative, lorsque les peuples qu'elle déshonorait sentirent qu'ils ne pouvaient violer plus longtemps les lois morales. En raison même de son caractère artificiel, l'esclavage des nègres apparut plus odieux encore que tout autre, car il était l'exploitation de l'homme par l'homme, sans prétexte comme sans excuse, et seulement au nom du droit du plus puissant.

De cette dernière forme de l'esclavage, incomparablement plus cruelle que celle qui avait sévi dans l'Antiquité et qui se perpétue de nos jours encore en pays musulmans, il faut chercher l'origine dans les mœurs mêmes des Espagnols et des Portugais, peu enclins au travail manuel et trop indolents pour s'y adonner eux-mêmes. Ces deux peuples trouvèrent de bonne heure profitable de joindre le trafic des esclaves à tous ceux qu'ils pratiquaient déjà le long des côtes africaines, et ils continuèrent longtemps, bien que sur une petite échelle, ce commerce d'abord entrepris pour leurs colonies du Nouveau-Monde, allant sur les côtes d'Afrique pour acheter des noirs qu'ils transportaient de l'autre côté de l'Atlantique, d'abord pour eux, puis pour les vendre dans les colonies anglaises et françaises. Le fameux prince Henri patronnait déjà une compagnie qui s'était formée à Lisbonne et le marché de cette ville en était devenu très important, avant même que les découvertes de Christophe Colomb lui eussent ouvert un débouché imprévu.

C'est en 1503 que quelques esclaves noirs furent pour la première fois amenés à *Hispaniola* (1); on s'aperçut bien vite qu'ils étaient beaucoup plus vigoureux, beaucoup plus résistants que les Indiens du pays, en particulier pour le travail exténuant des mines. Le célèbre évêque Las Casas, défenseur des malheureux Indiens qu'on faisait périr par milliers en les astreignant à un labeur excessif, proposa alors à Ximènes d'organiser méthodiquement une population de noirs pour ces travaux des mines, mais le cardinal-régent refusa. Toutefois, Charles-Quint devait montrer moins de scrupules; dès 1517, il accordait à un gentilhomme flamand une patente qui l'autorisait à introduire chaque année 4.000 esclaves africains dans les îles de Porto-Rico, Hispaniola, Cuba et la Jamaïque; et c'est à cette concession que l'on peut faire remonter l'origine de la traite des nègres. Très lucratif, ce commerce allait se généraliser, et les armements de bateaux négriers se mul-

(1) Nom donné par Colomb à Saint-Domingue, lorsqu'il y débarqua le 6 décembre 1492.

tiplèrent promptement dans les ports européens. L'Angleterre, la France, la Hollande y prirent une part active, et, non contentes de transporter des esclaves dans leurs propres colonies, elles se disputèrent la traite pour les colonies espagnoles de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud. Au moment de la Révolution française, on évaluait à 74 000 le nombre de travailleurs nègres transportés chaque année en Amérique; 38.000 l'étaient par les Anglais, 20.000 par les Français, 4.000 par les Hollandais et 2.000 par les Danois. Ce ravitaillement constant et formidable était nécessité par la mortalité excessive des esclaves, qui était presque triple de la natalité.

Encore ces 74.000 noirs qui arrivaient aux colonies n'étaient-ils qu'une faible partie des victimes de ce barbare commerce de vies humaines; et, pour un importé, quatre étaient morts déjà, succombant aux souffrances du trajet — durant lequel les pauvres gens étaient enchaînés et parqués comme du bétail — succombant surtout au cours de ces affreuses chasses à l'homme organisées sur le continent africain pour pourvoir aux achats des négriers. Aussi la dévastation s'étendait-elle de proche en proche, les villages disparaissaient, les populations étaient égorgées dans la résistance ou vendues; la traite était une prime aux brigandages, aux guerres atroces, à l'anarchie, qui durant trois siècles ne devaient plus cesser de désoler l'Afrique occidentale, y faisant régner la sauvagerie, empêchant le progrès de toute civilisation.

*
* *

En dépit des gains matériels, de tels crimes ne pouvaient que finir par soulever la réprobation générale. Les idées humanitaires du XVIII^e siècle étaient trop violemment heurtées par la traite, et des protestations indignées allaient se faire entendre de toutes parts, une attaque méthodique allait s'organiser contre une institution aussi néfaste et pour la reconnaissance absolue des droits humains les plus sacrés. La

Révolution devait enfin réaliser ce que même les principes du christianisme n'avaient pu faire admettre, et le siècle philosophique par excellence devait secouer les consciences de l'Europe tout entière.

Les États-Unis, où les principes de liberté furent pour la première fois appliqués, et surtout les Etats du Sud qui souffraient déjà de la malédiction qu'apporte avec lui l'esclavage, avaient à plusieurs reprises demandé l'abolition de la traite. D'abord, la métropole anglaise avait fait la sourde oreille : elle gagnait trop à ce commerce pour vouloir le supprimer... Puis, lorsque l'Indépendance des colonies anglaises d'Amérique fut reconnue, et que la Constitution nouvelle fut rédigée, les hommes même les plus honnêtes et les plus consciencieux de la nation se sentirent pris de peur devant l'ampleur du problème qu'ils auraient à résoudre s'ils touchaient à une question aussi brûlante, et, soit patriotisme excessif et erroné, soit faiblesse morale, ils laissèrent persister un état de choses déjà ancien, qui allait demeurer comme une négation vivante de leurs nobles principes. Un mouvement philanthropique en faveur de l'émancipation des nègres ne s'en propagea pas moins sur tout le territoire de l'Union, grâce à la secte des Quakers (1), — qui, dès 1774, avaient expulsé de leur Société tous ceux qui se trouvaient intéressés dans la traite, — grâce à John Woolman, à Benezet et à Warner Millin ; ce mouvement devait aboutir à certaines mesures contre l'importation des nègres dans neuf des Etats nouvellement reconnus, ainsi qu'à l'émancipation de tous les noirs nés depuis 1776 en Pennsylvanie.

En Angleterre, le cri pour l'abolition de la traite se fit entendre dès 1780, et si, en 1784, les colons propriétaires

(1) Ce sont les Quakers qui commencèrent l'agitation anti-esclavagiste en Amérique dès la fin du ^{xviii} siècle. En Angleterre, ils devaient présenter la première pétition à la Chambre des Communes en faveur de l'abolition de la traite.

d'esclaves cherchèrent à sauvegarder leurs intérêts des conséquences possibles de ce mouvement en obtenant le *Consolidated slave-act*, William Pitt osa pourtant, en 1788, parler en plein Parlement de l'abolition de la traite (1). Le philanthrope anglais Ramsay, Granville Sharp, et surtout Thomas Clarkson, le jeune et brillant professeur de l'Université de Cambridge, surexcitaient alors l'opinion anglaise par des pamphlets, des expositions coloniales. Les abolitionnistes aimaient à s'appuyer sur cette phrase fameuse prononcée en 1772 par lord Mansfield : *The air of England has long been too pure for a slave, and every man is free who breathes it. Every man who comes into England is entitled to the protection of the English law.*

En 1783, une association s'était formée à Londres tant pour la délivrance des esclaves des Antilles que pour décourager la traite sur les côtes d'Afrique. C'est deux ans plus tard que le D^r Pinkard, vice-chancelier de l'Université de Cambridge, proposait comme sujet du prix de latin : *An liceat invitos in servitutem dare?* (Est-il permis de faire les hommes esclaves malgré eux?) Clarkson, alors étudiant, avait remporté le prix, et l'année suivante, il publiait l'ouvrage sous ce titre : *Essay on the Slavery and Commerce of the Human Species*. Ce livre devait faire époque dans la lutte qui commençait contre l'esclavage. En 1787, l'association dont nous avons parlé plus haut et dont Granville Sharp était le président, William Wilberforce et Clarkson les esprits dirigeants, se réorganisait sur une base sérieuse en vue de supprimer la traite.

Cependant, c'est de France qu'avait jailli le premier éclair de cet idéal philosophique capable d'éveiller ainsi le monde entier. C'étaient Montesquieu, Rousseau, Voltaire, Filangieri et Raynal qui avaient tonné avec le plus de force contre

(1) Il y devait, d'ailleurs, rencontrer l'opposition la plus violente, et, malgré tous les efforts de Wilberforce et de ses amis, l'interdiction de la traite ne prendra force de loi, dans les colonies anglaises, qu'au 1^{er} janvier 1808.

l'odieux trafic. Et c'est en France qu'allaient être promulguées pour la première fois des lois qui frapperaient de mort la plus injuste des institutions. A la Convention nationale appartient l'honneur d'avoir voté l'affranchissement des esclaves dans toutes les colonies françaises, en sa séance du 16 pluviôse an II (1).

Montesquieu surtout avait sonné le glas de l'esclavage dans son *Esprit des Lois*, réclamant ainsi son abolition un demi-siècle avant la Révolution. « Il n'est pas bon par sa nature », disait-il, « il n'est utile ni au maître, ni à l'esclave; à celui-ci, parce qu'il ne peut rien faire par vertu; à celui-là, parce qu'il contracte avec ses esclaves toutes sortes de mauvaises habitudes, qu'il s'accoutume insensiblement à manquer à toutes les vertus morales, qu'il devient fier, prompt, dur, colère, voluptueux, cruel... Dans le gouvernement monarchique, où il est souverainement important de ne point abattre ou avilir la nature humaine, il ne faut point d'esclaves. Dans la démocratie, où les lois doivent faire leurs efforts pour que tout le monde soit aussi égal que la nature du gouvernement peut le permettre, des esclaves sont contre l'esprit de la Constitution... » (2).

Et, certes, il est bien vrai que l'esclavage a l'effet le plus désastreux sur les intelligences et sur les mœurs, non seulement pour les esclaves, mais encore pour leurs propriétaires. Et ce n'est pas uniquement l'ordre moral, mais aussi l'ordre économique même des sociétés civiles qui en est gravement endommagé. La prospérité publique en est viciée jusque dans ses sources. L'exploitation de l'homme par l'homme, et qu'il s'agisse de l'exploitation de l'homme faible par l'homme fort ou de l'homme pauvre par le riche, est toujours une exploitation égoïste et sans égard pour l'intérêt d'autrui. Elle est donc un crime suprême contre l'humanité, et il est logique et juste qu'elle porte toujours en elle-même son châtement.

C'est d'ailleurs une erreur, — et Montesquieu l'a fort bien

(1) 4 février 1794.

(2) Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, XV.

soulignée, — d'imaginer que les esclaves noirs sont indispensables en de certains climats et pour certains travaux auxquels les blancs, à les en croire, ne sauraient s'adapter : « il n'y a peut-être pas de travail sur la terre où l'on ne pût engager des hommes libres ». Il suffit de considérer la question du point de vue de l'humanité et du bon sens pour s'en rendre compte. Les dangers de l'esclavage sont, du reste, multiples, et ceux qui ne veulent pas les reconnaître sont bien vraiment des ennemis de la société.

Toutefois, si cette institution existe quelque part, que de précautions seraient nécessaires pour éviter les désastres ! de cela aussi Montesquieu avait averti son siècle, indiquant que ce n'était qu'en traitant ses esclaves avec humanité qu'on pouvait espérer prévenir tout le danger qu'entraîne avec eux leur grand nombre. Il avait montré les Athéniens traitant les leurs avec une grande douceur, de sorte qu'ils ne troublèrent point l'Etat comme ceux de Lacédémone. Les premiers Romains, eux aussi, vivaient de la vie de leurs esclaves, travaillaient du même labeur, mangeaient même avec eux, leur témoignant « beaucoup de douceur et d'équité », ce qui leur permettait de compter sur la fidélité de ces bons serviteurs sans avoir besoin de lois spéciales pour les aider ; ce n'est que lorsqu'ils en voulurent faire « des instruments de luxe et d'orgueil » que des lois devinrent indispensables (1).

Si seulement les colonies françaises avaient pu comprendre un tel langage, adopter ce point de vue ! Si elles avaient su apprécier la sagesse de ces bons conseils du philosophe, en profiter ! Les avertissements ne leur manquèrent certainement pas, car les Encyclopédistes devaient faire entendre la même note de haute raison et d'humaine justice... Que de sang versé, que d'afflictions, de tragédies, de ruines et d'horreurs eussent pu ainsi être évités ! Malheureusement, il nous faut dire ici une tout autre histoire ; les colons, les riches marchands, avaient trop à gagner du honteux trafic des

(1) *De l'Esprit des Loix*, XVI, 17.

esclaves pour vouloir même considérer la possibilité de supprimer l'esclavage. Depuis Colbert, trop de ports français s'étaient développés et enrichis par la traite, Bordeaux, Saintes, Marseille (1) prospéraient, ainsi que le Havre, et, dans le conflit qui allait éclater, ces villes allaient s'entendre avec les colons contre les noirs, aggravant ainsi une situation déjà grosse de difficultés. Dans les Antilles françaises, le travail et la prospérité avaient été organisés de telle sorte qu'à première vue, il pouvait bien paraître impossible de se passer des nègres.

* .

La bataille qui allait s'engager devait être celle de ces intérêts contraires entre colons et noirs, et elle aurait été, malgré le grand nombre des esclaves, bien disproportionnée si Brissot, Sieyès et Condorcet n'avaient pas fondé, en 1787, une société, dite des *Amis des Noirs*, sur le modèle et à l'instigation du reste de la société anti-esclavagiste de Londres. Brissot avait fait un voyage en Amérique; il en était revenu plein de sympathie et de compassion pour les malheureux noirs et résolu à défendre leur cause coûte que coûte. Jeune (2) et passionné, il ne procédait, d'ailleurs, jamais par demi-mesures, et on le vit aller toujours à l'extrême de ses idées. La chaleur de ses opinions, son ardeur et son activité allaient le rendre redoutable pour ses adversaires. Déjà très lié, en Amérique, avec les Quakers, avec Millin et Saint-John Crève-cœur, il profita de ses fréquents voyages en Angleterre pour étudier le mouvement philanthropique anglais et devint sur-

(1) Sur ce sujet, on lira avec profit l'ouvrage si intéressant de M. Paul Masson, *Marseille depuis 1789*, et surtout le tome I, *Le Commerce de Marseille de 1789 à 1814*. L'auteur y donne un excellent tableau de la prospérité commerciale de la France depuis la paix de Versailles jusqu'à 1814, ainsi qu'une analyse approfondie des éléments de ce commerce, de ses débouchés, non seulement dans les Echelles du Levant, mais aussi aux Iles d'Amérique. Il trace même un portrait extrêmement vivant des hommes et des groupements qui dirigeaient les grandes entreprises et qui allaient défendre leurs anciennes institutions contre la Constituante.

(2) Il était né en 1754.

tout l'ami de Clarkson. Resté en contact constant avec toute cette jeunesse enthousiaste, il devait, lui aussi, consacrer toute son énergie à la défense de ceux qui ne songeaient pas encore à rien réclamer pour eux-mêmes. Il sut communiquer cette énergie à ses meilleurs amis, les grouper; leur société s'installa d'abord à l'hôtel de Lussan, rue Croix-des-Petits-Champs, à Paris; plus tard, à la rue Favart et dans les bureaux mêmes du *Patriote*, qui allaient devenir son organe officiel et quotidien.

Mirabeau s'intéressa fort à la société des *Amis des Noirs*. Une de ses marottes était alors l'*Analyse des Papiers anglais*, et non seulement il s'empessa de persuader le Gouvernement qu'il était nécessaire de lui accorder le privilège d'insérer, dans le supplément de sa publication, des traductions d'ouvrages anti-esclavagistes anglais, mais encore il offrit à Brissot de collaborer avec lui comme traducteur associé. C'était une occasion de propagande que Brissot ne laissa pas tomber. L'*Analyse des Papiers anglais* n'était guère qu'un masque, à la faveur duquel Mirabeau comptait répandre dans le public les vérités les plus hardies en montrant qu'elles paraissaient inoffensives en Angleterre et y circulaient librement; malheureusement, il ne savait pas l'anglais, ne connaissait rien, au fond, à l'état de l'Angleterre; on conçoit que la collaboration de Brissot devait lui être extrêmement précieuse. Elle était, d'autre part, bien précieuse à Brissot lui-même : « Si cette feuille de Mirabeau eût été seulement soumise à la censure », a-t-il dit (1), « je n'aurais point songé à lui confier la publication de la traduction des ouvrages publiés en faveur des nègres. Mais, exempte de l'inquisition, ses rédacteurs pouvaient se livrer à leur énergie pour le bien public. »

Certes, Brissot est la figure dominante dans la société des Amis des Noirs. M. Boissonnade trace de lui ce joli portrait : « Ecrivain improvisateur, réformateur actif et plein d'entrain,

(1) J.-P. Brissot, *Mémoires*, Ed. Perroud, tome II, chap. XVI.

désintéressé et probe, esprit plus hardi que sûr, ce petit homme à la figure pâle, aux cheveux longs et plats, sans poudre ni queue, avait l'air distrait d'un rêveur, s'éprenait de toutes les causes généreuses, et employait à les servir son infatigable activité de polémiste et d'organisateur » (1). Mais autour de lui, il sut réunir, outre ceux que nous avons déjà cités, les adhérents les plus chaleureux, choisis parmi les philosophes, les savants, les journalistes alors de plus en plus nombreux et influents, et jusque parmi les grands seigneurs et les financiers. Un des premiers et des plus ardents propagandistes de l'association fut le Genevois Eugène Clavière, ami et collaborateur de Brissot; puis c'était Lavoisier, le maréchal prince de Beauvau, ami de Necker, — car il fallait, déjà à cette époque, songer aux liaisons possibles avec le monde officiel que l'on voulait influencer, — le duc Alexandre de la Rochefoucauld, et Lacépède, et Volney, et Dietrich, et Pontécoulant, et l'abbé de Gournand, professeur au Collège de France, d'autres encore, tous gens célèbres ou qui allaient le devenir, sans parler des parlementaires libéraux, comme Le Pelletier de Saint-Fargeau.

Ce n'est pas sans peine, on se l'imagine assez, que Brissot put unir ce faisceau de bonnes volontés; il lui arriva même d'essuyer plus d'un refus, et il est visible, dans ses *Mémoires*, qu'il en conçut quelque mélancolie. Mais plus d'un, dès cette époque, paraissait d'instinct pencher vers la prudence, et éprouver une vague terreur à l'idée de remuer des sujets aussi lourds de menaces pour leur sécurité future. « Hérault de Séchelles », dit Brissot (2), « alors tout parlementaire, refusa d'en faire partie. Il craignait de se montrer l'avocat de la liberté des noirs, et de passer pour complice de ceux qui préparaient la Révolution ».

Pour les mêmes raisons qu'il alléguait plus tard de ne point siéger à la Convention, Bernardin de Saint-Pierre refusa lui

(1) P. Boissonnade, *Saint-Domingue à la veille de la Révolution et la question de la Représentation aux États-Généraux*, Paris, 1906.

(2) *Mémoires*, ouvr. déjà cité.

aussi de faire partie des Amis des Noirs : c'était sa santé, son amour de la solitude...

Et d'autres, comme Bergasse et Raynal, n'adhérèrent à la société que pour la quitter promptement.

Mais qu'importaient ces absences et ces défections, quand on comptait des défenseurs comme le vaillant Grégoire (1), Pétion, et tant d'autres qui, un peu plus tard, « lorsque la société eut acquis quelque éclat », dit Brissot, s'empressèrent de se faire admettre dans son sein ; on compterait parmi eux un grand nombre des membres de l'Assemblée Constituante.

Ainsi que le fait remarquer M. Léon Deschamps (2), la société des Amis des Noirs fut peu différente, comme principe et mode d'action, des sociétés secrètes qui existaient alors en très grand nombre en France, et qui devaient exercer une si grande influence sur le mouvement des esprits. Son originalité consista surtout à grouper en forte masse tous ceux qui avaient un grief contre le monde de la Cour, en même temps que des hommes du peuple, artisans, par exemple, des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau. Elle en arriva à compter, dit-on, près d'un demi-million de membres, appartenant ainsi à toutes les classes de la nation. Fortement apparentée aux clubs anglais de même genre, et fondée pour faire une propagande active en faveur de la cause des noirs, elle devait agiter, avant même la Révolution, les idées révolutionnaires de liberté et d'égalité.

Disons tout de suite ici qu'elle a été souvent calomniée bien injustement par ses détracteurs, et que l'honnête Brissot lui-même fut parfois accusé par eux de servir les intérêts anglais, ou de recevoir de l'argent des mulâtres de Saint-Domingue. Ces calomnies ne reposaient sur rien ; ni Brissot

(1) Qu'on lise sa *Lettre aux Philanthropes*. C'est avec le zèle le plus courageux qu'il défendit, à la tribune et dans ses écrits, une classe d'hommes si longtemps victimes d'un préjugé par trop cruel.

(2) *Les Colonies pendant la Révolution* (La Constituante et la Réforme coloniale). Paris, Perrin, 1898.

ni sa société ne s'enrichirent à leur ardent dévouement; et si les Amis des Noirs ont été, comme on le leur a souvent reproché, une cause des troubles qui allaient éclater dans les colonies françaises, la faute n'en est probablement point à eux, mais aux circonstances, à une époque difficile, à la résistance que provoqua leur effort généreux. La Constituante elle-même, affolée par de trop lourdes tâches, allait se laisser influencer malencontreusement par des mouvements et des fluctuations d'opinions, tantôt en faveur de l'émancipation, tantôt contre; et ces mouvements auront leur répercussion sur une législation ardue, qui provoquera à son tour tantôt des élans d'enthousiasme et tantôt des erreurs de jugement regrettables, mais n'en amènera pas moins enfin le triomphe des idées de 1789, malheureusement aux dépens, pour la France, de sa colonie la plus prospère.

CHAPITRE PREMIER

LES COLONIES FRANÇAISES DES ANTILLES, ET SURTOUT SAINT-DOMINGUE, AU DÉBUT DE LA RÉVOLUTION

I^o État social des colonies, population.

II^o But que poursuivaient les colons en se faisant représenter à l'Assemblée Nationale Constituante. — Les colons blancs à Paris. Gouy d'Arsy.

III^o Action des colons à *Paris*. — Le Club Massiac et son opposition à la société des Amis des Noirs. Agitation qu'ils vont créer parmi les noirs. — Inquiétudes soulevées parmi les commerçants des ports négriers français.

I

A la veille de la Révolution, les colonies françaises étaient particulièrement prospères (1), celle de Saint-Domingue surtout, où la culture du cacao, celle de l'indigo, étaient comme dans les autres Antilles de plus en plus remplacées par la culture de la canne à sucre, au point de fournir non seulement aux besoins de la France, mais encore à ceux de la moitié de l'Europe, grâce au travail de 200.000 esclaves pour

(1) Voir L. Deschamps, ouvrage déjà cité, et J. S. Stoddard, *The French Revolution in San Domingo*, 1914, Houghton Mifflin Co, Boston-New York.

la canne à sucre seulement, répartis sur environ 3.000 plantations.

Cette prospérité n'allait malheureusement pas sans un gaspillage effréné, et le système administratif surtout était des plus défectueux, entraînant non seulement du désordre, et beaucoup trop de dépenses, mais encore une oppression, un arbitraire excessifs. C'était, en somme, le Ministre de la Marine qui représentait le Roi de France, et qui gouvernait. Ses édits étaient des lois, et il nommait les hauts fonctionnaires. Chacun agissait plus ou moins à sa guise. A la Martinique et dans beaucoup d'autres colonies, les malversations étaient devenues une chose toute chronique, et quant à Saint-Domingue, ce ne sera pas sans de trop bonnes raisons que les colons, par l'organe de leur mandataire Gouy d'Arsy, accuseront leur ancien gouverneur La Luzerne, devenu ministre, et l'intendant Barbé-Marbois, ainsi que quelques autres de leurs anciens administrateurs.

Saint-Domingue était certainement la plus riche des possessions françaises, et c'est sans doute une des causes pour lesquelles la lutte y allait être si acharnée, de gros intérêts se trouvant en jeu.

Les difficultés déjà considérables de cette situation étaient encore compliquées, colons mis à part, par la division de la population en trois classes non esclaves ou déjà sorties de l'esclavage, qui toutes trois aspiraient à jouer un rôle important; c'étaient les *petits blancs*, les mulâtres ou sang mêlés, et les noirs affranchis.

Les petits blancs n'étaient pas des propriétaires, mais plutôt de petits bourgeois et des artisans, des boutiquiers, des gens de loi ou d'anciens soldats; leurs rangs s'étaient grossis d'aventuriers venus d'un peu partout. Tout ce monde-là était fort ennemi des noirs, qu'il ne comprenait guère et ne chercha jamais à comprendre, autant que des mulâtres, auxquels il reprochait volontiers d'avoir des propriétés et d'être riches.

Pour les uns, il éprouvait un extraordinaire mépris, pour les autres une jalousie intense.

La classe des mulâtres n'était pas la moins remuante et la moins active; elle était faite principalement de propriétaires, parfois assez instruits, extrêmement désireux de s'affirmer les égaux des blancs, — qui, eux, refusaient de rien entendre là-dessus, s'opposaient obstinément à tout partage équitable de leurs droits civils ou civiques, prétextant une grande peur, feinte ou véritable, des résultats possibles d'une telle concession, et demandant, non pas une atténuation pour les sang-mêlés de la triste législation alors en vigueur pour eux, — on pourrait mieux dire contre eux, — mais bien plutôt des mesures plus draconiennes encore.

L'orgueil des colons blancs, et même des petits blancs, se plaisait à humilier les mulâtres des dénominations les plus méprisantes, grifs, marabous, quarterons et tiercerons, métis et mameloucs, etc., confondant d'ailleurs le tout sous l'appellation commune d'hommes de couleur. On comprenait même sous ce nom, aux Antilles, non seulement tous ceux qui provenaient du mélange de la race blanche et de la race noire et de leurs descendants, mais aussi les nègres purs, originaires d'Afrique ou des colonies, pourvu qu'ils eussent la jouissance actuelle de la liberté; ainsi on ne distinguait point entre les affranchis et ceux qui étaient nés libres; tous étaient compris sous ce terme d'hommes de couleur, qu'on n'appliquait jamais, dans le langage des colonies, aux esclaves, même provenus du sang mêlé, à quelque degré que ce fût. Cette population d'hommes de couleur se multipliait rapidement, et égalait presque déjà, en 1789, celle des blancs indigènes (1).

Les colons blancs, qui certainement n'ont pas péché à Saint-Domingue par excès de prudence, traitaient les mulâtres en parias, et « bien que ceux-ci possédassent un quart de la propriété foncière, et qu'ils rendissent à la colonie de grands services par leur industrie, leur activité, leur partici-

(1) Les hommes libres de couleur étaient environ 26.000 à l'époque dont nous parlons et les blancs une trentaine de mille.

pation à la mise en valeur du sol, au service de la milice, et de la maréchaussée — bien qu'ils formassent en un mot l'élément perfectible de la race inférieure et l'embryon d'une future classe moyenne — depuis le premier tiers du XVIII^e siècle, le gouvernement et surtout les colons blancs avaient multiplié les mesures de défiance et de vexation contre eux. On les parquait dans des quartiers spéciaux des villes; on les avait exclus de toutes les charges civiles et militaires; on leur avait interdit l'exercice des professions libérales et d'un certain nombre de métiers; on leur avait assigné dans les lieux publics des places distinctes; on avait même essayé de les obliger au port d'un costume spécial. Enfin, on avait prohibé les mariages entre eux et les blancs. Les préjugés de ces derniers contre les mulâtres étaient si enracinés que la moindre trace de sang noir était relevée avec soin même parmi les descendants éloignés des hommes de couleur. En toute occasion, on s'ingéniait à blesser leur vanité ou à contrarier leurs vœux. On commettait à leur égard sans scrupule toutes sortes de dénis de justice ou d'usurpations. On ne perdait aucune occasion de les traiter en ennemis. A ces hommes qui portaient encore sur leur front, disait un colon, l'empreinte de l'esclavage, *il fallait rappeler sans cesse leur origine en appesantissant sur eux le mépris et l'opprobre, en brisant les ressorts de leur âme*. On leur refusait le droit de légitime défense contre tout représentant de la race supérieure, tandis qu'on réclamait pour celui-ci le droit de se faire justice sans forme de procès. Un magistrat au Conseil supérieur de l'Ile osa même proposer de leur enlever le droit de propriété (1) ».

La troisième classe enfin était celle des affranchis, qui généralement restaient pauvres, et jalousaient les mulâtres presque autant que les blancs. Par leurs rapports plus faciles avec leurs anciens camarades de chaîne demeurés sous le joug, ils n'allaient pas manquer d'être un élément actif

(1) Boissonnade, ouvr. déjà cité.

d'insurrection. Il est à noter que la colonie avait déjà vu des révoltes d'esclaves, en 1679, en 1691, en 1703, en 1758 enfin (1), mais toutes avaient été des insurrections isolées, en un temps où les noirs étaient loin d'être nombreux comme ils l'étaient maintenant.

II

Au moment où la question de l'admission des députés de Saint-Domingue à l'Assemblée Nationale attira l'attention de tous sur cette île, la condition des noirs et des hommes de couleur y était, comme dans toutes les colonies où régnait l'esclavage, absolument pitoyable. Alors qu'ils surpassaient les blancs dans la proportion de dix pour un, on tentait par la crainte, par la torture et par la cruauté, de tenir en sujétion, pour cette seule île des Antilles, un demi-million d'êtres humains ; de les forcer, sans espoir de récompense, au travail qui ne fructifiait que pour autrui, avilissant ainsi les pauvres noirs au point de ne les regarder que comme des bêtes de somme. La situation offrait vraiment quelque chose de tragique, et tout se liguaient en vue d'un dénouement funeste pour les blancs, qui, avec un entêtement des plus coupables, se refusaient à faire face aux réalités, et dont l'infatuation et l'ambition devaient être brisées à la fin par cette souffrance muette mais éloquente des noirs. La puissance, jusque-là insoupçonnée, des hommes de couleur libres, alliés par le sang aux uns et aux autres, doués de qualités remarquables d'intelligence et de dignité, eût été la seule force capable d'apaiser la tempête qui se préparait à l'intérieur de l'île infortunée. C'est ce que le gouvernement français ne sut pas comprendre assez tôt.

En regard de cette étonnante population de Saint-Domingue, les colons, trop peu nombreux, pervertis par ce fléau de l'esclavage autant que par un climat détestable qui les ren-

(1) Celle du fameux Macaudal.

daient facilement nerveux et excitables, étaient extrêmement riches, et ils appartenait souvent à la meilleure aristocratie française, — ce qui du reste tendait à créer, dans leur propre milieu, une classe intermédiaire aussi, laquelle vivait en France bien plus que dans ses terres, et se contentait de percevoir les revenus que des intendants, souvent cruels pour les esclaves, leur faisaient parvenir. Il va de soi que ce n'était pas ces colons toujours absents qui connaissaient le mieux la situation de l'île, quoi qu'ils aient pu prétendre quand ils voulurent être représentés à l'Assemblée, mais ils n'en exerçaient pas moins une réelle influence sur les milieux dirigeants de Paris.

Tout cela créait, à n'en pas douter, des causes multiples de mésentente, et un formidable « conflit de couleurs ». Encore y faudrait-il ajouter que, dès le début de son histoire, Saint-Domingue s'était distinguée par des bouleversements aussi tumultueux que sanglants, souvenirs probablement de la domination espagnole et des violents *conquistadores*. Ceci donna toujours à cette colonie un caractère très à part, et elle ne fut longtemps considérée que comme un véritable nid de pirates. Sans doute cet état de choses avait cessé depuis la fin du règne de Louis XIV, et les gouverneurs de l'île, quels que fussent leurs torts par ailleurs, avaient tenté, avec succès, un effort louable en vue d'attacher à leurs terres des sujets au sang un peu trop bouillonnant. Les mutineries avaient pris fin, et c'est depuis lors que la colonie avait pu gagner sans cesse en richesse et en importance. Ceci n'empêchait pas le vieil esprit d'indiscipline de subsister au fond ; un gouverneur de la Martinique pouvait toujours se plaindre du grand nombre de personnes qui abandonnaient son île pour Saint-Domingue, où la chasse et le désordre leur offraient une perspective attrayante, tout autant que l'espoir de mener à leur aise une vie licencieuse et déréglée (1). Les gouverneurs

(1) Voir à ce sujet L. Peytraud, *L'Esclavage aux Antilles françaises avant 1789*, p. 151.

envoyés par la France, et tant décriés dans la suite par les colons, avaient besoin d'une bonne dose de tact et de sang-froid, et rencontraient souvent de l'insolence plutôt que de la docilité à leurs ordres (1). Des rébellions avaient eu lieu en 1670, et en 1723 encore, lorsqu'on avait voulu toucher à certaines des libertés commerciales de l'Ile, — tout ce monde-là demandant dès le début du xviii^e siècle, à être exempté d'impôts, à commercer librement avec tous les pays, et à jouir d'une liberté républicaine (2).

En 1789, la partie française de Saint-Domingue se divisait en trois provinces, qu'il n'est pas inutile de citer ici, pour expliquer la propagation des mouvements insurrectionnels dont nous aurons à nous occuper plus loin. Il y avait *la Plaine du Nord*, avec pour chef-lieu Cap Français, plus communément appelé Le Cap, capitale également de la colonie. C'était la partie la plus anciennement colonisée, la plus peuplée, la plus riche enfin.

La province de l'Ouest, au centre de la colonie, était deux fois plus grande que celle du Nord, et moins favorisée par la nature, car son climat était des plus malsains. Il s'était cependant amélioré, grâce à une irrigation bien comprise, de sorte qu'elle était devenue prospère elle aussi à l'époque dont nous parlons. Elle avait pour chef-lieu Port-au-Prince.

La province du Sud était de beaucoup la moins importante et la moins développée, et sans doute demeurait-elle primitive quant à ses conditions économiques et sociales, mais elle ne manquait pourtant pas de possibilités de développement, car ses montagnes cachaient quelques vallées fertiles, et il y avait même une petite plaine derrière son chef-lieu Les Cayes.

Telle était cette colonie, matériellement prospère mais moralement si gangrenée, que lorsqu'on y entendit parler de

(1) Voir Vaissière, *Saint-Domingue (1629-1789) : la Société et la Vie créoles sous l'Ancien Régime*, Paris, 1900, p. 55.

(2) Vaissière, p. 56.

la convocation des États Généraux, un mouvement très vif se dessina promptement pour demander une réforme économique qui s'imposait et une meilleure administration locale.

Or, le moyen d'obtenir tout cela, c'était d'envoyer des représentants aux États. Mais il était tout à fait conforme aux idées du temps de considérer les colonies comme un simple domaine royal, administré par la métropole et au gré de la métropole. Les Français de Saint-Domingue estimaient cependant qu'on pouvait, en la circonstance, se passer de précédent.

Et il faut bien prendre garde que par « Français de Saint-Domingue », on entendait non seulement ceux qui habitaient l'île de façon plus ou moins permanente, mais encore un nombre considérable de ces propriétaires, planteurs et marchands qui vivaient en France. C'est de leur clan, étroitement lié, que le mouvement allait partir en somme, et nous verrons que leur activité ne le cédera en rien à celle de quelques colons restés dans la colonie et pour qui ils ont mission de travailler comme pour eux-mêmes. Certes, ils étaient bien placés pour agir, se trouvant aux sources mêmes de l'information et des idées.

Ainsi, ce seront les blancs qui seuls au début s'agiteront.

Dès 1788, les colons s'étaient plaints de l'influence rapide que prenait chez eux la Société des Amis des Noirs et ils élevaient des clameurs véhémentes, unissant leurs protestations à celles que leurs voisins de la Jamaïque faisaient entendre contre l'association anti-esclavagiste de Londres. Il arriva pourtant bientôt aux colons restés à Saint-Domingue de trouver que leurs frères de France allaient un peu vite en besogne; l'heure était grave, et ils en sentaient tout le péril; des désaccords allaient s'élever entre eux et ceux qui prétendraient les représenter à Paris. Faut-il s'étonner si cette opposition entre colons devait diviser promptement la France elle-même?

C'est de ce dernier conflit que naquit le club Massiac.

III

Les adversaires des Amis des Noirs n'étaient ni moins bien organisés, ni moins ardents qu'eux, et il semble que leur groupement fut beaucoup plus riche (1), ce qui leur donna tout de suite, évidemment, un fort moyen d'action. Nous anticipons un peu en en parlant ici, puisque c'est en août seulement de 1789 qu'ils se réunirent d'une façon régulière et suivie, sous le nom de « Société correspondante des colons français », mais on les désigna très vite sous le nom de l'hôtel de l'un d'entre eux (2), où ils s'étaient constitués en association.

Le club Massiac, sur lequel les Archives Nationales sont riches en documents manuscrits très précieux (3), que nous avons consultés sans pouvoir les épuiser tous, paraît avoir été une chapelle assez fermée, où n'entrait pas qui voulait; il fallait montrer patte blanche pour assister aux réunions et on s'y méfiait de l'espionnage du camp adverse. Le marquis de Gallifet, propriétaire dans la plaine du Nord de Saint-Domingue, en fut l'instigateur et le premier président. La liste des membres compte les noms les plus célèbres de l'armorial français, et tous ces colons étaient riches et puissants par leur influence. Il faut bien comprendre que leur opposition n'a pas été provoquée seulement par leurs préjugés coloniaux, et qu'il s'y mêla la résistance de l'esprit de caste

(1) La cotisation annuelle était de 48 livres, dit M. L. Deschamps, alors que les Amis des Noirs ne payaient, une fois pour toutes, que deux louis de droit d'inscription.

(2) Place de la Victoire, à Paris.

(3) Voir la collection Dxxv, notamment les cartons 85 à 90. Quelques-uns de ces documents sont simplement amusants; c'est ainsi qu'on y voit une réclamation de l'écrivain public de la Place des Victoires, qui s'adresse au Président de la Société pour se plaindre du bruit et surtout de l'obscurité résultant pour lui des trop nombreuses voitures, toutes appartenant aux membres ou visiteurs du Club, qui stationnent devant son logement. Elles lui ôtent, dit-il, le moyen de subvenir aux besoins de sa famille, car elles l'étourdissent et le plongent dans les ténèbres, toute la lumière (dans un logement au rez-de-chaussée) lui venant de la place. — Arch. Nat. Dxxv, 89.

qui les dominait, devant les mesures nouvelles. Ils se montrent à nous avant tout comme des aristocrates.

Les Amis des Noirs avaient bien vite organisé des sociétés filiales dans les provinces françaises, et, en fait, un véritable système de jacobinisme. Il ne faut donc point s'étonner que leurs adversaires aient songé tout de suite de leur côté à agir sur les villes maritimes et commerçantes, fort intéressées dans la question de l'esclavage, qui mettait en jeu tous leurs intérêts matériels. L'abondante correspondance qu'ils ont laissée montre aussi qu'ils cherchèrent à influencer les assemblées de Saint-Domingue, sitôt que celles-ci furent créées. La propagande, dans la colonie, eut lieu non seulement par des lettres, mais encore par des brochures, qui décrivaient, sous un jour plus ou moins sincère et dans tous les cas déformé par un inévitable parti pris, les événements qui se succédèrent bientôt si rapidement à Paris. Par la suite, il parut nécessaire d'agir directement, et plusieurs membres du club se rendirent dans l'Ile.

Comme il arrive toujours dans des cas de ce genre, cette Société dépassa bientôt ses droits, et nous la verrons faire pression sur les armateurs français et jusque sur un ministre, pour empêcher les noirs ou les mulâtres venus en France de se rembarquer pour l'Ile. Il lui arrivera aussi d'en agir assez perfidement vis-à-vis des Amis des Noirs, parce qu'elle voudra, en France même et surtout, diriger l'opinion, et que leur influence la gênera grandement au sein de l'Assemblée Constituante. C'est pourquoi, avant même d'être officiellement constituée, elle contestera l'élection des députés de Saint-Domingue, qui, à son gré, attirent trop l'attention sur leur Ile ; c'est pourquoi elle s'arrangera pour empêcher plus tard l'Assemblée de prendre des décisions qui risqueraient de ne pas lui plaire, — imposant au ministre La Luzerne un plan de Moreau de Saint-Méry sur l'établissement des assemblées coloniales, fournissant à certains orateurs la documentation nécessaire pour leurs discours à la Constituante. Il n'est pas jusqu'aux municipalités qu'elle n'ait cherché à faire marcher

à sa guise. En somme, ce sera toute une pression fortement organisée, non pour servir de nobles principes comme ce fut le cas des Amis des Noirs, mais bien pour servir des intérêts de classe. Une grande responsabilité lui incombe dans les événements qui feront perdre à la France cette belle colonie, après avoir ruiné ceux mêmes qui s'en étaient fait une arme.

Les colons de France s'étaient tant agités, sous le patronage, dit-on, du duc d'Orléans, qu'alliés à quelques riches planteurs de naissance noble restés à Saint-Domingue, à quelques marchands et avocats, ils demandèrent à La Luzerne, le bienveillant mais faible ministre de la Marine, de présenter au Roi une pétition, réclamant le droit d'être représentés à l'Assemblée Nationale. Louis XVI trouva peu opportun de soulever la question. Sans se décourager, ils résolurent alors de forcer la main au Gouvernement. Le nouveau Gouverneur de l'Île, marquis du Chilleau (1), arriva au Cap en décembre 1788, sans aucun ordre précis. Barbé-Marbois, l'Intendant, n'en avait pas davantage, et pas davantage n'osa prendre une initiative. Il y eut un simulacre d'élections, très irrégulières, en certains endroits secrètes, et contre lesquelles la majorité réclama.

Le résultat fut que huit députés, soi-disant de Saint-Domingue, allaient se rendre à Paris, demander leur admission à l'Assemblée Constituante. Dès le 8 juin, leur demande était formulée. Elle ne manqua pas d'étonner. L'aristocratie de Saint-Domingue avait voulu, par cette élection à l'Assemblée Nationale française, présenter quelques griefs, fort légitimes d'ailleurs, contre l'ancienne administration, et elle prétendait se donner, désormais, une certaine autonomie locale. Rien que de juste là-dedans ; malheureusement, elle n'allait pas savoir se débarrasser de ses rancunes personnelles, de ses craintes et de ses égoïsmes, et les suites de cette démarche assez inconsidérée seront tout autres que celles

(1) Il succédait à La Luzerne.

qu'elle avait cru prévoir. Dès son arrivée à Paris, cette députation mettait à l'ordre du jour les énormes questions politiques, économiques et sociales que soulevait à cette époque le problème des colonies, et ce devait être la cause même de la perte des colons (1). Sans le vouloir, ils apportaient une arme aux Amis des Noirs qu'ils voulaient combattre, puisque le problème capital de la liberté humaine se trouvait ainsi posé, et que Brissot et ses amis, par leurs généreux efforts, ne permettraient plus qu'il fût éludé. L'abolition de l'esclavage se trouva pour la première fois soumise sans réserves à la décision d'une grande assemblée législative, et c'est toute la question angoissante de l'égalité des races, dont on commence à peine à entrevoir les aspects multiples, qui va préoccuper tous les esprits.

C'est donc une véritable bataille qui allait s'engager.

Le pire était encore que cette représentation aux Etats Généraux était, nous l'avons dit, assez factice, et que tant d'agitation ne provenait que d'une minorité après tout, ainsi que le feront remarquer les divers administrateurs coloniaux, Barbé-Marbois, La Luzerne, Peynier lui-même. Tous affirmeront que la nomination des députés n'a pas rallié la majorité de la population libre, et, indépendamment des nègres esclaves, — auxquels bien entendu personne ne songeait, — les hommes de couleur ne se voyaient pas du tout représentés par cette députation pourtant composée d'éléments très divers, et ils allaient trouver, dans ses imprudences, un excellent moyen de faire entendre leurs revendications propres. Les fonctionnaires, les citadins, bon nombre de planteurs même, et non des moins avertis, désapprouvaient tout ce tapage dangereux. Le club Massiac, ou tout au moins le groupement qui devait bientôt prendre ce nom, était furieux.

Le marquis de Gouy d'Arsy, qui s'était fait remarquer dans la campagne électorale, allait devenir une des figures prin-

(1) Voir Boissonnade, ouvr. déjà cité.

cipales de la lutte. Remuant, et probablement « même agité » (1), ami de la popularité, du bruit, il ne semble pas avoir dédaigné l'intrigue. Certainement intelligent, il jouera un rôle important par son entrée, assez brusquée, à l'Assemblée Nationale, par ses discours, par son influence et son à-propos. C'est lui qui rédigera bon nombre des pamphlets de la propagande des planteurs. Il était persévérant, opportuniste et ingénieux, un peu dangereux peut-être au bout du compte, et cela pour ses propres amis, dans une époque aussi troublée et de passions aussi vives.

Le Tiers-État avait en principe accepté les députés que lui envoyait Saint-Domingue. Le Clergé et la Noblesse faisaient encore grise mine aux siens. D'ailleurs, la question qui allait maintenant se poser au sein du Tiers, avec la vérification des pouvoirs, c'était celle du nombre des députés à accepter pour Saint-Domingue. Les députés provisoires demandaient sans modestie que leur nombre fût porté à vingt ! Et Mirabeau de se récrier, avec sa plus mordante ironie : « ... Les colonies fondent cette prétention sur le rapport qui existe entre la population des Iles et celle de la France. Nous leur demanderons à notre tour si elles prétendent ranger leurs nègres dans la classe des hommes ou dans celle des bêtes de somme. Si les colons veulent que leurs nègres soient hommes, qu'ils les affranchissent, qu'ils soient électeurs, qu'ils puissent être élus. Dans le cas contraire, nous les priérons d'observer qu'en proportionnant le nombre des députés à la population de la France, nous n'avons pas pris en considération la quantité de nos chevaux ni de nos mulets ; qu'ainsi la prétention des colonies... est absolument dérisoire » (2).

Brissot lançait en même temps contre les colons et leurs prétentions une autre attaque, par deux brochures nourries de faits, d'une argumentation rigoureuse et éloquente ; à son avis, il conviendrait, avant d'admettre les représentants des

(1) Boissonnade, ouvr. déjà cité.

(2) *Courrier de Provence*, Lettre X à ses Commettans.

planteurs, de les obliger à reconnaître l'égalité des noirs avec les blancs et l'iniquité de la traite (1). D'autre part, et profitant de ce que Wilberforce, en Angleterre, venait de faire voter par la Chambre des Communes une motion tendant à nommer une commission pour étudier l'abolition de la traite (2), Brissot demandait aux États Généraux d'imiter l'exemple de la Chambre anglaise. Il était visible que l'admission sans condition des députés de Saint-Domingue le préoccupait grandement pour la cause des noirs, — car il fallait bien compter que les députés ne manqueraient pas d'insister pour le maintien de la traite.

Avec de tels adversaires, ce n'avait été que par un coup d'audace, inspiré et dirigé par Gouy d'Arsy, que la cause de la représentation coloniale avait pu être gagnée. Le 19 juin, le succès de leur requête paraissait bien indécis encore, car l'illégalité de leur élection et l'insuffisance de leurs pouvoirs ne faisaient de doute pour personne, et il était difficile de passer outre. Quatre comités avaient été chargés de préparer les rapports sur les élections contestées, et par conséquent sur celle de Saint-Domingue. En sa qualité de député de cette colonie et accompagné de trois de ses collègues, Gouy d'Arsy s'était présenté devant le comité chargé d'instruire son affaire, il avait fait le tableau des intérêts de la colonie, de sa situation politique, de son administration pitoyable, de son désir d'être unie à la métropole d'une façon toute directe, et de concourir à la Constitution future. Il rappelait incidemment, et avec grand à-propos, combien il en avait coûté à l'Angleterre de trop discuter sur ce point-là avec ses colonies d'Amérique ! L'Assemblée Constituante avait devant elle une assez lourde tâche pour évoquer sans plaisir la perspective d'un soulèvement colonial.... Un rapporteur avait été nommé (3) et nul ne sait s'il eût été favorable, mais les mémorables événements du lendemain allaient apporter la chance à l'audacieux Gouy d'Arsy :

(1) Brissot, *Plan de conduite pour les Députés*, cité par Boissonnade.

(2) *Lettre à MM. les Députés des Trois Ordres*.

(3) *Le Point du Jour*, tome I.

tandis que les députés du Tiers se pressaient dans la salle du Jeu de Paume, toute la députation dominicaine, forte de ses huit membres, était venue se joindre à eux. Gouy d'Artsy avait eu une idée de génie, et après que Bailly eut le premier prêté le serment, d'une voix claire que l'on put entendre du dehors, sept des représentants de Saint-Domingue, à savoir Gouy d'Artsy, Reynaud, Rouvray, Bodkin, Fitz-Gerald, Larchevesque-Thibaud, Thébaudières et Perrigny, se présentèrent en groupe pour demander la permission de s'unir provisoirement à la nation en prêtant le même serment. Le rapport du comité pouvait-il maintenant être autre chose que favorable à cette modeste requête d'admission *provisoire*? Il ne vint à l'esprit de personne que le mot était là vide de sens, et la formule parut heureuse. Ayant admis ces conclusions, l'Assemblée Nationale autorisa les députés de Saint-Domingue à prêter le serment et à le signer. Gouy d'Artsy prit la parole et sut remercier l'Assemblée en termes chaleureux; après quoi, et sans perdre de temps, il distribua aux députés du Tiers un mémoire justificatif, qui, sous le titre de *Précis de la position actuelle de la députation de Saint-Domingue*, présentait les démarches de ses mandataires, et d'une façon générale la représentation coloniale, sous son jour le plus favorable. Le huitième député de l'Île, comte de Magallon, adhéra lui aussi au Serment du Jeu de Paume deux jours plus tard. Le coup de maître tenté par Gouy d'Artsy avait pleinement réussi, sa députation était dans la place (1).

Y resterait-il pourtant? C'est la question sur laquelle l'Assemblée Nationale se mit à délibérer dès le 21 juillet suivant. Le principe de la représentation coloniale avait

(1) On sait que Gouy d'Artsy, que cette victoire avait mis très en relief, probablement en verve aussi, parla tout aussitôt de dénoncer M. de La Luzerne, le ministre coupable d'avoir refusé son concours au projet des grands planteurs! Il ne fallut rien moins que l'amitié personnelle de Necker pour sauver une première fois le ministre de la Marine des foudres du bouillant Marquis, qu'un polémiste appelait du joli nom de « d'Artsy l'Accusatif ».

été admis sans autre opposition; et même sur la validité des pouvoirs, le comité de vérification avait admis à l'unanimité de passer outre, malgré certaines illégalités. Sur le nombre des députés, dans tous les cas, l'unanimité ne se faisait pas; et plusieurs membres de la Constituante, que préoccupait surtout le sort des noirs, paraissaient décidés à n'admettre, et à ne laisser admettre, qu'une représentation limitée, proportionnée uniquement au nombre des blancs.

Sur les deux premières questions, la délibération se termina par deux votes favorables; sur la troisième, on décida de limiter le nombre. Mais il y eut une interruption de séance pour permettre aux députés d'aller dîner, et lorsqu'ils rentrèrent... l'arrivée de la minorité du clergé et de la noblesse qui venait se joindre au Tiers provoqua un grand brouhaha... l'Assemblée renvoya au mardi suivant le vote sur ce troisième point.

Ce délai devait permettre aux adversaires de la députation de livrer contre elle un nouvel assaut, de faire voir la légèreté et la naïveté avec lesquelles on avait admis des députés dominicains qui, comme par hasard, étaient tous des propriétaires résidant en France! Dans le *Journal de Versailles*, Gorsas remarquait avec raison que les négociants et les marchands, qui avec les planteurs assuraient la prospérité de la colonie, n'étaient pas représentés plus que les esclaves. Mirabeau se montra bien plus sévère encore dans ses critiques: « Les débats », écrivit-il dans sa *Lettre XIV à ses Commettans* (1) au sujet de cette séance du 27 juin, « m'ont paru superficiels, vides de choses, étrangers à la question du moment, et tout à fait indignes d'un si beau sujet ».

Les deux meilleurs publicistes des Amis des Noirs, Brissot et Condorcet, se jetaient eux aussi dans la mêlée. Condorcet, dans un pamphlet incisif et concis sur l'*Admission des députés de Saint-Dominique dans l'Assemblée Nationale*, ne craignait pas de montrer l'abîme qui séparait le point de vue de la nation

(1) *Courrier de Provence*, 30 juin 1789.

de celui d'un planteur, et de faire, des députés de Saint-Domingue, les défenseurs d'une institution contraire aux principes de l'Assemblée, des hommes que les idées de liberté et de justice tourmentaient peu, parce que leur seule loi était leur intérêt personnel. A son avis, les planteurs n'avaient pas le droit de réclamer la représentation tant qu'ils maintenaient l'esclavage. Et toujours cette idée suivait, qu'il était parfaitement absurde de la part des planteurs de vouloir représenter leurs esclaves, de vouloir proportionner à leurs esclaves le nombre de leurs représentants ! Les blancs lui paraissaient trop nombreux pour qu'on pût leur accorder plus d'un député, deux au plus.

Quant à Brissot, ses *Réflexions sur l'admission aux Etats Généraux des députés de Saint-Domingue* étaient d'une logique irréfutable, et mettaient à nu la faiblesse des arguments des planteurs. Elles devaient avoir un retentissement énorme. Il démontrait avec une force convaincante que les députés des planteurs n'avaient été admis au sein de l'Assemblée Nationale que par surprise, ce dont tout le monde d'ailleurs commençait à se rendre compte. Leur parade de patriotisme leur avait valu cette aubaine, mais il serait dangereux, comme le demandait Barrère, d'assimiler une colonie à une province, surtout quand elle est distante de la métropole de 1.500 lieues, en sorte qu'elle reste forcément étrangère aux intérêts et aux besoins de la France, ne peut donc prétendre à faire entendre sa voix sur les impôts et sur l'administration, ses intérêts étant exactement contraires à ceux de la métropole. L'autonomie, avec une Assemblée Générale pour l'ensemble des colonies, et des assemblées provinciales pour chacune d'elles, vaudrait mieux que l'octroi de la représentation aux Etats Généraux (1).

Ainsi les Amis des Noirs profitaient de l'admission des députés de Saint-Domingue pour attirer l'attention publique

(1) C'était, on le sait, le système qui régissait les colonies anglaises.

sur le grand problème de l'égalité des races et sur celui qu'il entraîne à sa suite de la suppression de l'esclavage. Ainsi se voyait posée la question de l'égalité des droits entre mulâtres ou hommes de couleur et blancs. La brochure de Brissot devait agiter profondément l'opinion, et l'abbé de Gournand soutint du reste la même thèse, à laquelle Mirabeau allait une fois de plus prêter l'appui de son immense popularité, ne se lassant pas de faire remarquer l'injustice de la requête des députés de Saint-Domingue, l'injustice de l'exclusion dont les hommes de couleur avaient été les victimes aux assemblées électorales (1).

Or, tandis que Brissot et Condorcet avaient recours à leur plume, Mirabeau avait sur eux l'avantage d'apporter ses arguments non seulement dans un journal, mais encore à la tribune de l'Assemblée Nationale, ce qui ne leur donnait que plus de poids. C'est à quoi il ne manqua pas, le 3 juillet : « Je demande de quel droit les 23.000 blancs ont exclu des assemblées primaires à peu près un nombre pareil d'hommes de couleur libres, propriétaires et contribuables comme eux ? Je demande pourquoi on veut que les 20 blancs qui sont ici, représentent les hommes de couleur desquels ils n'ont reçu aucun mandat ? Je demande de quel droit les 23.000 blancs électeurs ont défendu à leurs concitoyens de se nommer des représentants, et se sont arrogé celui d'en nommer et pour eux et pour ceux qu'ils ont exclus des assemblées primaires ? Croient-ils que ces hommes qu'ils ont exclus, nous ne les représentons pas ? Croient-ils que nous ne défendrons pas ici leur cause ? Ah ! sans doute, si telle a été leur espérance, je leur déclare qu'elle est outrageante pour nous, et qu'elle sera déçue (2). »

Gouy d'Arisy commit du reste une maladresse grave à cette séance du 3 juillet, en avouant que les blancs de son Ile considéraient en effet les mulâtres comme des ennemis qu'il fallait laisser dans leur abaissement, si on ne voulait pas avoir tout

(1) Voir *Courrier de Provence*, XVI^e lettre à ses Commettans.

(2) *Moniteur*, compte rendu de la séance du 3 juillet 1789.

à redouter d'eux. Lorsqu'il s'aperçut, le lendemain, de l'impression fâcheuse qu'il avait produite, il songea bien à revenir sur sa déclaration, mais il était trop tard, et elle demeura dans toutes les mémoires.

Garat, qui était pourtant favorable à la représentation coloniale, crut devoir insister lui aussi sur tant d'illogisme, et conclut que cette violation des droits d'hommes libres n'avait aucune excuse. Puisque les colons laissaient entendre que s'ils avaient exclu les mulâtres c'étaient parce que ceux-ci, encore liés aux esclaves par le sang, étaient tout naturellement les ennemis des blancs, et qu'il eût été dangereux pour la colonie de rassembler dans les lieux d'élection tant d'ennemis, Garat ne contestait certes point l'inimitié des mulâtres, mais il en tirait ce corollaire que les blancs étaient donc aussi les ennemis des mulâtres, et, comme tels, ne pouvaient les représenter ! Il ne pouvait donc plus être question pour eux de défendre, en même temps que leurs propres intérêts, ceux des planteurs mulâtres... Il montrait la classe des hommes de couleur écrasée sous le mépris, exclue de toutes les fonctions, de tous les emplois, et que l'intérêt des blancs était trop de les maintenir dans leur abjection (1).

Tout cela créait la plus vive impression dans l'Assemblée et au dehors. *Le Journal de Versailles* contient à cette époque de nombreux témoignages de l'attitude émue du public en faveur des infortunés descendants des Africains, de ces gens de couleur auxquels on prétendait ne reconnaître d'autre droit que celui de travailler et de rendre des services, sans leur attribuer aucun des avantages de l'opinion ou de la loi.

La répercussion que toute cette agitation, soulevée au sein de l'Assemblée et dans le public français par la députation de Saint-Domingue d'un côté, et par les Amis des Noirs de l'autre, devait avoir sur les événements de l'Ile, nous la verrons dans le chapitre suivant. Pour le moment, et afin d'en finir avec cette question de la représentation, nous dirons seulement

(1) *Courrier de Provence*, 8 juillet 1789.

que, loin d'être portée à 20 membres comme elle le demandait, elle fut soumise, après la désapprobation virulente de Mirabeau, aux principes qui réglementaient la représentation en France même ; encore y mit-on une certaine indulgence, car Mirabeau ne leur eût laissé que quatre députés, et on leur en accorda six, dans la séance du 7 juillet.

Les colons purent bien regretter alors leur mouvement inconsidéré. Ils comprenaient enfin ce que quelques-uns avaient compris dès le début, qu'il eût mieux valu garder leurs intérêts hors du contact de la Révolution. Dès ce moment, il semble qu'ils aient résolu de se séparer d'elle. La bataille avait été, en somme, à leur désavantage, et c'étaient les Amis des Noirs qui triomphaient, avec leur vibrant porte-parole, Mirabeau, avec leurs vigoureux polémistes, Brissot et Condorcet. Le seul résultat immédiat qui pour eux était acquis, c'était ce principe de la représentation coloniale enfin et définitivement reconnu, qui devait changer du tout au tout les rapports de la métropole avec ses colonies : celles-ci cessaient désormais de n'être qu'un terrain à exploiter, elles faisaient partie du territoire national lui-même. Deux députés, bientôt cinq, allaient être nommés pour la Guadeloupe ; en octobre, on nommera deux députés délibérants pour la Martinique, et, un an plus tard, deux députés pour les villes de l'Inde ainsi que neuf suppléants ; en février 1791 enfin, deux députés suppléants seront nommés pour l'Ile de France.

Les hommes qui allaient former le club Massiac ressentaient vivement l'échec infligé par les Amis des Noirs à cette députation dominicaine dont pourtant ils avaient blâmé eux-mêmes l'attitude et l'action. Dans leur mécontentement des moyens employés par cette députation pour obtenir gain de cause au sein de l'Assemblée, ils avaient même plus d'une fois aidé les adversaires qui cherchaient à les frapper par derrière. Plusieurs membres de la future association appartenaient en effet à l'Assemblée, et nous allons voir qu'ils songeaient déjà à y utiliser leur influence pour un changement de tactique

complet dans la discussion des affaires de leur colonie. Car, étouffer désormais la question de Saint-Domingue, éviter tout contact avec le corps constituant, comme ils l'auraient d'abord souhaité, ce n'était plus possible : ce que le Club aurait à faire, — ce à quoi nous verrons qu'il s'entendit merveilleusement, — c'était de créer dans la Constituante même un organisme de combat, dévoué à ses intérêts, capable de lutter efficacement contre les Amis des Noirs, et d'imposer enfin le point de vue de la majorité des colons, — auquel d'ailleurs se ralliait maintenant la minorité.

Dans cette circonstance, le club Massiac allait être beaucoup aidé et soutenu par les députés des grandes villes commerçantes, que désolait tout le bruit fait par les députés pour attirer l'attention générale sur leur trafic, lequel avait résulté en un dangereux apitoiement de l'opinion publique sur les victimes de l'esclavage, — cette malédiction de Saint-Domingue qui faisait leur fortune. On se rendait trop bien compte à présent, à Marseille, à Bordeaux et ailleurs, que les discussions vigoureuses de l'Assemblée avaient dévoilé le principe fondamental de la vie économique de l'île. Et ce principe, si absolument vicié, quel était-il, sinon celui des travaux forcés, — forcés par le fouet sitôt que cela pouvait paraître le moins du monde nécessaire, — pour toute une classe d'êtres humains, outrageusement traités. Il fallait plus que jamais s'unir devant le péril de telles révélations, si l'on voulait voir continuer la prospérité des villes maritimes, prospérité qui dépendait uniquement de l'esclavage ; — et on s'entendit, en conséquence, pour arranger dans ses grandes lignes une nouvelle propagande que l'on saurait bien ensuite adapter aux circonstances, à mesure des événements. C'est ainsi que les Amis des Noirs allaient bientôt trouver devant eux une force occulte et formidable, plus redoutable que ne l'avait pu être une poignée de députés étourdis.

CHAPITRE II

LE COMITÉ COLONIAL DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Conséquences immédiates de la représentation. — Sentiments véritables de l'Assemblée Constituante vis-à-vis de la question des noirs et même des hommes de couleur libres. — Barnave et les décrets de 1790 et 1791. — Révoltes que ces décrets devaient provoquer à Saint-Domingue. — Accueil que devaient leur faire les Amis des Noirs. — L'Assemblée coloniale et les assemblées provinciales dominicaines.

Jusque-là les blancs avaient reçu satisfaction, puisqu'ils étaient représentés à l'Assemblée Nationale Constituante. Mais l'agitation qui depuis 1788 les secouait atteignait maintenant les mulâtres, en attendant que les noirs suivissent le mouvement. Le plus pressé, du point de vue du club Massiac, eût été d'enrayer cette espèce de soulèvement des mulâtres, et déjà ce n'était plus possible. Sûrs maintenant de la sympathie des Amis des Noirs, qui avaient tant écrit, tant parlé en faveur de leur cause, ils ne pouvaient tarder à demander l'égalité des droits avec les blancs. Dès le mois d'août, un mulâtre de Saint-Domingue fut chargé de « réclamer à Versailles en faveur de ses pareils », et telles étaient les alarmes des planteurs que les députés de la colonie

à l'Assemblée Nationale écrivaient, le 4, au Ministre de la Marine, pour lui signaler l'imminence d'une insurrection, et pour le prier d'interdire aux nègres et aux mulâtres résidant alors de ce côté-ci de l'Atlantique de repasser en Amérique (1).

Un comité de gens de couleur, s'intitulant les « Colons américains », se forma bientôt, dont les organisateurs, Raimond l'ainé, Jacques et Vincent Ogé, surent grouper une centaine de propriétaires de leur race, la plupart originaires de Saint-Domingue, et provoquèrent l'adhésion des hommes de leur sang, soit dans les villes maritimes françaises, soit aux Antilles. Un avocat languedocien, Hector de Joly (2), leur prêta l'appui de ses nombreuses relations et de ses conseils, et c'est sous son impulsion qu'ils rédigèrent leur cahier de doléances. Dès le 22 octobre, ils réclamaient à la Constituante l'admission d'un député pour les représenter (3). En même temps, La Fayette, Mirabeau, Condorcet, Alexandre de La Rochefoucauld et l'abbé Grégoire décidaient de demander l'assimilation absolue des gens de couleur et des nègres libres aux colons blancs (4).

Ainsi, quelques mois à peine après l'admission des députés coloniaux, les fameuses discussions ayant pour objet de résoudre enfin le problème de l'égalité des races aux colonies se rouvraient. Leur écho allait suffire pour déchaîner l'anarchie à Saint-Domingue. Le dé en était jeté. Les planteurs

(1) La Luzerne, *Mémoire justificatif*, Archives parlementaires.

(2) Lieutenant du Maire de Paris, et futur Ministre de la Justice. Avec tant d'autres, M. de Joly devait abandonner la cause des hommes de couleur libres et des noirs, quand il aperçut tout le danger qu'elle faisait courir aux colonies françaises, c'est-à-dire après le Décret et l'Instruction de mars 1790, et J. Raimond pourra écrire plus tard : « MM. Brissot, l'abbé Grégoire, Péthion de Villeneuve et Clavière sont les seuls qui ont continué à défendre notre cause avec un zèle incompréhensible. » (Correspondance de Julien Raimond avec ses frères de Saint-Domingue, lettre du 4 mars 1791.)

(3) Ces « Colons américains » étaient riches et semblent avoir été d'excellents patriotes. On trouvera à nos Pièces Justificatives (I) l'extrait d'un curieux procès-verbal de leur assemblée.

(4) Grégoire, *Mémoires*, éd. Carnot, tome I, chapitre IV, p. 390.

avaient pu se faire illusion, et croire que leur députation suffirait à assurer le maintien de la suprématie injuste de leur race sur une autre race, mais en réalité ils n'avaient réussi, par leurs manifestations, qu'à attirer l'attention des réformateurs et de l'opinion éclairée sur cette tare de l'organisation sociale des colonies, et la ruine de leur tyrannie devait suivre.

Il n'était pas jusqu'à Louis XVI lui-même qui n'eût été touché par ce qu'il avait entendu des souffrances des noirs, et qui ne se montrât maintenant plein de sympathie pour leur cause. On connaît cette anecdote rapportée par Brissot (1); avant même la réunion des Etats Généraux, le marquis de Gouy d'Arsy sollicitait un jour du Roi une lettre de cachet contre les Amis des Noirs; « les pauvres noirs », répliqua le Roi, « ont-ils donc des amis en France? Tant mieux, je ne veux pas interrompre leurs travaux! (2) »

Cette aristocratie coloniale, qui avait fomenté tant de troubles pour obtenir une représentation à Paris, avait pu s'illusionner davantage encore, au point d'imaginer qu'elle empêcherait la Constituante de résoudre, contre ses intérêts, une question plus grave : celle de l'abolition de la traite et de l'esclavage. Mais les adhérents du club Massiac avaient si bien compris le danger que dès le 29 juin ils avaient adressé une *Requête aux Seigneurs des États Généraux*, sous forme de protestation contre les démarches de la délégation, la désavouant ainsi publiquement; et un publiciste du club (3) — (que l'on appelait encore Société des Colons français bien plus que du nom de Massiac) — remarquait : « Que peuvent penser les colons de cahiers qui disent : « Vous demanderez l'admission des députés de Saint-Domingue » ; et, à côté de cet article : « Vous demanderez l'affranchissement des nègres ? » cette

(1) Brissot, *Mémoires*, ouvr. déjà cité, tome II, p. 107.

(2) Voir également, à nos Pièces Justificatives (II) un document non daté émanant du Roi, après un rapport parvenu à l'Assemblée Nationale d'un conflit armé au Cap.

(3) Duval-Sanadon, *Mémoires*, Arch. Nat.

phrase si simple et si courte réunit en une seule toutes les erreurs, toutes les injustices, et toutes les conséquences désastreuses. »

Déjà pendant la période électorale, les partisans de la représentation coloniale avaient provoqué, de la part des Amis des Noirs, une propagande tout à fait contraire à leurs intérêts, et l'idée de la suppression du trafic des nègres et de la servitude aux colonies avait fait de rapides progrès. Les débats sur l'admission de la députation à Versailles avaient ensuite donné aux abolitionnistes une occasion nouvelle de propager leurs théories; les journaux favorables à leur cause (1) avaient insisté sans répit pour que la question fût inscrite au programme de l'Assemblée Constituante, et, dans la séance du 27 juin, de nombreux orateurs avaient demandé qu'on s'occupât sérieusement du sort des noirs. Lorsque La Rochefoucauld invita l'Assemblée, lorsque Bouché invita les Franco-Américains eux-mêmes (2) à s'occuper de cette liberté des nègres dont on parlait maintenant de tous côtés et sans répit, ils avaient rencontré une adhésion presque unanime; et, le 4 juillet, Mirabeau et Garat insistaient encore pour la suppression de l'esclavage, « cette grande opération de justice », exprimant le souhait qu'elle restât l'objet des préoccupations des réformateurs, afin que des mesures préparatoires permissent bientôt la réalisation de cette belle œuvre, digne d'un siècle de philosophie et d'humanité (3).

Les représentants des grands planteurs n'avaient pu s'en tirer qu'en se déclarant, sous la conduite de Gouy d'Arisy, tout prêts à accepter ces réformes capitales, « si l'Assemblée trouvait, dans sa sagesse, les moyens d'allier la conservation

(1) Tels que *Le Courrier de Provence*, *Le Mercure de France*, *Le Point du Jour*, *Le Journal de Versailles*, les *Révolutions de Paris*. Voir les numéros de ces premiers jours de juillet 1789.

(2) C'est un fait remarquable que les mulâtres propriétaires et libres résistaient en général autant que les blancs des Iles à l'idée de l'émancipation des esclaves. On le voit jusque dans la correspondance de Julien Raimond, et il est bien vrai que, sans les Amis des Noirs, personne n'eût songé à émanciper les esclaves.

(3) Discours de Garat, *Le Courrier de Provence*, 9 juillet 1789.

des colonies, les propriétés des colons et l'entretien de leurs ateliers avec l'abolition de l'esclavage et de la traite ». Mais leurs commettants étaient bien résolus à tout risquer, même une révolution, pour empêcher ce qu'ils appelaient une atteinte à leur droit de propriété. « On violerait leur propriété en affranchissant leurs nègres, que les colons ont achetés, payés à la nation même en vertu de la loi ; en supprimant la traite on la violerait encore (1). »

Quant aux députés des villes de commerce, ils ne faisaient entendre que protestations et clameurs. On trouvera, aux Pièces Justificatives, des adresses fort intéressantes, envoyées à l'Assemblée Nationale à ce sujet. Elles sont bien significatives, et indiquent assez l'affolement que les idées nouvelles, concernant les noirs, provoquaient à Bordeaux, à Nantes et ailleurs (2).

Sans doute, il est futile d'établir les fondements des affaires humaines sur la répression, la haine et la défiance, et les terreurs du commerce français allaient, nous le verrons, ensanglanter une belle colonie, par un véritable suicide. En France, les événements de la Révolution cheminaient maintenant avec une rapidité étonnante ; le 14 juillet c'avait été la prise de la Bastille et la chute de l'absolutisme ; la nuit du 4 août avait vu renversée la suprématie de la noblesse française ; le 20 août, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen avait établi des principes qui condamnaient les assises mêmes de la société coloniale. Parmi les colonistes français et leurs associés la terreur régna dès lors à son comble. « La colonie est menacée d'un péril imminent. On est ivre de liberté ! » s'écrieront les députés de Saint-Domingue. Et dans une lettre du 12 août (3), qui sera répandue à profusion dans la colonie,

(1) *Mémoire* des députés de Saint-Domingue (Bibl. Nat.), cité par Boissonnade.

(2) Voir Pièces Justificatives, nos III, IV et V.

(3) Nous donnons le texte complet de cette lettre, tel que nous le trouvons dans la *Correspondance* de J. Raimond, aux Pièces Justificatives, VI.

ces mêmes députés emploieront tous les arguments pour prémunir leurs commettants contre les progrès de l'esprit public dans la métropole ; assurant qu'ils n'apercevaient de ressource contre les orages qui se préparaient, que la prompte convocation d'une assemblée provinciale dans chaque département de la colonie.

« Une société d'enthousiastes, qui ont pris le titre d'Amis des Noirs, écrit ouvertement contre nous : elle épie le moment favorable de faire explosion contre l'esclavage. Il suffirait peut-être que nous eussions le malheur de prononcer le mot, pour qu'on saisît l'occasion de demander l'affranchissement de nos nègres... Ne réveillons pas l'ennemi, mais ne nous laissons pas surprendre. Veillez, encore une fois veillez ; veillez, car l'Assemblée Nationale est trop occupée de l'intérieur du royaume pour pouvoir songer à nous. Nous avertissons de tous côtés les Américains de voler à la défense de leur patrie : sans doute la plupart vont s'embarquer ; il y aura seulement quelques-uns de nous qui les suivront. En attendant que tous puissent se réunir, prenez les mesures que votre sagesse vous dictera : observez bien les personnes et les choses ; qu'on saisisse les écrits où le mot même Liberté est prononcé ; redoublez la garde sur vos habitations, dans les villes, dans les bourgs ; partout attachons les gens de couleur libres ; méfiez-vous de ceux qui vont vous arriver d'Europe. C'est un de vos plus grands malheurs qu'on n'ait pas pu, dans une circonstance aussi critique, empêcher l'embarquement des gens de couleur qui étaient en France : nous l'avons demandé au ministre ; l'esprit du jour s'oppose sur ce point à nos désirs. Empêcher, sur notre demande même, l'embarquement des esclaves, serait regardé comme un acte de violence qu'on dénoncerait à la nation (1). »

Les députés de Saint-Domingue finissaient par engager leurs constituants à attendre de l'affaïssement de l'esprit public en France de meilleurs temps. « Courage, disaient-ils,

(1) *Correspondance secrète des députés de Saint-Domingue avec cette Ile*, p. 1 et suivantes.

chers compatriotes ; ne vous laissez point abattre : nous continuerons à faire sentinelle pour vous. C'est tout ce que nous pouvons dans le moment présent. Le temps viendra sûrement où nous pourrons faire mieux. Il faut laisser refroidir les esprits ; cette crise ne durera point ; comptez sur nous. »

Un seul des députés de la colonie, Gérard, qui s'est toujours distingué par un esprit sage et éclairé, avait prévu que ces alarmes inconsidérées pouvaient plus que toute autre chose produire les événements mêmes qu'on voulait prévenir. Voici ce qu'il marquait aux colons dans un post-scriptum à la même lettre :

« Il est possible, et même probable, que les bruits alarmants qui se sont répandus et qui sont la matière de cette lettre ne soient pas fondés ; et dans ce cas, il serait fâcheux que cela fit une sensation trop forte dans la colonie, qui indépendamment des craintes qu'elle inspirerait, pourrait peut-être donner lieu à des dangers plus réels. Il nous semble que le meilleur moyen à employer pour assurer dans tous les temps le repos et l'existence dans la colonie, c'est *d'affectionner à notre cause la classe des gens de couleur*. Ils ne demandent sûrement pas mieux que de confondre leurs intérêts avec les vôtres, et de s'employer avec zèle pour la sûreté commune ; il n'est donc question de votre part que d'être justes envers eux, et de les traiter toujours de mieux en mieux. Nous regardons cette espèce comme le vrai boulevard de la sûreté de la colonie. Vous pouvez les assurer que vos députés, qui sont aussi les leurs, s'emploient avec zèle auprès de l'Assemblée Nationale pour l'amélioration de leur sort, et pour leur procurer la juste considération qui est due à tout citoyen qui se comporte honnêtement. »

Il est remarquable, dit Garran de Coulon, que toute la députation de Saint-Domingue avait la même opinion que Gérard sur les bonnes dispositions des hommes de couleur. Elle savait que, lors du prétendu soulèvement des ateliers de la plaine du Cap, annoncé dans cette ville, ils s'étaient réunis

aux blancs avec le plus grand zèle ; la députation de Saint-Domingue voyait là, dit-elle, « cet accord que l'intérêt commun prescrit, et que la reconnaissance d'une part, la bienveillance de l'autre, et de toutes les deux un attachement mutuel, promettaient *malgré les distinctions nécessaires entre les deux classes* ».

Il est bien certain que si les blancs avaient su adopter une attitude plus conciliante envers les mulâtres libres, bien des désastres auraient pu être évités. Mais les sages conseils de Gérard ne furent point écoutés.

*
* *

Or, tandis que les députés contestaient en France les droits des hommes de couleur, on les violait de la manière la plus atroce à Saint-Domingue. Les meneurs des blancs voulurent même, dans divers endroits, les empêcher de porter la cocarde nationale. Il fallut un ordre formel des administrateurs de la colonie pour les y autoriser. Partout ils allaient être exclus des comités et des municipalités qui dans chaque commune s'organisaient, et à bien plus forte raison le seront-ils des assemblées provinciales et de l'Assemblée coloniale qui vont suivre. Partout ils supporteront ces exclusions sans se soulever, attendant tout de la justice de leur cause, et de celle de l'Assemblée Constituante. La correspondance des hommes de couleur résidant en France avec leurs frères de Saint-Domingue est à l'abri de tout reproche, et bien qu'on eût établi au Cap la surveillance la plus sévère sur tout ce qui venait de France, bien que cette surveillance ait été ensuite étendue dans toute la colonie (1), bien qu'on ouvrît enfin toutes les lettres et tous les paquets adressés de France à des hommes de couleur, on ne put rien y trouver qui prêtât matière aux calomnies répandues plus tard contre eux ; nous

(1) Ordonnance du Gouverneur de Peynier du 11 décembre 1789.

citons ici, à cet égard, un passage du rapport de Garran de Coulon.

« Cette correspondance fut surtout dirigée de Paris par Julien Raimond, en qui une assez grande aisance, et plus d'éducation que les hommes de couleur n'en recevaient ordinairement, avaient développé les qualités heureuses que son cœur et son esprit avaient reçues de la nature. Dès 1784, il était venu solliciter en France des améliorations au sort de ses frères. Ses lettres, qu'on avait aussi calomniées, ont été depuis imprimées en entier dans deux recueils; elles comprennent à peu près toutes les époques de notre révolution, jusqu'à la proclamation de la liberté des nègres. Il est impossible de montrer plus d'attachement à la mère patrie, et plus de respect pour les lois, plus d'amour pour la véritable liberté, et un plus vif sentiment des droits de l'homme. Malgré les variations que le sort des hommes de couleur a souffertes depuis 1792, il ne cesse de les inviter, par les exhortations les plus touchantes, à la soumission aux autorités constituées, à la paix et à la concorde avec les blancs, à ne compter, pour la justice qui leur est due, que sur cette justice même, et sur l'espérance qu'elle serait enfin reconnue par la représentation nationale (1). »

Il est évident en effet, pour qui étudie la correspondance de Julien Raimond, qu'il n'a jamais cessé d'engager ses frères à tout souffrir pour maintenir la tranquillité dans la colonie, et à laisser faire aux blancs tout ce qu'ils voudront, hormis le seul cas — qui ne se peut présumer, dit-il —, de livrer la colonie à une puissance étrangère. Pour empêcher une telle

(1) Garran-Coulon, *Rapport sur les Troubles de Saint-Domingue, fait au nom de la Commission des Colonies, des Comités de Salut public, de Législation et de la Marine, réunis*; publication officielle en quatre volumes, Paris, an IV. — La conduite de J. Raimond, que les accusations de Polverel et de Sonthonax avaient fait incarcérer en 1793, fait l'objet de ce rapport; le décret qui intervint à la suite estime « qu'il n'y a pas lieu à inculpation »; que la Convention n'a vu dans la correspondance de Raimond et dans ses écrits que des principes dignes des républicains; et que la liberté qui lui a été provisoirement rendue demeure définitive. (Décret du 24 floréal de l'an III.)

éventualité, les colons de couleur doivent à son avis sacrifier leurs vies et leurs fortunes (1).

Les dispositions des hommes de couleur pour les blancs étaient alors si bonnes qu'aux premières nouvelles de leur admission dans quelques assemblées primaires de la colonie, ceux de France suspendirent spontanément leurs démarches auprès de l'Assemblée Constituante, et commencèrent à se féliciter de devoir aux blancs eux-mêmes l'exercice de leurs droits politiques. Leur joie fut grande aussi lors de l'admission de deux d'entre eux au comité des Cayes.

Les colons, cependant, se sentaient de plus en plus sous la menace d'une émancipation imminente, et, devant le danger pressant, tous allaient s'unir enfin avec le groupement du club Massiac. Le club comprit lui aussi que le temps n'était plus aux récriminations, car il apparaissait bien clairement maintenant que l'Ancien Régime touchait à son agonie, et que sous peu l'Assemblée Constituante serait le pouvoir suprême. Nous donnons dans nos Pièces Justificatives (2) quelques procès-verbaux des séances qui se tenaient vers cette époque à l'hôtel de Massiac, procès-verbaux fort instructifs du plan général d'action unifiée adopté maintenant avec l'aide des colons et des villes commerciales. Il est à remarquer que même la députation dominicaine tant blâmée jusque-là par le club (et dont les torts ne manquent pas d'ailleurs d'être plus d'une fois rappelés!) pour s'être fait admettre dans l'Assemblée et avoir ainsi provoqué l'immixtion de celle-ci dans les affaires de l'Île, est maintenant en très bons termes avec ce groupement, et lui soumet même les projets qu'elle compte présenter à l'Assemblée Nationale.

Avant tout, le meilleur plan paraissait être d'établir à

(1) Les riches planteurs de race blanche menaçaient déjà le gouvernement de se rendre indépendants, ou de se placer sous la protection anglaise si on touchait aux deux sources de leurs richesses, à savoir l'esclavage et la traite.

(2) N° VIII.

Saint-Domingue une force capable de résister à une législation qui, si on laissait faire les Amis des Noirs, risquait d'être nettement anti-esclavagiste. Cela consistait, en somme, à retirer le plus possible les affaires coloniales des mains de l'Assemblée, pour les confier à un organisme local dans lequel les intérêts des colons seraient sauvegardés (1).

A cet effet, les colons avaient présenté au Ministre de la Marine une requête demandant l'autorisation royale pour convoquer une Assemblée Coloniale et, dès la fin de septembre, les ordres nécessaires pour la convocation de cette assemblée avaient été envoyés par le ministre La Luzerne. On se passa, en cette affaire, de l'Assemblée Constituante. Mais, après les journées des 5 et 6 octobre, l'angoisse des planteurs grandit encore; il devenait trop évident que le gouvernement royal était débordé, que de plus en plus la minorité radicale prenait le pouvoir et devenait capable d'imposer sa volonté. Ce nouveau pas en avant sur le chemin de la Révolution avait eu promptement sa répercussion sur la question coloniale, puisque c'est tout de suite après que le comité de mulâtres dont nous avons parlé plus haut sous le nom de « Colons américains », s'était vu aidé par les Amis des Noirs pour faire paraître une délégation devant l'Assemblée Constituante, qui l'avait reçue avec la bienveillance la plus marquée (2).

Une grosse controverse s'engagea, et elle allait rager pendant des semaines tant au sein de l'Assemblée qu'au dehors. On peut imaginer que la plume de Brissot ni celle de Grégoire ne restèrent inactives dans de telles circonstances; toutefois, leurs adversaires ne dormaient pas davantage et, toujours fortement soutenus par les députés des villes commerçantes qui, de toute leur puissance, pesaient dans la balance, ils allaient l'emporter sur les Amis des Noirs dans la fameuse

(1) Voir Stoddard, ouvr. déjà cité, chapitre VII.

(2) On trouvera le sujet traité tout au long dans Brette, *Les Gens de Couleurs Libres et leurs Députés en 1789*; dans Mills, *The Early Years of the French Revolution in San-Domingo*; et dans Moreau de Saint-Méry, *Considérations*.

séance du 3 décembre. Le projet des mulâtres d'être représentés à l'Assemblée de Paris était en effet battu. Battue aussi la proposition du député Gérard qui avait soutenu dans cette même séance que les colonies devraient être assimilées en tout à la France, et demandé que tous les décrets de l'Assemblée y fussent appliqués.

Le danger n'en paraissait pas moins pressant au club Massiac, où il ne faisait pas de doute que ces batailles oratoires, dans lesquelles les Amis des Noirs faisaient sans cesse appel aux sentiments révolutionnaires, et où tout le public des galeries les soutenait ardemment de ses applaudissements, risquaient fort de se terminer un jour ou l'autre par leur victoire.

C'est même pourquoi un député de la Martinique, dont la compétence en matière d'administration coloniale était reconnue, de Curt, avait proposé le 26 novembre la création d'un Comité pour les Colonies au sein de l'Assemblée, comité qui, composé d'une vingtaine de membres, colons et négociants, s'occuperait spécialement des affaires en discussion en matière de législation coloniale, et préparerait un code particulier, etc.

Cette démarche peut sembler à première vue aller bien à l'encontre des désirs du club Massiac, où, depuis les sarcasmes de Mirabeau, on avait volontairement gardé le silence en public, la députation de Saint-Domingue elle-même ayant suivi enfin, un peu tard, le conseil que Gouy d'Arsy avait trop négligé au début. Mais la proposition de Curt tendait, en réalité, à monopoliser les questions coloniales entre les mains de quelques hommes pour les enlever aux Amis des Noirs et à trouver un moyen de tourner dans la colonie cette Déclaration des Droits de l'Homme qui, aux yeux des membres du Club, avait le tort de reconnaître que *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit*.

De nouveau l'opposition gronda ; d'autant plus que les Comités déjà existants (du Commerce, de la Marine, de la Constitution, etc.) pouvaient suffire à la besogne. Les Amis des Noirs l'emportèrent d'abord, car les nègres de la Guade-

loupe et de la Martinique s'agitaient déjà et l'Assemblée prétendait se renseigner avant tout sur les événements des colonies. Les amis de Brissot furent assez forts pour empêcher toute discussion du projet jusqu'au 2 mars 1790. Ce jour-là, il y eut une de ces réactions étonnantes dont la lutte de ces deux sociétés secrètes nous offre de fréquents exemples, et, après une chaude discussion il est vrai, la nomination du Comité colonial fut acceptée en principe; il devait compter douze membres seulement (1) et deux suppléants.

*
* * *

Plus d'un des historiens qui ont depuis écrit sur cette affaire ont accusé le Comité colonial d'avoir été d'une partialité révoltante, d'avoir servi d'instrument, en somme, entre les mains du club Massiac. Il ne comptait pourtant que deux colons, de Saint-Domingue il est vrai, et deux négociants; mais ceux-ci, dit Deschamps, représentaient les ports les plus engagés dans la traite; — et il est visible qu'à ce titre ils lui sont fort suspects, et qu'il les soupçonne d'avoir plus ou moins influencé leurs collègues.

Il ne nous paraît pas que ces critiques soient fondées, et si la création du Comité est due à l'initiative d'un ami du club, nous pouvons admettre que cet ami était parfaitement convaincu, pour lui-même, de la nécessité d'enrayer un mouvement révolutionnaire qui menaçait les Antilles entières. Or, nous l'avons vu, les colonies étaient incontestablement une part, et une part importante, de la richesse nationale, si l'on admet, avec miss Bradby (2), que le commerce de la France avec Saint-Domingue représentait *les deux tiers* de son commerce total : ce chiffre a son éloquence.

A dire vrai, et dès ce début de 1790, la situation pouvait à bon droit paraître insoluble aux hommes les plus consciencieux, les plus soucieux de leurs devoirs, mais aussi de

(1) Un treizième fut nommé dix mois plus tard.

(2) E. D. Bradby, *Life of Barnave*, Oxford, 1915, t. I.

l'intérêt de leur nation. Le Comité colonial allait se trouver devant une impasse ; d'un côté les colons, dont ils ne suivraient pas tant que cela les suggestions, se montraient sans souplesse, et comme toujours plus disposés à la révolte qu'à l'abandon de leur point de vue ; de l'autre, les mulâtres, dont l'attitude restait encore soumise mais qui s'éveillaient, on le sentait chaque jour, à la conscience de leurs droits.

Et la question pouvait déjà se poser : Que feraient ensuite les noirs ? Le mouvement insurrectionnel gagnait du terrain dans les îles françaises voisines de Saint-Domingue.

Or la question des colonies était trop vitale pour qu'il fût possible de la mettre sérieusement en balance avec la liberté des esclaves, quels que fussent d'ailleurs les principes sur lesquels on s'appuyât. Et certes, plus d'un membre de ce Comité colonial tant décrié professait au fond de son cœur le même amour de la liberté que Brissot, le même désir d'en faire bénéficier tous les êtres, mais le patriotisme les devait mettre dans le plus grand embarras en cette circonstance. Les Amis des Noirs eux-mêmes se sont rendu compte à maintes reprises qu'ils allaient trop loin dans leurs revendications pour des persécutés, non en principe, mais dans la théorie, et nous verrons qu'ils allaient momentanément abandonner leur agitation, tant ils la sentaient dangereuse, et, pour tout dire, anti-patriotique si on la considère à un point de vue uniquement français...

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue qu'on n'a jamais fait adopter aux Constituants des décisions dont ils n'ont pas voulu, et que les membres du Comité colonial, chargés de s'informer à fond sur tous les points pour pouvoir ensuite informer leurs collègues, n'ont rien fait dans l'isolement d'une petite chapelle. Peu d'Assemblées législatives ont marché avec autant d'unité et d'union que la Constituante. La concorde y régnait, — sauf entre partisans des deux Sociétés secrètes dont nous essayons de retracer la lutte ; la majorité marchait comme un seul homme, et on peut dire sans crainte de se

tromper que jamais autrement qu'en théorie elle ne fut favorable aux esclaves. Même les hommes de couleur n'y eurent qu'un succès assez court, parce que la réflexion suffit bientôt, à tous ces députés intelligents, cultivés, dévoués, qu'étaient les Constituants, pour comprendre que l'intérêt-général du commerce français était menacé si on déclarait dès à présent la guerre aux intérêts des colons et des commerçants. Assemblée libérale, certes, mais non pas anarchique, la Constituante ne pouvait vouloir la ruine de la France. Or, c'était la ruine si on ne gardait pas les colonies; et on perdait les colonies si on décrétait tout aussitôt l'abolition de l'esclavage.

Lorsque le Comité colonial fut reconnu indispensable, l'Assemblée Nationale nomma Barnave comme rapporteur (1). Il allait en être l'âme. Sa popularité, déjà considérable, devait grandir encore dans la discussion des affaires coloniales auxquelles il allait se consacrer. Malheureusement, elles seront aussi la ruine de cette popularité, parce qu'on lui reprochera à la fois son attitude ferme, où l'on ne verra qu'entêtement, ou ses scrupules, dans lesquels on trouvera des signes de faiblesse, cela sans vouloir considérer les difficultés de sa situation à la tête du Comité.

Au fond, l'attitude de Barnave n'a jamais varié, et jamais elle n'a cessé d'être dictée par le patriotisme le plus pur, par un vif enthousiasme pour les idées nouvelles; mais il gardait en tout la mesure. S'il s'est parfois trompé, ce fut d'accord avec l'Assemblée Constituante tout entière, d'accord avec toute la France pensante d'alors, et il est injuste de l'en blâmer seul (2). Mais eut-il tort de penser qu'après avoir fait

(1) Les autres membres étaient Touret, Le Chapelier, Bégouen, Garesché, Pélerin de la Bruscière, Payen-Boisneuf, Nompère de Champagny (futur duc de Cadore), Alquier, Gérard et Raynaud (ces deux derniers députés de l'île même), Alexandre de Lameth.

(2) Son idéal fut toujours de travailler à une Constitution libérale comme celle de l'Angleterre; les constituants étaient des monarchistes constitutionnels, et les républicains, comme Brissot, y représentaient l'élément extrémiste.

un grand sacrifice de principe, on devrait être prêt à en faire d'autres de moindre importance, dans le but de maintenir la paix et la prospérité dans les colonies ?

Ce sont ceux qui mettent le plus de parti pris dans leurs jugements sur l'Assemblée et sur Barnave qui accusent ce dernier avec le plus d'amertume pour ce qu'ils appellent son parti pris. Il est pourtant indéniable, pour un esprit impartial, que Barnave étudia la question sans l'ombre de préjugé, dans les meilleures dispositions de justice pour tous, mais aussi de loyauté à son pays. D'intérêt personnel, dans toute cette affaire, on ne lui en découvre pas. Nous avons dit plus haut, en parlant des Amis des Noirs, que Brissot avait été injustement calomnié et nous avons rendu hommage à son honnêteté; nous ne pouvons moins faire pour Barnave... et il est regrettable pour la mémoire de Brissot, qui avait souffert de la calomnie et qui aurait dû ne pas s'en servir envers un autre, cet autre fût-il un adversaire détesté, — et il détestait Barnave, — qu'il ait cru devoir écouter avec une si évidente complaisance, pour les reporter dans ses *Mémoires*, des calomnies par trop fielleuses sur le manque de désintéressement de Barnave (1): il se défend du reste d'avoir voulu faire usage des racontars!

Du moins se laisse-t-il aller plus librement lorsqu'il lui reproche de s'être laissé influencer par les Lameth, encore de « faux patriotes de son espèce » à son avis. Les frères Lameth avaient, il est vrai, des intérêts à Saint-Domingue, mais il est assez curieux que les détracteurs de Barnave ne se souviennent pas qu'en 1789 ils faisaient partie de la société des Amis des Noirs (2)! C'est surtout Charles de Lameth, par son mariage avec M^{lle} Picot, « fille d'un négociant de Bayonne », qui avait tout à perdre et rien à gagner dans une amélioration du sort des nègres aussi radicale que celle qu'envisageaient les Amis des Noirs. Or, dans la fameuse

(1) Brissot, *Mémoires*, t. II, chap. XVII.

(2) Duport aussi.

discussion du 3 décembre 1789, ne s'était-il pas déclaré prêt à sacrifier ses biens en faveur du principe de l'admission des gens de couleur à l'Assemblée; en faveur même de la liberté des esclaves (1)? Toutefois, il demandait que blancs et noirs fussent préparés à une abolition graduelle de l'esclavage et de la traite. Et c'était là justement le point de vue de Barnave, que jamais les Lameth n'eurent à lui dicter; c'était aussi le point de vue de l'Assemblée tout entière (2)...

Ceux qui voient là encore un reproche à formuler contre Barnave et la Constituante, devraient se rappeler que les États-Unis, berceau de l'indépendance politique, pour lesquels l'esclavage constituait aussi une plaie douloureuse, — et qui le reconnaissaient, qui en souffraient déjà, — n'avaient pas eu plus d'audace que n'en montrait maintenant l'Assemblée Nationale française; que ni Washington, ni Jefferson, ces deux grandes consciences, n'avaient osé soulever la question de l'esclavage lors de la rédaction d'une noble Constitution, parce qu'ils pensaient eux aussi qu'il fallait s'en remettre au temps du soin de redresser un tort pourtant reconnu (3).{

On perd trop de vue aussi que les adversaires de Barnave dans l'Assemblée, Grégoire, Brissot, Pétion, étaient au fond, tout au fond, du même avis que lui sur ce point, et leur but n'était pas d'abolir immédiatement l'esclavage, mais d'arrêter la traite et d'émanciper graduellement les noirs. Et le mieux est qu'ils l'ont avoué. Les *Mémoires* de Grégoire sont fort instructifs à cet égard : « Nous fûmes d'avis unanime que... quant aux esclaves, il ne fallait pas brusquer leur émancipation, mais les amener graduellement aux avantages de l'état

(1) Les Amis des Noirs l'en remercièrent; voir le *Patriote français* du 5 décembre 1789.

(2) A en croire Garran-Coulon, Charles de Lameth s'exprima, dès les premières séances du club Massiac, en séparatiste résolu.

(3) Au moment où fut établie la Constitution américaine, l'esclavage était une *coutume* qui dépendait des diverses colonies « souveraines ». Par l'ordonnance de 1787, il fut défendu sur le seul territoire soumis à une juridiction centrale.

social... On conçoit dès lors que l'émancipation subite prononcée par le décret du 16 pluviôse an II ... nous parut une mesure désastreuse : elle était en politique ce qu'était en physique un volcan (1) ». Et il ne cache point que le but des Amis des Noirs avait été avant tout de travailler à éclairer, à *préparer* l'opinion.

Le Comité colonial nouvellement créé devait aller vite en besogne, car le temps pressait; le rapporteur devait faire son rapport en six jours. L. Deschamps accuse Barnave de ne s'être servi que de la documentation à lui fournie par l'hôtel Massiac (2), ce qui serait bien peu conforme à ses habitudes de travail; on peut pourtant admettre que les questions coloniales, et surtout celle des Antilles, ne le prenaient pas tout à fait au dépourvu, puisque très lié avec les Lameth il en connaissait certainement quelque chose déjà. La lettre sur laquelle s'appuie M. Deschamps pour son assertion ne se rapporte nullement à cette époque, mais aux Instructions de l'année suivante (3).

Le fait que divers membres du club Massiac le remercièrent, à diverses reprises, d'avoir défendu leurs intérêts ne signifie pas, non plus, qu'il ait jamais subi l'influence de ces intérêts seulement (4).

Le rapport de Barnave ne laisse aucun doute sur son opinion; et l'accueil favorable qui lui fut fait par l'Assemblée indique clairement que c'était l'opinion de la majorité. Avant tout, il estime qu'il faut garder le *statu quo*, de crainte de commettre des erreurs en prenant des mesures par trop hâtives, d'autant plus que la Constitution, par ailleurs, prend tout le temps de l'Assemblée. Il lui apparaît indéniable que des réformes seront nécessaires, mais elles ne doivent entraîner

(1) Grégoire, *Mémoires*, t. I, chap. IV, p. 390-394.

(2) Deschamps, ouvr. déjà cité, p. 83.

(3) E. D. Bradby, ouvr. déjà cité.

(4) On trouvera aux Arch. Nat. D xxv, 87, plusieurs de ces lettres de félicitations et nous en donnons une à nos Pièces Justificatives (VII).

aucune effusion de sang. A son avis, la première chose à faire est de rassurer avant tout les colonies, de leur donner un gouvernement personnel; puis, par la force du progrès et la persuasion, on pourra songer à transformer les conditions certainement mauvaises sous lesquelles elles ont vécu jusque-là.

Ce rapport et le décret qu'il présentait, et qui fut voté (1), valurent à Barnave, après la séance du 8 mars, la plus grande popularité à laquelle il devait jamais atteindre. Il ne nous est pas difficile de le critiquer aujourd'hui sur les événements qui suivirent, et nous nous rendons compte à peu de frais que les colonies étaient fort incapables de se gouverner; mais était-il aussi facile d'en juger alors? Les colons allaient montrer la plus grande incapacité; pourtant, les priver, d'ores et déjà, des droits qu'ils avaient acquis, de ceux qu'ils réclamaient, cela eût été contraire aux principes mêmes de l'Assemblée.

Toute l'idée de l'Assemblée se résume en ceci : conserver les colonies, même avec l'esclavage; et Barnave ne veut pas risquer la perte des colonies en faisant trop tôt des réformes pour lesquelles les populations mulâtre et noire de Saint-Domingue sont loin de lui paraître mûres. Le point de discussion entre les Amis des Noirs et lui, c'est que ceux-ci sont prêts à tout risquer pour tenter une réforme quelconque...

*
* *

Il semble qu'une grande partie du mal, à Saint-Domingue comme dans les autres Antilles, vient de ce que les colons avaient obtenu le droit tant réclamé de former des Assemblées. Dès novembre 1789, une Assemblée coloniale s'était réunie à la Martinique et elle avait commencé sans retard à légiférer un peu à tort et à travers, n'y étant nullement préparée; ceci avait provoqué des désaccords avec le gouverneur

(1) Pour le texte du décret, voir *les Arch. parlam.*, XII, 73.

de l'île, M. de Viomesnil. Toutefois, ce conflit est peu de chose en comparaison de ce qu'on allait voir à Saint-Domingue. Là, des Assemblées de district avaient été élues ; celle du Nord adopta dès le début une attitude plus provocante que conciliante vis-à-vis du Gouvernement français, résistant sur tous les points aux ordres reçus, refusant même de se réunir au lieu qui lui avait été fixé, Léogane. Se mettant, elle aussi, au travail de législation vers le 13 novembre, elle affirma en même temps son désir d'assumer aussi le pouvoir exécutif. C'était déjà de la rébellion et le gouverneur, de Reynier, en informant Paris, se voyait dans la nécessité d'en venir aux armes.

C'était bien ces nouvelles fâcheuses qui avaient incité l'Assemblée Nationale, toutes affaires cessantes, à changer son attitude expectante et à s'occuper enfin un peu plus activement du problème des colonies. Elle aurait bien voulu se consacrer tout entière à la réforme intérieure, — et voici que la réforme coloniale s'imposait à elle, beaucoup plus tôt qu'elle n'aurait voulu, beaucoup trop tôt à son avis. Dans tous les cas, il devenait indispensable d'étudier sérieusement cette question troublante au plus haut degré pour la paix et pour l'avenir de l'empire colonial français : les Droits de l'Homme pouvaient-ils s'appliquer sur tout cet empire ? On peut dire qu'entre la théorie et la pratique, il y a souvent un large fossé ; les Constituants, déjà harassés d'un formidable labeur, se voyaient pris tout de suite entre leurs principes philosophiques et des circonstances qui ne prêtaient pas du tout à l'expansion de ces idées ; déjà des concessions allaient être nécessaires, parce que l'application absolue de ces principes ne paraissait pas immédiatement possible.

En ce dilemme, comment s'orienter ? Deux partis extrêmes réclamaient le privilège de guider l'Assemblée, les Amis des Noirs, extrémistes par définition si l'on peut dire, et le club Massiac, qui ne l'était pas moins. En apparence, le but des Amis des Noirs était et plus grand et plus noble ; dans la pratique et pour faire triompher leur idéal de justice, ils étaient

prêts à *tout* sacrifier au succès de leur cause, de même que les colons du club Massiac l'étaient pour conserver un ordre de choses détestable. Des concessions, de part et d'autre, apparaissaient pourtant indispensables. Barnave et son Comité n'adoptent le point de vue ni de l'une, ni de l'autre des deux associations adverses, et, quoi qu'on en ait pu dire, ne se laissent pas influencer. Ils y auront d'autant plus de mérite que la lutte autour d'eux est fort violente entre les deux camps.

L'opinion de Barnave l'avait emporté et le vote de l'Assemblée lui ayant été favorable, le décret de mars 1790 avait été voté sans autre discussion. Après tout, si insuffisant qu'il parût aux Amis des Noirs — et il est hors de doute qu'il était insuffisant — il n'en contenait pas moins ce principe que les colonies doivent pourvoir elles-mêmes à leur constitution propre. C'était la fin de cet arbitraire administratif dont les colonies françaises avaient tant souffert sous l'ancien régime, alors que gouverneur ou intendant les menaient à leur guise.

Une instruction allait suivre pour la mise en pratique du décret. Cette instruction énumère les colonies où il devait être appliqué, et seules les îles Saint-Pierre et Miquelon, les comptoirs de l'Inde et les possessions de Saint-Louis et de la Gorée en étaient absents (1).

Toujours exigeants, les colons de Saint-Domingue ne voulaient pas encore se déclarer satisfaits — et cela seul devrait suffire à démontrer que Barnave n'avait pas agi sous leur influence. Ce que les colons désiraient à présent, c'était l'indépendance absolue et ils la réclamaient sur le ton le moins conciliant du monde. Ceci leur attira de vives ripostes ; mais la question des droits politiques des noirs, qui aurait pu être

(1) Ceci était déjà une faute de politique, parce que l'Afrique orientale et les Français de Pondichéry ne manqueront pas de réclamer.

alors amenée, en fut de nouveau écartée, et cela d'un commun accord, les Amis des Noirs, quand le moment fut venu de mettre délibérément le feu aux poudres, ayant hésité comme les autres.

On avait donc résolu d'adopter, dans l'Instruction, une formule vague ; et sans faire aucune distinction entre les blancs et les hommes de couleur, sans même parler ni des uns, ni des autres, on s'était contenté, par le fameux article IV, de donner les droits civiques à « tout propriétaire âgé de vingt-cinq ans », possédant un immeuble ou, à défaut d'une telle propriété, domicilié dans la paroisse depuis deux ans et payant une contribution. C'étaient ces propriétaires qui devaient se réunir pour former l'Assemblée provinciale.

Le député Cocherel demandait formellement sur cet article que les hommes de couleur fussent nommément exclus de la classe des citoyens actifs, arguant que tel était le vœu précis de ses commettants. Reynaud et Dillon soutenaient le contraire et attestaient que les hommes de couleur contribuables jouissaient déjà à Saint-Domingue du droit de cité.

Grégoire prétendait, lui, qu'on insérât expressément dans cet article que les hommes de couleur qui remplissaient les conditions exigées par ledit article pussent jouir des droits politiques concurremment avec les colons blancs. Le rapporteur Barnave, et plusieurs des députés aussi bien, lui répondirent que c'était le résultat obligé de l'article, qu'on ne devait pas y joindre une énonciation susceptible de faire supposer que ce droit des hommes de couleur était contestable et contesté. L'amendement proposé par Grégoire fut donc retiré et l'article resta tel quel.

Or, nous avons vu que nombre de mulâtres étaient propriétaires. Cette indécision de l'Assemblée, résultant en une telle ambiguïté dans les termes de l'Instruction du 28 mars 1790, n'était pas heureuse parce qu'elle leur permettait tous les espoirs sans leur assurer aucun bénéfice, et elle devait provoquer bien des malheurs. Dans des circonstances plus favorables, cette Instruction aurait pu malgré ses lacunes assurer

la paix ; mais on peut dire que les colons de Saint-Domingue, égarés par le bouleversement général des choses, et par le désir d'assurer leur indépendance vis-à-vis de la métropole autant que par celui de ne rien perdre de leurs intérêts, n'ont pas su mériter cette liberté qu'on leur laissait et cette confiance qu'on leur témoignait.

Dans le même temps, les hommes de couleur résidant à Paris concevaient de justes alarmes sur les droits attribués par ce même décret aux Assemblées coloniales, et sur le silence qu'il gardait à leur égard propre. Malgré les mesures sévères qu'on avait prises dans la colonie pour intercepter leur correspondance, ils savaient trop ce qui, dès le début, s'y était passé : ils savaient trop qu'ils ne pouvaient plus espérer de se voir rendre justice chez eux par les colons blancs si la France ne la leur rendait pas. Ils firent alors entendre de justes revendications, s'adressant à l'Assemblée Nationale par des pétitions respectueuses mais fermes, les présentant surtout au Comité colonial plus spécialement chargé de tout ce qui concernait cette affaire, et mettant souvent une grande force en même temps qu'une grande insistance dans leurs réclamations. Ce qu'ils voulaient, c'était que l'Assemblée s'expliquât à leur égard de la manière la plus précise, sans plus prêter à équivoque ; et ils finissaient par déclarer que si justice ne leur était pas enfin rendue, le désespoir pourrait les porter à quelque extrémité fatale, qu'ils seraient bien poussés à considérer comme leur dernière ressource...

Ainsi, l'Assemblée se voyait sans cesse plus ou moins menacée, par les uns ou par les autres, et l'action ne lui en était pas rendue plus facile.

C'est Gérard qui nous donne tous ces détails dans une de ses lettres, annonçant qu'un discours dans ce sens avait fait la plus grande impression sur l'Assemblée (1). Il n'en pense pas moins qu'on pourrait satisfaire les hommes de couleur à peu

(1) *Corr. secrète des députés de Saint-Domingue avec cette Ile*, citée par Garran-Coulon.

de frais, et qu'il serait facile, par de légères concessions, de les rattacher à la cause commune de la colonie, dont ils seront, dès qu'on le voudra, les défenseurs les plus zélés, alors qu'il ne tiendrait qu'à eux d'en être les ennemis les plus redoutables.

Nous retrouvons du reste cette même opinion chez plusieurs des écrivains qui se sont occupés de cette période alors et depuis, notamment dans Garrett (1), qui a écrit :

“ These two decrees, that of March 8 and the Instruction of March 28, the one the corollary of the other, embody the national policy of the National Assembly. If the planters had been long accustomed to self government, they might have been able eventually to execute the decrees in accordance even with their own interpretation of the franchise clause. Such, indeed, seemed to be the intention of the committee on colonies. There would doubtless have been indignation among the mulattoes, especially among those in France; but it was highly improbable that the rank and file of mulattoes in the colonies would rise in violent protest against disfranchisement, if the planters, with tact and dignity, had advised them to remain quiet; for submission and tranquillity are the salient characteristics of the negro race. ”

*
* *

Après tout, les réformes de la Constituante ont provoqué tant de troubles en France qu'on ne peut guère s'étonner de ceux qu'elles suscitérent dans les colonies françaises, où la situation se trouvait gravement compliquée par la question des noirs, par celle des gens de couleur libres, avec toutes les conséquences économiques et sociales qu'elles entraînaient. La nécessité, que les Constituants avaient une bonne fois reconnue, de procéder avec circonspection dans les affaires coloniales, les trouva, il est vrai, trop indulgents pour les colons turbulents. Au fond, et comme Deschamps l'a fort bien

(1) Garrett, *The French Colonial Question*, p. 56.

remarqué, les Constituants étaient avant tout des idéalistes, tout imbus des nobles théories philosophiques de leur époque, et sans doute le côté pratique des choses n'était-il pas pour eux le plus aisé.

Deschamps leur reproche de n'avoir pas su prévoir. Les atermoiements auxquels ils se virent obligés parurent en effet à beaucoup une incitation au désordre. Ceci sera vrai surtout à la Martinique et à Saint-Domingue, où les décrets des 8 et 28 mars 1790 causeront des tumultes et secoueront toutes les passions. Les trouvant pleins de lacune et d'indécision, ceux qui déjà n'étaient que trop enclins à la résistance y verront une raison de plus de résister; et les mulâtres adversaires des colons, voyant qu'on ne leur reconnaît aucun droit politique, y trouveront une excuse pour s'armer afin de mieux faire entendre leurs justes revendications. Les ambitions locales ne pouvaient manquer de se joindre à toutes ces causes de trouble, dont elles entendront bien profiter. Et comme à Saint-Domingue particulièrement les mulâtres étaient nombreux et riches, l'insurrection sera dans cette île beaucoup plus grave qu'à la Martinique et à la Guadeloupe, où le mouvement provoqué par le changement de régime ne fut, tout comme aux îles de l'Océan Indien, que de courte durée.

A Saint-Domingue, l'Assemblée provinciale du Cap avait commencé le mouvement en déclarant une véritable guerre d'insubordination au gouverneur de Peynier, brave soldat, mais esprit trop indécis. C'est le 30 mai seulement que la nouvelle des décrets parvint à Saint-Marc, siège de l'Assemblée générale. Cette Assemblée de Saint-Marc soulevait déjà bien des protestations par ses façons autocrates et sa tyrannie; d'abord de Peynier l'avait décrétée « traître à la patrie », puis il avait cru devoir faire donner les troupes du colonel de Mauduit, mettant ainsi l'agitation à son comble. De son côté, l'Assemblée de Saint-Marc protestait vivement auprès du Comité colonial à l'Assemblée Constituante.

Or, de même que les événements de France réagissaient sur Saint-Domingue, ceux de Saint-Domingue réagissaient sur l'opinion française et sur l'Assemblée Constituante. De toutes les colonies, celle-là surtout, on le conçoit, lui tenait à cœur. Prendre des mesures législatives demande toujours un certain temps; avant toute autre chose l'Assemblée voulut donc enjoindre au pouvoir exécutif de l'île des mesures de répression, lui dictant une série d'actes sévères; elle s'en prit aux gouverneurs coloniaux qui lui paraissaient incapables, et qu'elle rendit responsables des menées réactionnaires des colons; elle s'en prit au ministre de la Marine La Luzerne, qui était fort impopulaire par les souvenirs qu'il avait laissés dans l'île après son administration. En même temps, elle montra une indulgence évidente aux planteurs et colons, pourtant auteurs véritables des troubles; et lorsque quatre-vingt-cinq députés de l'Assemblée de Saint-Marc eurent pris cette décision extraordinaire de s'en venir tous ensemble à Paris pour se faire entendre à l'Assemblée Nationale (1), elle les laissa attaquer le Comité colonial lui-même, par l'organe de leur avocat, le cinglant Linguet (2). On peut croire que sous cette attaque, Linguet ne se fit pas faute de viser les colons du club Massiac, et les négociants des grands ports qui ouvertement le soutenaient. Si bien qu'on finit par offrir à chacun de ces irascibles et intraitables coloniaux 6.000 francs (3) pour les défrayer des dépenses de leur voyage, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il était pourtant de peu d'utilité. Ils n'avaient rien éclairci, par leur conduite illégale, d'une situation fort embrouillée.

Voyant que les troubles, loin de s'apaiser, prenaient de plus en plus d'ampleur, le Comité colonial cependant demandait un

(1) Ils avaient débarqué à Brest le 14 septembre, et leur exemple et leur présence y avaient aussitôt provoqué une mutinerie de la flotte.

(2) Jean Cruppi, *Linguet, un avocat journaliste au XVIII^e siècle*, Paris, 1895. — Les attaques de Linguet n'étaient pas sans importance à cette époque aux yeux du public et de l'Assemblée, et Barnave en souffrit.

(3) Qui ne leur furent d'ailleurs jamais versés.

renforcement des troupes de terre et de mer pour Saint-Domingue...

En même temps les Amis des Noirs faisaient entendre d'amères doléances sur le sort que les colons réservaient dans la colonie aux mulâtres et aux esclaves. Les négociants écrivaient de leur côté que tout était perdu si on accordait aux uns et aux autres l'exercice des droits qu'ils réclamaient tous. Comment concilier des points de vue si contraires? Plus la situation s'aggravait et plus la Constituante se rendait compte de l'impossibilité de poursuivre une politique d'attente ; il fallait décidément de la fermeté ; mais de quelque côté qu'elle s'exerçât, la fermeté serait appelée violence par ceux qui en sentiraient les effets...

L'autonomie laissée aux colons étant reconnue désastreuse, par suite de leur incapacité à en user sagement et à s'entendre avec les autres classes de la population de Saint-Domingue, petits blancs aussi bien que mulâtres (1), quel autre parti restait-il à l'Assemblée Nationale que de la leur retirer, en annulant les décrets?

La députation de Saint-Domingue à l'Assemblée Nationale mettait tout en œuvre, tant dans l'Assemblée elle-même qu'au dehors, pour influencer non seulement l'opinion mais aussi la direction des affaires. On en trouve une preuve flagrante dans quelques-unes des lettres que ses membres firent tenir à leurs commettants ; déjà en décembre 1789 ils avaient écrit :

« Il fallait rectifier les idées dominantes sur l'importance des colonies, sur l'état des nègres, sur la nécessité de maintenir l'esclavage et la traite, sur le degré de confiance qu'on pourrait accorder aux Amis des Noirs : c'est à quoi nous nous sommes attachés. Nous avons recherché les députés prépon-

(1) Jusque-là, la haute classe seule s'était agitée, mais dès les élections de janvier 1790 le prolétariat des villes laissa voir qu'il entendait profiter lui aussi de la Révolution et la lutte fut bien d'abord entre planteurs et petits blancs, ceux-ci refusant de se soumettre plus longtemps à l'autorité des aristocrates.

dérans, et dans les bureaux et dans les comités, et dans les sociétés particulières, et dans l'Assemblée même; nous avons mis la vérité sous les yeux, et nous en avons ramené un grand nombre. Nous avons répandu à profusion quelques écrits propres à rectifier les idées; nous les avons fait circuler dans les villes de commerce, et nous avons fait exciter leurs réclamations. Leurs députés à l'Assemblée Nationale, toujours nos adversaires sur leur intérêt personnel, le régime exclusif du commerce, ont senti que cet intérêt les forçait de se réunir à nous sur tous les autres points, et leur influence nous a servis heureusement. »

Les députés de Saint-Domingue se prévalurent naturellement des troubles qui étaient survenus à la Martinique entre les blancs et les noirs; ils se prévalurent même de ceux qu'ils avaient évidemment contribué à exciter au Cap, pour jeter dans l'Assemblée Constituante le plus d'alarme possible parmi les zélateurs les plus ardents de la véritable liberté. « Enfin », ajoutent-ils dans cette même lettre, — les nouvelles de la révolution de la Martinique, et les insurrections des nègres, ensuite la révolution du Cap sont venues *nous aider*, et nous pouvons vous annoncer une position plus heureuse. »

C'est par de tels moyens que les députés de Saint-Domingue parvinrent à faire partager à l'Assemblée Constituante ce qu'ils appelaient leur circonspection dans les questions coloniales. « Cette circonspection », disaient-ils encore dans une autre lettre du 11 janvier 1790, « annonce un esprit bien différent de l'ancien : ce nouvel esprit, nous l'avons déjà dit dans notre lettre du 8 décembre dernier, et vous avez dû le voir par les papiers publics, s'est manifesté à la séance du 3 décembre. Depuis, les nouvelles alarmantes venues des colonies n'ont fait que le confirmer et l'étendre, et nous sommes certains, d'abord qu'il n'y a rien à craindre sur l'affranchissement; nous avons tout aussi peu d'inquiétudes sur la suppression de la traite. Les Amis des Noirs eux-mêmes sont ramenés sur le

premier objet ; M. de Condorcet l'a publiquement déclaré dans *le Journal de Paris* (1). »

Le rapport fait par Charles Tarbé au nom du Comité colonial raconte les troubles de Saint-Domingue d'un point de vue aussi favorable que possible aux colons blancs de l'île. Nous le citons ici, parce qu'il explique quelques-uns des événements auxquels nous venons de faire allusion :

« La première époque des troubles de Saint-Domingue, dit-il, fut celle de notre révolution. Le grand mouvement imprimé en ce moment à la métropole se transmet rapidement aux autres parties de l'empire ; et le sentiment de la Liberté dut exciter dans les colonies une commotion d'autant plus grande, que le pouvoir arbitraire y était absolu, et que les longues vexations du gouvernement y avaient naturalisé l'esprit de haine contre tous les dépositaires de l'autorité.

« Les premiers mouvements qui eurent lieu ne présentent aucune particularité frappante ; ils n'offrent que la lutte de la liberté contre le despotisme. Celui-ci succomba, et cela devait être. Mais, ce qui arrive ordinairement aussi dans l'enfance de la liberté ; la colonie abusa de cette première victoire, en se permettant des actes d'autorité repréhensibles. Tel fut, par exemple... la rejection d'un plan d'organisation d'assemblée coloniale, qui lui avait été envoyé par les ordres du Roi, et l'adoption d'un autre plan d'organisation, que les comités des trois parties de la colonie concertèrent de leur propre autorité, et d'après lequel la première assemblée coloniale se constitua, et se fixa à Saint-Marc le 14 avril 1790.

« Ici commence la seconde époque, et avec elle une plus grande complication de faits et d'intérêts.

« La joie, qu'avait répandu l'anéantissement du pouvoir arbitraire, avait été troublée presque aussitôt par la nouvelle reçue de France, et consignée dans les papiers publics, qu'une société déjà connue sous le nom d'Amis des Noirs

(1) *Corr. secrète des députés de Saint-Domingue*, déjà citée.

faisait les efforts les plus actifs pour étendre aux colonies françaises les principes de liberté et d'égalité, consacrés par la Déclaration des Droits de l'Homme. Déjà des hommes de couleur, armés dans la plaine de l'Antibonite, venaient de réclamer la jouissance des droits accordés aux colons blancs, ils avaient été dissipés par les volontaires-patriotes de Saint-Marc ; mais ce premier exemple d'insurrection semblait devoir inquiéter les colons blancs sur les événements ultérieurs dont ils étaient menacés.

« Aussi, alarmés des effets que pourrait produire ce système d'innovation, ils s'étaient adressés de suite à l'Assemblée Nationale, et l'avaient priée de prononcer sur la constitution particulière des colonies. Mais la grande distance des lieux, la multiplicité et la haute importance des autres travaux du corps constituant, empêchèrent quelque temps ce dernier de statuer sur leurs réclamations. Ce ne fut qu'au mois de mars 1790 qu'il put s'en occuper ; et avant que la nouvelle en eût pu parvenir dans la colonie de Saint-Domingue, l'Assemblée coloniale avait eu le temps de se former et de se constituer sous le titre d'Assemblée Générale de la partie française de Saint-Domingue.

« La première séance de cette assemblée fut remarquable par un discours véhément que prononça son président et dans lequel il ne respecta guère les droits de la métropole. Ce discours devait être repoussé par un cri d'indignation ; il ne le fut point ; et dès lors, les hommes qui connaissent la marche du cœur humain durent présager que ceux dont les oreilles n'étaient pas choquées par des principes anti-civiques ne tarderaient pas à oublier leurs devoirs et outrepasser leurs droits.

« C'est ce que justifia bientôt l'expérience. Le secret des lettres fut violé ; des citoyens, sans distinction d'âge, d'état et de distance, furent mandés à la barre ; et bientôt encore, l'Assemblée coloniale élevant plus haut ses prétentions, prétendit marcher l'égale de l'Assemblée Constituante, en décrétant l'inviolabilité de ses membres, et déclarant aux paroisses qu'elles n'avaient plus de droits sur leurs députés.

« Toutes ces déterminations furent l'ouvrage de douze jours ; et tel était l'état des choses, lorsque l'on reçut à Saint-Domingue le décret de l'Assemblée Nationale du 8 mars 1790, et les instructions du 28 du même mois, relatives à *l'organisation des colonies*.

« Par le décret du 8 mars l'Assemblée Nationale déclarait qu'en considérant les colonies comme une partie de l'empire français, et en désirant les faire jouir des fruits de l'heureuse régénération qui s'y était opérée, elle n'avait jamais entendu cependant les comprendre dans la constitution décrétée pour le royaume, et les assujettir à des lois qui pourraient être incompatibles avec leurs convenances locales et particulières ; et elle autorisait chaque colonie à faire connaître son vœu sur la constitution, la législation et l'administration convenables à la prospérité et au bonheur de ses habitants, à la charge de se conformer aux principes généraux qui lient les colonies à la métropole, et qui assurent la conservation de leurs intérêts respectifs (1). »

La députation de Saint-Domingue à l'Assemblée Constituante a d'ailleurs joué un rôle détestable dans tous ces événements.

Quelques hommes de couleur ayant été reçus dans les assemblées primaires, lorsque les premières nouvelles de la révolution étaient parvenues à Saint-Domingue, la députation s'était empressée d'annoncer officiellement au Comité colonial que les hommes de couleur libres jouissaient déjà dans les paroisses des droits de citoyen actif, et qu'ils avaient concouru, avec la population blanche, à la nomination de l'Assemblée provinciale du Nord ! Elle avait profité de la circonstance pour insister sur les inquiétudes que la Déclaration des Droits de l'Homme inspirait aux colons, sous le rapport des esclaves seulement ; en concluant que, pour prévenir des explosions dangereuses, il faudrait modifier la Constitution

(1) Rapport de Tarbé à la Législative, 10 décembre 1791. Arch. Parlem., XXXV, 700.

française en faveur des colonies, d'après leurs localités, et qu'il fallait leur laisser à cet égard une sorte d'initiative.

* *

Ainsi, c'était bien en vain que l'Assemblée Constituante et son Comité colonial avaient espéré pouvoir sauver les colonies du danger des insurrections. Les troubles ne faisaient que grandir. C'est à la séance du 12 octobre 1790 que, malgré les efforts des 85 membres fugitifs de l'Assemblée de Saint-Marc, on avait déclaré rebelle cette Assemblée en même temps qu'on annulait ses actes, et qu'on la déclarait déchue de ses pouvoirs, cela dans le but d'enrayer le mouvement séparatiste et de rétablir l'ordre et la paix. Mais il était trop tard déjà, et dans l'état où étaient maintenant les choses elles ne pouvaient plus être arrangées.

Une question, à la faveur de tant de mouvements, s'était trop tôt posée, et on peut dire du reste qu'elle avait été mal posée, puisqu'elle se présentait sans qu'on eût étudié les problèmes secondaires qu'elle entraînerait avec elle. Les Amis des Noirs eux-mêmes n'avaient jamais prévu qu'un événement en amenant un autre et les droits que réclamaient les mulâtres étant bientôt et en conséquence réclamés aussi par les noirs, on se trouverait si vite face à face avec une telle situation. Nous l'avons dit, ils avaient toujours fait leurs réserves quant au moment où l'abolition devrait avoir lieu ; de plus, ils n'avaient, pas plus que les hommes chargés de faire la Constitution française, songé à une solution des problèmes secondaires.

Brissot insiste dans ses *Mémoires* (1) sur l'injustice du décret du 12 octobre 1790, qui continuait à ajourner une solution, puisqu'il omettait de statuer sur le sort des esclaves dans les colonies françaises ; mais, étant donné les éléments de résistance, aurait-il mieux fait, lui, en statuant tout de suite ?

(1) Ouvr. déjà cité, t. II, chap. XVI, p. 87.

Certes, les colons étaient à blâmer, pour n'avoir pas voulu comprendre l'Assemblée, agir de concert avec elle, procéder avec mesure à un changement des choses, les amenant à être « conformes à la justice », en même temps qu'à leurs intérêts (1)...

Mais aucune des mesures prises maintenant par l'Assemblée Nationale ne pouvait plus tempérer l'agitation de Saint-Domingue; bien au contraire, tout semblait tendre à l'augmenter. Le Comité colonial se voyait, de toutes façons, devant une impasse, et Barnave pouvait bien se demander ce qui serait encore capable de conjurer le sort des colonies. Fallait-il vraiment revenir sur les principes de la Révolution qui lui étaient si chers? On allait le tenter... Jusque-là l'Assemblée avait refusé de mettre le doigt sur cette plaie vive de l'esclavage, mais l'attitude volcanique de l'Assemblée de Saint-Marc, l'alarme soulevée par le désastreux article IV, la controverse violente poursuivie entre les Amis des Noirs et les partisans du club Massiac, et les répercussions infinies de cette controverse sur l'état des esprits, tout cela montrait clairement aux Constituants que le moindre coup porté contre l'ordre social existant aux colonies entraînerait les conséquences les plus graves.

Les nouvelles de Saint-Domingue ne faisaient, durant tout ce temps, qu'empirer. Ainsi qu'il avait été décidé à l'automne, des troupes de ligne avaient été envoyées avec une escadre, mais, lorsqu'elles arrivèrent, le 2 mars 1791, dans le port de Port-au-Prince, on put s'apercevoir que l'esprit révolutionnaire avait gagné les soldats en route, et le vicomte de Blanchelande, qui venait de remplacer le gouverneur de Peynier malade, au lieu d'être aidé par les nouveaux arrivants pour maintenir l'ordre, les avait vus faire cause commune avec les mutins. Rien de tout cela ne pouvait manquer d'influer sur l'Assemblée.

(1) Grégoire, *Mémoires*, ouvr. déjà cité, t. II, p. 395-396.

Le décret du 12 octobre 1790 avait déjà contenu une déclaration importante de ses intentions générales pour la colonie, puisqu'une clause, sur laquelle le Comité colonial et Barnave avaient insisté, tendait à ce qu'aucune loi sur l'état des personnes ne pût être décrétée pour les colonies que sur la demande précise et formelle de leurs assemblées (1). Autrement dit, et en termes généraux, l'Assemblée Nationale française avait promis de respecter le système social des colonies, et de maintenir cet esclavage que ni les colons, ni même les mulâtres ne voulaient voir cesser, qu'ils maintiendraient par la force si on insistait pour le leur imposer. Certes, c'était reprendre aux hommes de couleur libres les droits politiques qu'en leur avait implicitement accordés par le décret du 8 mars; c'était rejeter les mulâtres dans l'agitation, en même temps que les blancs se voyaient menacés dans leur « propriété », et que les esclaves se montraient de plus en plus surexcités par la propagande de leurs Amis (2).

Car les Amis des Noirs ne mettaient plus de trêve à leur campagne ardente, persistant à maintenir qu'en passant l'article IV des Instructions de mars l'Assemblée avait véritablement décrété l'égalité des mulâtres. L'hôtel Massiac défendant le point de vue tout opposé, la bataille faisait maintenant rage. C'est le moment où Moreau de Saint-Méry publiait ses *Considérations*, y prédisant que si l'Assemblée faisait mine de vouloir revenir sur ses précédents décrets de mars l'émancipation des esclaves ne pouvait que s'ensuivre, avec, pour corollaire, la destruction des colonies françaises. C'est le moment où Grégoire jetait dans la mêlée sa *Lettre aux Philanthropes sur les Malheurs, les Droits et les Réclamations des Gens de couleur de Saint-Domingue et autres îles françaises*.

Les Amis des Noirs allaient être les plus forts, l'exécution

(1) Voir aux *Arch. parlem.*, t. XIX, p. 569.

(2) Lire dans l'*Histoire de France* d'E. Lavisse le chapitre consacré à la question de la liberté et de l'esclavage par M. Ph. Sagnac.

du mulâtre Ogé (1) ayant eu en France un contre-coup violent sur l'opinion. L'Assemblée Nationale se vit donc obligée de nommer un Grand Comité, réunissant ceux de la Constitution, de la Marine, des Colonies, du Commerce et de l'Agriculture, avec mission d'étudier à fond le système social dans les colonies françaises.

Or, en dépit des Amis des Noirs, l'avis de ces comités fut qu'il fallait rassurer les colons par un décret positif, et les mulâtres et nègres libres en même temps, puisqu'on ne pouvait continuer à les laisser se soulever. A ces derniers, on pouvait aisément proposer une amélioration de leur condition, certainement peu enviable. Mais c'était encore une façon de reconnaître et de maintenir l'esclavage que de laisser les noirs dans le même état social.

Ainsi, le rapport de cette Commission, présenté dès le 7 mai à l'Assemblée, était malgré tout favorable aux colons (2). On peut penser qu'il y eut vive discussion, après quoi l'Assemblée s'ajourna. La bataille reprit le 14 mai, violente, décisive; c'était le plus formidable assaut qui eût encore été tenté sur les affaires des colonies. Les meilleurs orateurs s'y firent entendre (3), Clermont-Tonnerre, Malouet (4) et Maury insistant toujours pour qu'on n'assi-

(1) Le jeune Ogé était un de ces mulâtres de Paris auxquels l'atmosphère révolutionnaire de la capitale française persuadait que la violence viendrait seule à bout des injustes résistances. Il avait gagné l'Angleterre, et de là Saint-Domingue, avec l'aide de Clarkson, en octobre 1790, levant bientôt l'étendard de la révolte dans la province du Nord. Il tint la campagne pendant plusieurs semaines, puis dut se réfugier en territoire espagnol, d'où il fut bientôt extradé, condamné avec son lieutenant Chavannes au supplice de la roue, tandis que ses autres partisans étaient pendus ou emprisonnés. Ce soulèvement, le deuxième que tentaient les mulâtres, était déjà beaucoup plus sérieux que la tentative avortée de mars précédent, et il était certainement un résultat direct de l'agitation en France. Les résultats en furent graves, la répression ayant provoqué un âpre désir de vengeance.

(2) Pour le texte de ce rapport, voir aux *Arch. parlem.*, t. XXV, p. 636 et suiv.

(3) Voir dans le *Moniteur* de l'époque les débats de ces séances fiévreuses des 11 et 12 mai.

(4) Malouet avait été, avant la Révolution, commissaire aux Colonies.

milât pas les colonies à la métropole, et qu'on demeurât dans les limites du principe proclamé le 8 mars de l'année précédente, qui était de ne pas assujettir les colonies à des lois pouvant se trouver incompatibles avec leurs convenances locales ou particulières. Barnave se déclarait prêt à reconnaître aux hommes de couleur libres leurs droits politiques, mais il demandait qu'on conservât l'esclavage dans l'intérêt des colonies et au nom de la paix, n'en voyant la suppression possible qu'avec les progrès et le temps.

La fin était prochaine, et devait être inattendue; le soir du 15 mai, après cinq jours de menaces et d'avertissements de la part des villes commerçantes et des députés coloniaux, d'appels vibrants des Amis des Noirs et de grand tumulte dans les galeries du public, le député Rewbell vint présenter un amendement accordant les droits politiques aux mulâtres nés de père et de mère libres, les reconnaissant citoyens actifs s'ils réunissaient d'ailleurs les conditions requises par les décrets des 8 et 28 mars. C'était une sorte de compromis. En dépit de tout ce que purent dire Barnave et Malouet, l'amendement allait devenir le fameux décret du 15 mai 1791.

..

Pour les colons, c'était certainement une déroute; mais ils se refusèrent à toute soumission, à toute acceptation de ces réformes, pourtant bien timides, qu'acceptait l'Assemblée. Dès le lendemain 16, la députation coloniale tout entière s'abstenait de paraître à la Constituante, qui, peu de temps après, apprenait que de l'autre côté de l'Atlantique c'était la rébellion ouverte, par le refus de se soumettre au décret et de le laisser exécuter...

Le 30 juin, en effet, la nouvelle du décret était arrivée au Cap. Le nouveau gouverneur, Blanchelande, en parut lui-même aussi choqué que la population blanche, et il en écrivit sans délai à son gouvernement, car le Cap et Port-au-Prince à la fois devenaient deux foyers dangereux de révolte. En

vérité, toutes les lettres qui arrivèrent en ce temps-là de la colonie à Paris sonnaient la même note d'alarme grandissante; toutes exprimaient la conviction que si la métropole ne rappelait pas promptement le décret, ce serait la sécession, après des luttes âpres et horribles.

L'entêtement des colons blancs à ne jamais céder décidait en même temps les mulâtres de la province de l'Ouest, qui voyaient l'heure enfin venue pour eux de conquérir par les armes leurs droits tant discutés, à entrer dans un mouvement général d'insurrection. Il n'était pas jusqu'aux nègres du Nord qui n'allumassent à leur tour un incendie que rien ne pourrait plus éteindre...

Toute la force de l'opposition allait tendre, en France, comme chez les planteurs de Saint-Domingue, à éluder l'application du décret qu'elle jugeait funeste pour les intérêts coloniaux. Toute la responsabilité des désordres paraissait en effet tomber sur ce décret, et Barnave ne vit bientôt plus d'autre ressource possible que d'en venir proposer le retrait à l'Assemblée. La loi ne fut point annulée, mais elle resta lettre morte (1). C'était évidemment sacrifier l'égalité des droits à la résistance et à l'entêtement des colons blancs de Saint-Domingue, autant qu'à la crainte qu'éprouvait l'Assemblée d'endosser la responsabilité de réformes sociales qui s'annonçaient si mal quant à leurs conséquences immédiates.

C'était aussi faillir à la plus grande des tâches imposées par l'idéal révolutionnaire et se déclarer impuissants à supprimer les inégalités de race dans des endroits éloignés où l'Assemblée Constituante ne pouvait exécuter ses décrets par la force armée. C'était montrer l'impraticabilité immédiate des théories les plus chères des philosophes.

Accablée sous le poids des adresses multiples (2) et des

(1) Ph. Sagnac, ouv. déjà cité.

(2) Des quantités d'adresses ont été conservées aux Arch. Nat. AD VII, 16.

appels les plus contraires, l'Assemblée allait précipiter les choses par le Décret National du 24 septembre 1791 (1). Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de la lutte parlementaire qui, depuis quelques mois, secouait les Constituants ; ce ne serait qu'une répétition bien inutile de ce que nous avons vu pour le décret du 15 mai, mais dans un sens inverse. Il suffit de dire qu'après un grand débat final, l'Assemblée Nationale Constituante, déjà sur le point de se dissoudre pour faire place à la Législative, passa ce décret qui accordait aux colons toutes leurs demandes, l'état social des mulâtres et des esclaves étant laissé à la discrétion des assemblées coloniales, dont les décisions devaient n'être ratifiées que par le Roi. Enfin, et pour arracher cette question aux intrigues des partis, le décret était déclaré article inaltérable de la Constitution Française.

En France, ce fut chez les Amis des Noirs une véritable explosion de colère et de désapprobation virulentes. Barnave perdit, sur ce décret, toute la popularité dont il avait jamais joui. Ce devait être la fin de sa carrière politique ; la fin, probablement, de ses illusions sur les possibilités et les facilités de certaines réformes. Le jour même où passait ce décret, et comme un mauvais présage tant pour l'avenir du décret lui-même que de son auteur responsable, le club des Jacobins expulsait de son sein Barnave et quelques-uns de ses amis, parce qu'il se refusait à compter plus longtemps parmi ses membres des partisans aussi peu sincères, — à son avis, — de la Constitution et de l'Humanité (2).

Et ceci prend toute sa signification, quant au sort futur de la loi, si on songe que cette expulsion était proposée par Poulverel lui-même, un de ces hommes qui, moins d'un an plus tard, seront envoyés comme dictateurs jacobins à Saint-Domingue. Ce n'était que la dernière d'une série de

(1) Voir le texte aux Arch. Nat. ADVII, 46.

(2) Déjà au 10 juin, Danton avait obtenu l'expulsion de Gouy d'Arsy, coupable à ses yeux de « forfaiture nationale ».

mesures prises depuis longtemps déjà par les Jacobins pour montrer à quel point ils désapprouvaient, en matière coloniale, la politique de temporisation et de tergiversation de l'Assemblée Constituante, — dont ils haïssaient le Comité colonial.

Le club des Jacobins était, en effet, étroitement lié aux Amis des Noirs; et il avait mené, contre le fatal décret de septembre, la même campagne désespérée. Club des Jacobins et Amis des Noirs allaient maintenant si bien marcher de concert que les deux finiront par ne plus faire qu'un.

Or, le club travaillait alors à s'assurer une large prépondérance dans la prochaine Assemblée Législative (1); moins d'un an plus tard il sera, en France, le véritable souverain...

(1) Il n'y avait qu'une poignée de Jacobins dans l'Assemblée Constituante, la Législative, dès le début beaucoup plus radicale, en compte 136.

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION A SAINT-DOMINGUE

Première Commission Civile envoyée à Saint-Domingue. — Décret du 4 avril 1792 et Deuxième Commission Civile. — Les révoltes et l'émancipation. — Troisième Commission Civile. — Toussaint Louverture et la guerre entre noirs et mulâtres. — L'expédition du général Leclerc et l'indépendance de l'île.

Le 29 novembre 1791, trois Commissaires Civils débarquaient au Cap, chargés par l'Assemblée Nationale (1) de recueillir sur place des informations précises et de calmer les troubles qui secouaient toute l'île. Décidé depuis mai, le départ de Paris de cette Commission avait été sans cesse retardé par la controverse que soulevait le décret, que trop de gens cherchaient à faire rapporter. C'étaient surtout les colons de Paris qui avaient fait pression sur Thévenard, Ministre de la Marine, pour différer ce départ jusqu'à ce que la Constitution eût été votée ; et ils avaient même présenté une pétition, le 9 août. C'est pourquoi, d'ailleurs, des commissaires déjà nommés durent démissionner, pour être remplacés à la dernière minute par Mirbeck, Roume et Saint-Léger.

Ce délai ne devait pas être sans conséquence, on le verra, sur l'action future de la Commission. Lorsqu'elle avait été nommée tout de suite après le décret du 15 mai 1791 et pour

(1) On sait que Pétion avait beaucoup insisté sur cette mesure.

veiller sur son exécution, elle avait toutes les tendances de l'Assemblée Constituante; elle était opposée à l'abolition immédiate de l'esclavage, mais par contre favorable aux mulâtres. Mais voici que depuis septembre tout était changé, et qu'on l'envoyait maintenant combattre des principes qu'elle avait d'abord été chargée de soutenir! son succès pouvait déjà aisément passer pour compromis...

Il faut ajouter à cela que les instructions reçues de l'Assemblée étaient des plus vagues, et rendaient un conflit inévitable ou à peu près avec les autorités locales de Saint-Domingue (1). Enfin, les trois Commissaires désignés n'avaient rien non plus, semble-t-il, qui les indiquât particulièrement pour le rôle qu'on leur donnait à jouer.

Quoi qu'il en soit, ils furent assez bien reçus à leur arrivée dans l'île, par le Gouverneur et même par l'Assemblée Coloniale (2). Au début, ils n'eurent pas trop de difficultés, et les noirs révoltés paraissaient assez enclins à la soumission (3). Mais les colons blancs montraient toujours la même désapprobation vigoureuse de toute mesure de paix, et l'Assemblée Coloniale, — se réclamant du décret du 24 septembre qui la laissait libre de statuer sur l'état des personnes, — le prit de très haut, non seulement avec les esclaves repentants, mais encore avec ces trois intrus qui intervenaient sans raison, à son avis, dans les affaires intérieures de l'île (4). Le prestige des Commissaires en fut du coup beaucoup diminué aux yeux des noirs; les rebelles rompirent toutes les négociations, et, comme on pouvait dès lors s'y attendre, ils reprirent de plus

(1) Garran-Coulon donne de longs détails là-dessus.

(2) Ainsi qu'il appert de leur lettre du 29 nov. au Min. de la Mar. : Arch. Nat. Dxxv, 4.

(3) Une proclamation du Roi, pour l'application de la loi du 24 sept., tend à ramener les nègres à la soumission, et précise que les différents décrets sur l'état des personnes dans la colonie « n'ont entendu rien changer à l'état d'obéissance dans lequel les nègres ont toujours été envers leurs maîtres ». Arch. Nat. Dxxv, 87.

(4) Voir à nos Pièces Justificatives (IX) un document édifiant sur le sentiment qui prédominait dans les assemblées provinciales contre l'Assemblée Nationale et l'ignorance où étaient les Européens de la vraie question.

belle leur activité. En même temps, c'était déjà la rupture entre les Commissaires et l'Assemblée Coloniale, l'une et les autres se considérant comme les vrais dictateurs et personne ne voulant céder.

La même situation se présenta sitôt que la Commission Civile tenta d'apaiser le soulèvement des mulâtres dans les deux provinces de l'Ouest et du Sud. Que les choses, sur ce point, n'allaient pas beaucoup mieux dans la province du Nord elle-même, nous en avons pour preuve nombre de documents des Archives Nationales de Paris (1) où se trouve, déjà à la date du 13 septembre 1791, une adresse à l'Assemblée Nationale, se plaignant des mouvements de révolte, des incendies, etc. : « Nous ne vous dirons pas quelle cause a produit nos malheurs : vous devez assez la connaître... » et un autre document, du 25 septembre celui-là, donne clairement à penser que cette cause ce sont les mulâtres : « Ils veulent non seulement le décret du 15 mai, mais encore beaucoup au delà. La peur a forcé les Blancs à signer un Concordat très humiliant (2). »

Saint-Léger était donc parti pour Port-au-Prince pour pacifier les mulâtres et rétablir l'ordre; il se tint strictement dans les bornes de sa mission : « qu'ils (les hommes de couleur) se soumettent à la loi du 24 septembre, qu'ils attendent dans le calme *la fixation de leur état politique qui dépend de l'Assemblée Coloniale et du Roi*; je ne saurais leur tenir un autre langage. J'ai été envoyé à Saint-Domingue pour faire exécuter les lois et je ne puis m'écarter de mon devoir (3). » Rien dans ce langage n'était bien subversif, pourtant sitôt qu'il fit mine d'intervenir, les colons blancs le regardèrent du plus mauvais œil. Vain et irascible, il paraît n'avoir pas mis beaucoup de patience à supporter leurs soupçons, et semble avoir voulu montrer qu'en effet il préférait la société

(1) Dxxv, 114.

(2) Pour la copie du Concordat, voir aux Arch. Nat. Dxxv, 87.

(3) Arch. Nat. Dxxv, 59.

des mulâtres à la leur, puisqu'il alla rejoindre un groupement de gens de couleur confédérés à la Croix-des-Bouquets (1). Toutefois, un nouveau soulèvement de cette caste avait lieu bientôt dans l'Antibonite, une plaine où les mulâtres propriétaires étaient fort nombreux, et dont ils s'étaient fait une véritable forteresse pour la résistance. Une formidable insurrection des noirs qu'ils maltraiétaient cruellement allait suivre, et la désorganisation et l'anarchie régnèrent, suprêmes. Terrifié et dégoûté de la tournure que prenaient les événements dans ce singulier pays, Saint-Léger se réfugia sur un navire de guerre et... rentra en France, sans se douter que son collègue Mirbeck en avait déjà fait autant de son côté, et dans le même état d'esprit (2).

L'Assemblée Coloniale, en effet, était devenue si enragée devant les prétentions de ces nouveaux venus à la dictature qu'elle avait résolu de les chasser. Toutefois, et si indépendant qu'on voulût se montrer, il n'était pas tellement facile de se débarrasser ainsi des envoyés de la Nation, pour la bonne raison que la Nation était également représentée, dans l'Ile, par un Gouverneur et des soldats qui ne manqueraient pas de les défendre. Les colons avaient donc cherché des complices, et les avaient trouvés dans la population des petits blancs, de plus en plus des prolétaires, qui en tout imitaient de leur mieux la « canaille » de Paris. Le 26 mars 1792, donc, et après avoir bu copieusement pendant la nuit, la populace marcha dès l'aube sur la maison du Gouverneur, qui eut la maladresse de se laisser faire prisonnier. On avait décidé de le renvoyer promptement en France, et quant aux deux Commissaires, il était fortement question de les noyer, quand les troupes du colonel Cambefort parvinrent enfin à se rallier, à libérer

(1) Voir aux Arch. Nat. Dxxv, 2, la correspondance de Saint-Léger avec le Min. de la Mar. et avec ses deux collègues.

(2) L'ouvrage déjà cité de Stoddard contient sur cette période les renseignements les plus précieux et les plus complets, et constitue une étude approfondie de la Révolution à Saint-Domingue. Il faut néanmoins se tenir en garde contre un certain parti pris qu'il y laisse à tout instant percer contre les mulâtres et les noirs.

Blanchelande et à rétablir l'ordre (1). Mais les deux Commissaires s'étaient vus si près de leur fin qu'ils décidèrent de s'en aller, et Mirbeck ne voulut même pas attendre que Roume, qui ne devait être prêt que trois jours plus tard, pût le suivre (2).

A vrai dire Roume ne s'embarqua pas. Il allait rester plusieurs mois à Saint-Domingue, ayant eu vent d'une contre-révolution royaliste et pensant que sa présence pourrait être utile au faible Blanchelande dans de nouvelles difficultés. Il allait même se montrer assez habile dans l'art de temporiser, si bien qu'il parvint à maintenir un semblant de tranquillité, et tout était à peu près calme de nouveau quand au milieu de mai les nouvelles d'une loi du 4 avril 1792 parvinrent au Cap et remirent tout en question.

*
* *

Voici ce qui s'était passé à Paris : sitôt la Législative en session, on avait appris, dans la capitale française, le grand soulèvement des noirs de Saint-Domingue. Les autorités de l'île, Blanchelande en tête, appelaient au secours et se faisaient de plus en plus pressantes, pour qu'on envoyât des renforcements militaires importants.

Or, ni les Amis des Noirs, ni les Jacobins, les uns et les autres de plus en plus influents, n'étaient d'avis d'obtempérer à ces demandes urgentes, — les premiers niant, par principe probablement, toute insurrection des noirs, les seconds portés à ne voir dans tout cela que les menées royalistes et le travail des émigrés (3).

En consultant les délibérations du club Massiac, nous voyons qu'on y était fort inquiet pourtant de la tournure que prenaient les choses, et, à la séance du 9 novembre notam-

(1) Arch. Nat. Dxxv, 2, correspondance des Commissaires.

(2) Arch. Nat. Blanchelande au Ministre de la Marine, 1^{er} et 21 avril, Dxxv, 46; rapport des Commiss. au même Ministre, 21 avril, Dxxv, 2.

(3) Voir aux Arch. Parl. la session du 10 fév. 92, XXXVIII, 354 et suiv.

ment, Malouet avait représenté combien il était indispensable de formuler une défense contre les attaques des Amis des Noirs, qui voulaient revenir sur leur défaite de septembre. Il pensait qu'on parviendrait à leur faire échec en préparant un choix de pièces qui avaient apporté des précisions sur les désastres de Saint-Domingue, en vue de former un ensemble de preuves suffisantes pour dénoncer à la Législative « les ennemis de la colonie ». On avait même nommé des commissaires pour s'occuper de ce travail et faire un rapport (1).

Une certaine partie de l'opinion, celle-là même, — qui commençait à devenir nombreuse, — qu'effrayait la marche de la Révolution, s'émouvait, et des offres de journalistes arrivaient « aux Messieurs du club Massiac » proposant de défendre les intérêts des propriétaires de l'Ile « et une cause qui, pour être victorieuse, n'avait besoin que d'être connue » (2).

Toutefois, les Amis des Noirs résistaient, et l'éloquence de Brissot lui valait aussi bien des partisans parmi les éléments avancés (3). Mais au milieu de ces querelles perpétuelles on ne faisait rien, et la population blanche de Saint-Domingue se disait réduite au désespoir. Au fond, la politique et les ambitions des partis commençaient à s'en mêler à Paris, et les Jacobins voyaient sans doute dans la question coloniale un moyen excellent et rapide de discréditer le ministère, tout « feuillant » et trop modéré à leur goût, de cette période. Le Ministre de la Marine, dont ils avaient juré la perte, était justement ce Bertrand de Molleville qui, dans un discours à la Législative du 19 décembre 1791 sur l'état actuel de Saint-

(1) Arch. Nat. Dxxv, 87.

(2) Dxxv, 87.

(3) Dans un compte rendu de la séance du 6 déc. (Arch. Nat. Dxxv, 87) indiquant une discussion sur une lettre des commissaires de l'Assemblée générale de Saint-Domingue qui dénonçait les Amis des Noirs comme la cause de tous les malheurs de la colonie, nous voyons qu'on discuta également sur l'envoi des troupes et sur la ratification du Concordat intervenu entre colons blancs et gens de couleur, Brissot demandant que l'envoi des troupes eût pour mission le maintien de ce Concordat.

Domingue, avait osé citer parmi les causes de troubles, la correspondance entretenue depuis longtemps entre les gens de couleur de l'Île et « une société dite de philanthropes ». Il avait dit aussi, dans le même discours, que les colons de Saint-Domingue avaient mis plus d'humanité et de douceur dans le traitement de leurs esclaves qu'on n'en avait jamais vues dans les autres pays... (1). Tout cela ne faisait pas plaisir au nouveau parti, dont toute la tactique consistait pour le moment à attaquer sans répit le détestable décret de septembre. Sans doute, ce décret ne pouvait être rappelé que sur le désir exprimé par les colonies elles-mêmes, mais les Jacobins allaient en venir à leur fin, qui était de le faire passer pour illégal, parce que contrevenant aux principes fondamentaux et aux droits imprescriptibles des citoyens; et ils insistaient pour que la Législative répudiât cette tentative faite par la Constituante pour amoindrir son autorité, lui en faisant un véritable point d'honneur. — On se souvient en effet que le décret de septembre avait été déclaré article de la Constitution française de 1791, bien qu'il eût été passé quinze jours après que la Constitution eût été signée par le Roi.

On travailla si bien qu'il devint enfin nécessaire de poser la question devant le Comité Colonial de la Législative, qui était loin d'être favorable aux blancs, comme l'avait été son prédécesseur de l'Assemblée Constituante, et auprès de qui, d'ailleurs, les renseignements arrivaient fort contradictoires si l'on en juge par les papiers de l'époque.

Pourtant, lorsque ce Comité présenta son rapport le 11 janvier 1792, il concluait que le décret incriminé était absolument constitutionnel, et mettait la Législative en garde contre le concordat signé, en septembre précédent, entre blancs et mulâtres de la province de l'Ouest de Saint-Domingue, concordat qui menaçait le décret de septembre, et dont on aurait voulu faire une loi pour l'Île toute entière.

Les Amis des Noirs ne se tinrent pas pour battus, et dès là

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

mi-février revinrent à la charge pour un nouvel et grand assaut sur le système colonial. L'Assemblée Coloniale du Cap avait envoyé à Paris des commissaires, elle aussi (1), et ces commissaires apportaient surtout l'écho des querelles intestines du Cap, se plaignant du Gouverneur de Blanchelande, et des commissaires civils eux-mêmes qui représentaient là-bas la France. Ils leur reprochaient de n'être pas pour les principes du décret de septembre. Les dépositions de ces envoyés de Saint-Domingue étaient bien faites, en somme, pour donner au Comité colonial l'idée que c'étaient les autorités françaises autant que les colons qui avaient provoqué dans l'île la révolte et l'incendie (2).

Et, d'autre part, ces mêmes commissaires étaient débordés et désespérés par la situation confuse qu'ils avaient sous les yeux à l'Assemblée et dans la capitale française (3). L'opinion commençait à s'irriter, en France, de l'entêtement des colons à ne pas vouloir accepter les mulâtres comme leurs égaux politiques; il n'était pas jusqu'aux classes commerçantes elles-mêmes qui n'osassent plus les défendre, finissant par redouter la ruine si une résistance aussi déraisonnable se poursuivait longtemps. Ce que les colons, dans leur aveuglement séculaire, considéraient comme un principe vital, paraissait maintenant aux Français un préjugé assez stupide, et l'on était en maint endroit enfin résolu à considérer ces colons comme responsables de tout le désordre. Comme les mulâtres n'avaient jamais caché qu'ils étaient aussi opposés que les blancs à l'émancipation des esclaves, on jugeait, assez super-

(1) Ils étaient arrivés vers la fin novembre. Dans les papiers du club Massiac, et à la date du 4^e déc., nous voyons que le marquis de Gouy d'Arisy ayant écrit à Louis XVI pour réclamer neuf places dans « la Garde du Roy » pour les colons de Saint-Domingue, le club, trouvant sans doute la démarche dangereuse, protesta et lui nia le droit de parler au nom de ces colons, « puisque ceux-ci ont maintenant des représentants accrédités auprès de l'Assemblée, à savoir les commissaires de l'Assemblée Coloniale qui viennent d'arriver ». — Arch. Nat. Dxxv, 87.

(2) Arch. Nat. Dxxv, 114.

(3) Voir leur lettre à l'Assemblée Coloniale, Arch. Nat. Dxxv, 62.

ficiellement, qu'il suffirait d'une alliance des blancs et des mulâtres pour réduire la révolte des noirs.

Il semblait aussi, à cette même opinion française, qu'il serait à la fois politique et humain, de la part de l'Assemblée Coloniale qui en avait le droit, d'accorder aux mulâtres leurs droits politiques. Or, c'était justement ce que les trois Commissaires Civils envoyés par la métropole avaient conseillé dès leur arrivée à Saint-Domingue, s'aliénant aussitôt, par là, tous les blancs du pays, tant on jugeait les choses différemment à Paris et au Cap...

A toutes ces objurgations qu'on leur faisait entendre, les colons, qui se rendaient cependant parfaitement compte de leur danger, se refusaient toujours à rien céder, dans leur crainte de voir les mulâtres, une fois obtenue leur égalité politique, exiger tout aussitôt l'égalité sociale, et s'emparer de tout le pouvoir, chasser même les blancs de l'Ile (1). Il est d'ailleurs à remarquer que cette peur n'était pas sans fondement, et il n'y a qu'à lire la correspondance de J. Raimond pour se convaincre que les ambitions des mulâtres allaient assez loin. Il reproche en effet à ses amis de Saint-Domingue leur attachement à l'Ancien Régime et leur peu d'intérêt pour les Assemblées qui sont pourtant le plus sûr instrument de leur domination sur l'Ile (2).

Lorsque le ministère feillant tomba sous les coups de ses adversaires, le 10 mars 1792, il devint tout de suite évident que le système colonial allait subir une fois de plus un remaniement complet (3). Et, de fait, le 4 avril suivant, une Loi Nationale nouvelle annulait le décret constitutionnel du 24 septembre 1791 (4), donnait aux gens de couleur et nègres

(1) Les Arch. Nat. regorgent de détails sur tous ces points, voir notamment Dxxv, 83 et 13.

(2) Lettre de J. Raimond à ses amis de Saint-Domingue, du 18 juin 1792. Arch. Nat. Dxxv, 13.

(3) Lire à nos Pièces Justificatives (X) une lettre de J. Raimond, fort intéressante à ce sujet, et datée, par erreur, du 15 avril 1792 (au lieu du 15 mars probablement).

(4) Pour le texte de la Loi, voir Arch. Parl. XL, 577 et suiv.

libres les mêmes droits politiques qu'aux blancs, exigeait une réélection, plus conforme à l'équité, des assemblées coloniale et paroissiales, selon les Instructions de mars 1790 remises en vigueur. Pour l'application de la Loi nouvelle, il était pourvu à la nomination de trois nouveaux Commissaires Civils, ayant tous pouvoirs dictatoriaux, et soutenus par une force militaire suffisante (1).

Seul, le paragraphe final contenait quelques concessions pour les colons, puisque l'esclavage y était encore maintenu, et la législation, sur ce point, laissée aux assemblées coloniales.

Les procès-verbaux de la Législative, relativement à l'état des personnes dans les colonies (2), révèlent toute une discussion au sujet de ce qui est appelé *la classe intermédiaire entre les Français libres et les personnes non libres* (il n'est jamais question d'esclaves) (3), c'est-à-dire les hommes de couleur et nègres libres. L'Assemblée voulait bien laisser aux colonies elles-mêmes l'initiative de leur liberté, mais devant tant de troubles, causés par l'incertitude où elles se trouvaient de leur état politique, elle s'était vue obligée de le fixer elle-même par cette Loi du 4 avril qui, ainsi que l'exprima à Saint-Domingue un des Commissaires, Roume, devait mettre fin à la dispute.

La séance du 21 avril ne fut pas moins intéressante (4), les hommes de couleur résidant en France ayant été admis à la barre, pour remercier l'Assemblée Nationale de son dernier

(1) Extrait de la loi du 4 avril : « L'Assemblée Nationale reconnaît et déclare que les hommes de couleur et nègres libres doivent jouir, ainsi que les colons blancs, de l'égalité des droits politiques.

« ... Les hommes de couleur et nègres libres seront admis à voter dans toutes les Assemblées paroissiales et seront éligibles à toutes les places, lorsqu'ils réuniront d'ailleurs les conditions prescrites par l'article IV de l'Instruction du 28 mars. »

(2) Arch. Nat. Dxxv, 59.

(3) A cause des violences de la révolte, sans doute, et surtout pour respecter les droits de propriété des grands planteurs.

(4) On trouvera un extrait du procès-verbal à nos Pièces Justificatives (XI).

décret en faveur de leurs frères des colonies, et pour promettre le rétablissement de l'ordre dans les Antilles.

Il va de soi que les colons ne voyaient pas ces choses du même œil, et que dès le début ils considérèrent la mesure nouvelle comme une condamnation à mort. Le Ministre de la Marine lui-même, Bertrand de Molleville, était absolument navré, et voyait dans tout cela la perte certaine non seulement de Saint-Domingue, mais de la Martinique et de la Guadeloupe aussi bien. Toutefois, le parti qui venait maintenant au pouvoir, avec tout son optimisme, se souciait peu de ce que pouvait penser Bertrand de Molleville, qu'il désirait remplacer le plus promptement possible par un Jacobin, ce qui fut fait quelques jours après (1). Il devenait déjà très dangereux de s'opposer aux vues du nouveau parti, et durant la séance du 4 avril, personne, dans la minorité non jacobine, n'avait osé élever la voix (2).

L'Assemblée n'en allait pas moins continuer de recevoir, de Saint-Domingue, nombre de rapports et de mémoires sur ce qui se passait là-bas, avant qu'on y eût appris le changement survenu : sans parler des considérations que M. Leborgne, secrétaire de la Commission Nationale Civile, lui envoyait le 25 avril, au sujet de l'insurrection des noirs et de ce qu'il en fallait penser. Il s'y exprimait en termes précis, qui durent donner matière à réflexions aux législateurs de Paris sur l'accueil qui serait fait dans l'île à leur nouvelle Loi (3).

A Saint-Domingue, et dans la population blanche, c'était en

(1) C'est Lacoste qui le remplaça.

(2) Arch. Nat. Dxxv, 62 et 79.

(3) « ... On sait néanmoins l'influence que les Amis des Noirs ont eue pour faire rendre le décret du 15 mai, et l'intérêt qu'ils prennent aux hommes de couleur libres, mais on n'impute que vaguement à leurs écrits la Révolte des Esclaves. D'ailleurs les motifs qui ont animé ces révoltés pour se porter à des horreurs dont le récit glace d'effroi.... sont bien opposés aux principes connus des Amis des Noirs et les justifient pleinement à cet égard.

« Si jamais cependant ils ont voulu s'intéresser à la cause de l'humana-

effet la rage et le désespoir (1), et Blanchelande, qui se savait déjà « suspect » à l'Assemblée Législative, se refusa à donner à son nouveau Ministre même son opinion sur la Loi (2).

Parmi les mulâtres, au contraire, la joie était vive, aussi grande qu'était complet le désarroi des colons. Et même le Commissaire national Roume, qui avait toujours détesté le décret de septembre, se montra content de ce qu'on eût enfin accordé l'égalité complète aux hommes de couleur et nègres libres, ainsi que le montrent assez les diverses lettres qu'il écrivit aussitôt aux municipalités de l'île. Sans doute l'esclavage subsistait, mais avec plus de considération déjà pour les esclaves, et on pouvait tout attendre des progrès de l'idée en marche (3).

Il est d'ailleurs à noter que l'opinion, là-dessus, ne se faisait pas aussi rapidement que dans l'esprit de quelques idéalistes, puisqu'une lettre de Roume lui-même, à la date du 11 juillet 1792, nous apprend que les conférences qu'il a eues avec les chefs des nègres révoltés l'ont convaincu du fait qu'ils désirent vivement le retour des colons leurs maîtres, et qu'ils considèrent le droit de propriété comme sacré. Sans doute la crainte de servir sous les mulâtres les tenait-elle plus que toute autre chose en révolte.

Et cette révolte continuait... Nous avons là-dessus un réquisitoire de Larchevesque-Thibaud (4), procureur syndic de la commune du Cap, qui donne les détails les plus intéressants sur le mouvement, bien qu'il faille se tenir en garde contre les

nité souffrante, pour assurer le sort de cette classe d'hommes, les excès dans tous les forfaits commis par ces cannibales sont bien propres à attédier le courage de leurs défenseurs et à démontrer aux Amis des Noirs, par expérience, que la Nature semble aussi destiner l'Africain à porter des fers, et que les rompre avec trop de précipitation, c'est en faire un assassin.... ou devenir son complice. » Arch. Nat. Dxxv, 1.

(1) Voir aux pièces Justificatives (XII) une lettre fort instructive d'un habitant de Saint-Domingue à J. Raimond.

(2) Arch. Nat. Dxxv, 46.

(3) Arch. Nat. Dxxv, 1. On trouvera également, à nos Pièces Justificatives (XIII), un extrait d'une lettre du Commissaire Roume à Larchevesque Thibaud.

(4) Voir à nos Pièces Justificatives (XIV) un extrait de ce réquisitoire.

opinions politiques qui ont provoqué certaines considérations. Pour Larchevesque-Thibaud, en effet, la révolte des noirs est menée par les contre-révolutionnaires, qui espèrent ainsi, en ruinant une des plus riches colonies de la métropole, forcer la France à y rétablir l'Ancien Régime. Il remarque, à ce propos, que c'est surtout depuis 1791 que ces soulèvements ont eu lieu, et il les rattache à la fuite du Roi à Varennes, — sous prétexte qu'on ne vit rien de tel lors de la Déclaration des Droits de l'Homme en 1789. Il en voit une autre preuve dans ce fait que les blancs qui ont joué un rôle politique dans les assemblées populaires récentes, sont sûrs d'être exterminés quand ils tombent entre leurs mains, alors que si c'étaient les philanthropes, comme on le dit, qui les avaient incités à la révolte, ils respecteraient ceux qui représentent l'ordre nouveau... A ses yeux, les esclaves sont uniquement les jouets des royalistes.

. .

Toutefois, la situation des colons était bien différente de ce qu'elle était encore un an auparavant, et la plus élémentaire prudence leur conseillait de se soumettre. Ils paraissaient accepter le décret, bien contre leur gré, lorsque la deuxième Commission civile, toute jacobine celle-là, débarqua, avec 6.000 hommes de troupes dans le port du Cap, le 18 septembre 1792. Le pouvoir des Commissaires Sonthonax, Polverel et Ailhaud avait été encore amplifié par un décret supplémentaire du 15 juin, et, tout-puissants, la seule tendance de leur caractère pouvait les incliner à la modération ; or, ils avaient été choisis avec le plus grand soin et n'étaient nullement modérés.

Des trois, Polverel était le mieux disposé pour les colons. Sonthonax appartenait à cette catégorie de jacobins que l'on appelait les « enragés », et qui, dans la Convention, devaient former le parti des Montagnards. Certains prévoyaient déjà, bien avant sa proclamation d'août 1793, qu'il demanderait l'émancipation des esclaves ; mais, jusque-là, il ne laissait

rien voir de ses intentions futures, et il se tint d'abord dans les limites de sa mission.

Il semble que pour mieux gouverner Saint-Domingue, les nouveaux venus aient d'abord cherché à diviser les blancs, car ils se montrèrent dès le début favorables aux petits blancs, lesquels allaient former, sur le modèle des sociétés jacobines de France, une association politique connue sous le nom d'*Amis de la Constitution* (plus tard *Amis de la Convention*); ce ne sera qu'un élément de troubles et d'émeutes, en un moment et dans un lieu où il n'y en avait déjà que trop.

L'attitude des Commissaires vis-à-vis des autorités se fit tout de suite agressive, et Blanchelande fut promptement expédié en France comme prisonnier et suspect (1), puis, le 12 octobre 1792, ce fut la dissolution de l'Assemblée coloniale.

C'est que l'Assemblée Coloniale avait toujours mis la plus grande lenteur à exécuter ce qu'on attendait d'elle en fait de mesures libératrices, et elle en mettait maintenant plus que jamais. Déjà en mars 1792, la première Commission, répondant à des attaques, avait arrêté les termes d'une adresse aux colons de l'île, « dans laquelle il sera prouvé péremptoirement que les Commissaires ont travaillé constamment au but essentiel de leur mission, en rappelant tous les bons citoyens à la soumission aux Lois et aux autorités constitutionnelles, et qu'enfin dans toute leur correspondance ils ont constamment prêché, dit et répété, qu'à l'Assemblée Coloniale seule appartenait le droit de prononcer sur l'état des personnes non libres et sur l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, que ce droit lui a été reconnu par le Corps Constituant et sanctionné par le Roi, que c'est un droit que personne ne peut lui contester, qu'ils ont soutenu, et qu'ils soutiendront toujours avec courage et fermeté, que c'est en s'expliquant clairement aux hommes de couleur qu'ils sont parvenus à obtenir des adresses, par lesquelles ils paraissent se conformer

(1) Arch. N^t. Dxxv, 46-47. — Il devait être guillotiné en avril de l'année suivante.

à ce que statuera l'Assemblée sur leur état politique (1) ». Mais tandis que les Commissaires, sur les moindres témoignages qui leur étaient venus de la bonne volonté et de l'attachement des gens de couleur ou des noirs libres, dans la ville du Cap par exemple, ainsi que dans quelques districts où ils avaient donné des preuves réelles de leur bon vouloir pour la chose publique, envoyaient aussitôt des lettres de satisfaction « au nom de la Nation, de la Loi, et du Roi », pour les inviter à conserver toujours les mêmes sentiments et à ne pas se laisser gagner par l'amertume ; tandis que Roume, qui montrait sur ce point plus de jugement que ses collègues Mirbeck et Saint-Léger, les encourageait le plus possible dans ce sens (2), l'Assemblée Coloniale semblait déjà se complaire à empêcher tout ce qu'ils proposaient.

Il n'était point cependant jusqu'aux assemblées provinciales qui n'aient cherché à la persuader de tout le mal qu'elle faisait en refusant de donner une constitution et des lois enfin stables à la colonie. Mais c'était en vain qu'on cherchait à vaincre tant de préjugés séculaires et d'entêtement, qu'on se basait même sur l'Edit de Louis XIV de 1685 (3) ; l'Assemblée Coloniale restait aveugle et sourde, et on peut bien dire qu'elle perdait de vue le salut de la colonie dans sa ténacité à ne rien vouloir céder.

Aussi les plaintes, de la part des mulâtres qui auraient dû se voir favorisés par la nouvelle loi, pleuvaient-elles, maintenant comme quelques mois auparavant (4) sur les Commissaires, qui entendaient faire respecter les décisions de la Législative. A bon droit, les hommes de couleur voulaient profiter de leur liberté, et ils finissaient par s'organiser fortement dans ce but, se faisant nommer dans les bureaux de police, offrant leurs services, parfois fort utiles, aux différentes municipali-

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

(2) Voir à nos Pièces Justificatives (XV) une de ces représentations de Roume à ses collègues.

(3) Voir à nos Pièces Justificatives (XVI).

(4) Voir à nos Pièces Justificatives (XVII).

tés, surtout pour réduire l'insurrection des esclaves, insurrection qu'ils ne voyaient nullement avec plaisir, la plupart d'entre eux étant des propriétaires (1), qui pas plus que les blancs ne goûtaient l'insubordination de serviteurs jusque-là dociles. En maints endroits ils demandaient l'autorisation de s'assembler pour nommer des officiers, et marcher ensuite contre les « brigands » révoltés qui tenaient la brousse, et, comme nous le voyons par les procès-verbaux de l'Assemblée de Saint-Marc, ils aimaient à signer leurs pétitions des mots : *les citoyens de couleur* (2). Leurs sentiments et leur attitude n'avaient rien que de fort naturel. Dès leur installation à Saint-Domingue, les premiers Commissaires avaient pu remarquer cette bonne conduite et cette bonne volonté indéniable de leur caste, et, en pleine révolte (3), alors que dans la province du Nord on combattait cette révolte en promettant aux rebelles une amnistie générale (4), les « Commissaires du Roi » comme on les appelait encore quelquefois dans l'île par une vieille habitude, avaient pu écrire : « Nous devons ajouter que les hommes de couleur et nègres libres du Cap qui ont été admis dans les différents corps patriotiques et de ligne, se sont comportés de manière à démontrer aux blancs leur entier dévouement (5). »

(1) A la veille de la Révolution, les mulâtres formaient le tiers des propriétaires terriens, et possédaient le quart des plantations. (Déclaration de Raimond devant l'Assemblée Constituante, le 4 mai 1791, reportée dans le *Moniteur*, VIII, 399.) C'était d'ailleurs un fait reconnu qu'ils étaient beaucoup plus cruels que les blancs pour leurs esclaves.

(2) Procès verbal des travaux de l'Assemblée de Saint-Marc, 12 déc. 1791. — Arch. Nat. Dxxv, 4-13 D.

(3) Au 20 février 1792, les Commissaires Nationaux comptaient déjà à 180.000 le nombre des nègres révoltés.

(4) La proclamation des Commissaires Nationaux Civils sur l'amnistie générale est datée du 6 décembre 1791, et s'adresse « aux colons, habitants et citoyens libres, hommes de couleur et nègres libres de la partie française de Saint-Domingue », mais point aux esclaves, comme le demandait Roume (qui, de tous les Commissaires venus en succession dans l'île, paraît avoir été le plus favorable à leur revendication), ainsi qu'il appert de l'état des pièces originales envoyées au Ministère de la Marine et des Colonies par la Commission Nationale Civile déléguée à Saint Domingue Roume allait revenir à la charge quelques jours plus tard. On trouvera son projet de proclamation à nos *Pièces Justificatives* (XVIII).

(5) Arch. Nat. Dxxv, 4-13 D.

A bien plus forte raison, tout ceci pouvait-il se répéter à présent, quand légalement la position des mulâtres s'était aussi considérablement améliorée.

Que le club Massiac continuait sa politique, jusque dans l'Ile, nous en avons une preuve dans sa correspondance avec « Messieurs les Membres de la Municipalité de Port-au-Prince » (1), et ces lettres ne devaient certes pas apaiser les sentiments des colons français qui tâchaient encore de garder le pouvoir. A ne lire que celle du 2 juin 1792, nous devinons entre ces colons et l'Hôtel de Massiac un accord et une harmonie complets dans la résistance à opposer au Décret d'avril, malgré certains reproches que la municipalité avait faits au club, et que le club réfute d'ailleurs. Il était question à ce moment-là de nommer un autre gouverneur pour l'Ile, et on parlait à Paris d'un certain M. Collot, pour remplacer M. de Maillé; ceci toujours en conséquence des événements qui avaient appelé les Jacobins et les « négrophiles » au pouvoir, puisque ledit M. Collot était un des membres les plus zélés du fameux club, et de « cette secte anti-sociale », les Amis des Noirs. Un décret comme celui du 24 avril 1792, déclarant que les gens de couleur et nègres libres sont égaux en droit aux blancs, « devait amener le choix de M. Collot », pensait-on à l'Hôtel de Massiac! « Nous ne désespérons pas cependant encore de déjouer nos perfides ennemis, entraînés par les principes populaires qu'ils persistent à vouloir faire adopter dans la colonie, tout intimement persuadés qu'ils sont que leur seule manifestation suffit pour produire la dissolution totale de Saint-Domingue ».

Ce ne fut cependant pas Collot, mais d'Esparbès qui fut envoyé avec la seconde Commission civile. Le club en aver-tissait ses correspondants par sa lettre du 30 juin.

(1) Arch. Nat. Dxxv, 87; lettres des 2 et 30 juin 1792.



Les nouvelles qui maintenant allaient parvenir à l'île, c'étaient celles de la journée du 10 août à Paris, avec ses multiples et terribles incidents, invasion des Tuileries, déposition de Louis XVI, appel d'une nouvelle Assemblée. Tout cela bouleversa les Royalistes, et remplit de terreur les cœurs des modérés, car chacun des événements de la Révolution avait sa répercussion dans l'île infortunée, et on en pouvait attendre une grave de cette journée tragique : la foule de Paris suivait les Jacobins, celle du Cap, faite de petits blancs, aussi.

Nous avons vu que les Royalistes étaient très forts à Saint-Domingue, et ils enviaient le sort des Martiniquais, chez qui le régime royaliste avait été réinstauré depuis deux ans. Ils auraient été contents de pouvoir, de nouveau, chasser les Commissaires. A la suite d'une échauffourée locale du Cap, le 17 octobre, ceux-ci se virent obligés de prendre des mesures rigoureuses s'ils ne voulaient pas être débordés. Les chefs militaires royalistes, ou soupçonnés de l'être, furent expédiés en France selon l'habitude qui commençait à prévaloir ; les jeunes officiers subalternes jetèrent au vent leur commission et quittèrent la partie française de Saint-Domingue pour la partie espagnole, qui ne demandait pas mieux que de leur donner asile ; et sans doute les Commissaires étaient dès lors débarrassés d'ennemis bien remuants (1), mais le désordre dans l'armée de Saint-Domingue n'améliora en rien une situation déjà assez fâcheuse. Il est vrai que le général Rochambeau (2) allait bientôt débarquer, avec 2.000 hommes de renfort, pour essayer de réduire les nègres rebelles dont personne ne venait à bout, mais Sonthonax avait déjà organisé une véritable dictature à son profit, et il ne lui facilita pas les choses.

Polverel et Ailhaud étaient, en effet, partis pour la pro-

(1) Voir Arch. Nat. Dxxv, 4, 47, 56 ; et aussi Garran-Coulon, t. III, 176-194, qui a été très mêlé à toute l'histoire de cette époque, mais qui n'a pas toujours gardé l'impartialité nécessaire.

(2) Fils du fameux général de l'Indépendance des États-Unis.

vince de l'Ouest, laissant Sonthonax seul maître de la Plaine du Nord, qui paraissait maintenant plus calme. Dans l'Ouest, un violent mouvement contre-révolutionnaire se dessinait, que les deux autres commissaires pensaient encore pouvoir étouffer. Ces contre-révolutionnaires, si nous en croyons un mémoire non daté et non signé des Arch. Nat., qui corrobore de nombreuses correspondances de cette période (1), voulaient se venger de l'abandon dans lequel la France torturée semblait laisser leur Ile, pour perdre la colonie et la rendre impossible à la domination française et républicaine. Sans doute, pour cela, il leur fallait gagner les mulâtres et soulever ceux des noirs qui ne l'étaient pas encore; gagner les mulâtres ne leur paraissait pas difficile, ceux-là montrant toujours de la bonne volonté quand on les traitait bien, et il suffirait de jouer avec leur vive imagination, de leur promettre l'exécution de l'Edit de Louis XIV, et un dédommagement au delà de leurs espérances, comme, par exemple, de leur abandonner le pillage des biens qu'ils envahiraient... Se faire des amis des nègres n'était pas plus compliqué, pour peu qu'on voulût vraiment s'en donner la peine; le meilleur argument, avec eux, serait que le blanc avait détrôné son Roi, et que puisque le Français se voyait dépourvu de chef, l'Africain n'avait plus de maître (2).

On pense si, sur ce programme, les succès furent rapides, et aisés. Les colons aristocrates, toutefois, s'effrayèrent vite de leur jeu, car ils ne voulaient nullement, pour leur compte, abandonner leur colonie et leurs terres, mais seulement mettre l'Ile en guerre contre le gouvernement. L'incertitude régnait partout; on aurait voulu un retour de l'Ancien Régime, ou alors l'arrivée des Anglais ou des Espagnols.

*
* *

Mais l'ordre ne régna pas au Cap sous la dictature de Son-

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

(2) Nous donnons à nos Pièces Justificatives (XIX) un extrait de ce mémoire.

thonax, et ses déportations nombreuses et ses exactions de tous genres, qu'il poursuivait malgré toutes les exhortations de ses collègues à plus de prudence et de sagesse (1), firent qu'on se lassa de ses violences. Or, à l'horizon et en plus d'une crise diplomatique avec l'Espagne, une guerre avec l'Angleterre devenait de plus en plus menaçante.

Et à la fin, et après avoir favorisé les mulâtres sans jamais donner une pensée au sort des esclaves, voici qu'il fallait faire volte-face, et demander à la Convention de se hâter de légiférer là-dessus, si on voulait essayer de garder l'Île parmi les possessions françaises. Après tout, une législation nouvelle ne semblerait qu'une conséquence de la loi du 4 avril... Six mois plus tard, sans y être aucunement autorisé, et en dépit des remontrances de Polverel, Sonthonax proclamera la liberté de tous les noirs dans cette province du Nord, car, chez lui, l'action suit rapidement la pensée. Certainement, il n'aurait pas attendu six mois pour en venir à cette décision s'il était resté au Cap, mais il dut à son tour partir brusquement pour l'Ouest, sur les instances de Polverel, une véritable explosion de mécontentement ayant éclaté à Port-au-Prince.

Ailhaud avait été envoyé par Polverel dans la province du Sud, et, d'ailleurs, n'y arriva jamais, — le pauvre homme, les nerfs fort éprouvés, ayant préféré voguer vers la France, où la Convention, après l'avoir sévèrement mis en accusation pour désertion de son poste, devait finir par ne plus s'occuper de lui (2).

Néanmoins, sous les deux dictateurs qui lui restaient, l'Ouest ni le Nord n'osèrent plus respirer. Fidèles à leurs principes, Sonthonax et Polverel s'appuyaient sur les mulâtres et s'en étaient fait une armée très solide.

(1) Voir aux Arch. Nat. Dxxv, 12, cet échange de correspondance, parfois peu amène, entre les commissaires.

(2) Voir, pour son procès, Arch. Nat. Dxxv, 12.

Le Sud dans tous les cas leur échappait encore, et ils allaient tous deux s'y rendre enfin quand ils furent d'urgence rappelés au Cap (1) que Sonthonax avait laissé pourtant presque tranquille sous le général Laveaux.

C'est qu'on avait appris, le 8 mars 1793, l'exécution du Roi, et la « commotion » était telle, dans cette ville sans cesse électrisée, que seules des patrouilles doublées purent maintenir un semblant de soumission. Dix jours plus tard, on apprenait que la guerre avec l'Angleterre était commencée !

Le 7 juin, la situation était parfaitement affolante, lorsque le nouveau gouverneur, Galbaud, arriva de France. Ce pays avait, en effet, déclaré la guerre à l'Angleterre le 1^{er} février, à l'Espagne le 7 mars, et cela ne laissait pas de mettre Saint-Domingue dans une position des plus périlleuses.

Galbaud, dont la femme était créole, et qui semble avoir mieux compris le pays que les Commissaires ne pouvaient le faire, trouva toutes choses dans un état affreux d'incurie, de désordre et de désorganisation. Il chercha avant tout, avec l'aide de sa femme, à rassurer la population, épouvantée par tous ces cataclysmes politiques ; mais il ne manqua pas de soulever, ce faisant, le mécontentement et la jalousie des Commissaires, qui, après une vive altercation, s'empresèrent, le 10 juin, de le renvoyer en France. Vengeances et déportations reprenaient déjà de plus belle, quand une émeute s'ensuivit dans le port, les marins refusant de laisser partir Galbaud et le ramenant en triomphe. Cela devint une bataille, où les blancs se battaient pour Galbaud, les mulâtres et les noirs pour les deux Commissaires... Obligés de reculer et de fuir dans l'intérieur des terres, les Commissaires ne trouvèrent pas mieux que de lâcher sur la malheureuse ville les « brigands » de la Plaine, toujours insoumis, après leur avoir promis pillage et liberté. Ces esclaves révoltés mirent le feu au Cap, et Galbaud, voyant la situation intenable et vraiment

(1) Consulter la correspondance de Laveaux à Sonthonax. Arch. Nat. Dxxv, 49.

désespérée, s'embarqua pour les Etats-Unis, suivi de tous les bateaux qui pouvaient tenir la mer, et qui ne contenaient pas moins de 10.000 réfugiés (1).

Fidèles à leurs promesses, les Commissaires laissèrent faire les noirs. L'entière responsabilité du désastre retombe sur eux, car non seulement ils n'agirent pas pour les arrêter, mais encore ils refusèrent de laisser agir les officiers qui auraient pu maîtriser la populace. Pendant quatre jours et quatre nuits, à partir de l'aube du 21 juin, l'incendie fit rage, détruisant cette ville riche et fameuse, qui avait été la gloire des colonies françaises.

En apprenant un tel désastre, toute la population blanche de l'Île voulut partir, ne voyant plus que menace de mort à rester plus longtemps. Quantité de réfugiés passèrent la frontière espagnole, et par chaque départ de bateaux, il en partit aussi pour les États-Unis et pour l'Europe. L'attitude des Commissaires, en cette affaire, avait fait horreur aux soldats eux-mêmes qui désertèrent chez les Espagnols, lesquels crurent dès lors, avec l'aide des leaders nègres royalistes, pouvoir profiter du moment pour s'emparer de la partie française de l'Île (2).

Les Commissaires, en effet, avaient tenu leur parole et rendu la liberté à ceux des noirs qui les avaient défendus, mais cette liberté fut par certains regardée comme de peu de prix quand leurs deux plus grands chefs, Jean-François et Biassou, se laissèrent gagner à prix d'argent par l'Espagne, et entrèrent à son service avec 30.000 de leurs Africains; il put paraître aux autres qu'il valait mieux faire comme eux (3). La contre-révolution se fit plus que jamais active, et tandis

(1) La documentation des Arch. Nat. est là-dessus énorme; consulter les comptes rendus de Galbaud et de quelques officiers, Dxxv, 43, 48; la correspondance des commissaires, Dxxv, 5, 6, et celle de plusieurs réfugiés, Dxxv, 79, 84.

(2) Voir la correspondance de Sonthonax à la Convention, Arch. Nat. Dxxv, 5 et 80.

(3) Arch. Nat. Dxxv, 59.

que la frontière était menacée, le Sud allait livrer ses ports aux Anglais (1).

*
* *

Polverel était reparti pour l'Ouest. Sonthonax groupa autour de lui les nègres qu'il avait décidés à servir la République en leur promettant la liberté, par ses deux proclamations du 21 et du 22 juin; il s'entourait maintenant de noirs, leur donnant les plus hauts grades dans l'armée, et les mulâtres, que d'abord il avait traités avec une préférence marquée, étaient loin de se montrer satisfaits de cette volte-face.

Dès le 29 août 1793, il allait proclamer la liberté de la population noire de cette province du Nord si bien dévastée, mais il sentit en même temps la nécessité de justifier son attitude envers les petits blancs, puis envers les mulâtres, qu'il avait tour à tour soutenus et abandonnés. Précédée d'un bonnet rouge au bout d'une pique, la proclamation allait être lue dans chaque commune de la province, et une délégation envoyée à Paris, pour demander la ratification de la Convention, — car Sonthonax avait comme toujours agi sans ordres, et, disait-il, sous la pression de la nécessité.

Toujours dans l'Ouest, qu'il ne parvenait pas à pacifier,

(1) Extrait d'une protestation des colons de Saint-Domingue :

« Tous les grands mouvements de l'Empire ont été répétés à Saint-Domingue : l'arrestation de Louis XVI à Montmédy fut le signal de l'incendie de la partie du Nord, de la révolte générale des hommes de couleur, et de l'assassinat d'une partie des citoyens attachés à la Révolution; la journée préméditée du 10 août fut répétée à Saint-Domingue par l'incendie de la province du Sud, la révolte des esclaves de cette partie, et un mouvement presque général des hommes de couleur en faveur de l'ancien gouvernement; la déclaration de guerre à l'Angleterre vient d'être signalée par le siège de Port-au-Prince, l'incendie du Cap, les déportations les plus arbitraires, enfin par la même menée (?) contre-révolutionnaire; les Polverel, Sonthonax et Delpètre, ces agents du ministère britannique usurpant le pouvoir législatif français, se font aujourd'hui un rempart des esclaves qui depuis 1791 ont été continuellement entretenus dans la révolte, au mépris des lois du 13 septembre 1791, et du 4 avril 1792. La conséquence de cette lutte sera la perte des colonies et l'anéantissement de la marine française. »
Arch. Nat. D xxv, 59.

Polverel fut plus que jamais furieux et alarmé d'une telle mesure, mais il sentit qu'elle était irrévocable désormais, et à son tour il se vit bientôt forcé de proclamer l'émancipation dans l'Ouest et le Sud, toutefois avec certaines réserves (1).

Cependant, cette proclamation même ne mettait pas fin aux embarras de Sonthonax, car elle ne parvenait pas à rallier tous les nègres à l'idée de la République, qui les déroutait extrêmement. Elle donna lieu au contraire à de nouveaux désordres, Jean-François et Biassou, maintenant généraux au service de l'Espagne, réclamant un roi à tout prix, parce que, arguaient-ils, « depuis le commencement du monde nous avons obéi à un Roi ». Puis, les « sauveteurs » des Commissaires, qui avaient pillé le Cap, sitôt leur butin ramassé n'avaient rien eu de plus pressé que de franchir la frontière pour reprendre la vie libre et insouciante de la brousse des montagnes et s'enrôler dans l'armée espagnole.

Or, quelques districts jusque-là avaient continué les travaux de culture; mais à partir de ce moment les nègres refusèrent partout de travailler, et les conditions économiques s'aggravaient à mesure que l'insubordination gagnait du terrain. Sonthonax lui-même en vint à se trouver en danger. Les Anglais ayant choisi cet instant pour débarquer, ils furent reçus avec joie par les ennemis des noirs, c'est-à-dire par les mulâtres et par ce qui restait de blancs. Depuis longtemps en effet l'aide anglaise était un espoir tenace, contre la Révolution et les mesures qu'elle avait préconisées. Le gouvernement

(1) Extrait d'un mémoire émanant de Saint-Domingue :

« Polverel et Sonthonax voient alors la perte assurée de Saint-Domingue. Un seul espoir leur reste, celui de prononcer la liberté générale des Africains, liberté déterminée par la scélératesse des blancs à livrer leur pays par leurs cruautés et injustices. Les commissaires voient dans la liberté accordée aux nègres deux avantages : celui d'opposer aux Espagnols, Anglais et émigrés des hommes qui sauront se battre pour défendre le précieux don que la nature accorde à tous les hommes, et cette liberté sans laquelle la vie n'est que pesant fardeau; celui d'anéantir des ennemis que l'ambition dirige, qu'arme la scélératesse et que la honte et le désespoir moissonneront. » Arch. Nat. Dxxv, 59.

n'avait pas manqué d'ailleurs d'en être dûment averti, et dès le décret du 15 mars 1791, Blanchelande, pour ne parler que de lui, en avait fait connaître à Paris.

Déjà le 3 septembre 1793, des confédérés du Sud avaient signé un traité avec le gouverneur de la Jamaïque, qui les faisait passer sous l'autorité de l'Angleterre. Ce gouverneur jugea qu'il ne fallait point perdre de temps, et c'est pour répondre à cet appel qu'il débarqua dans le petit port de Jérémie. Les paroisses voisines se soumirent sans difficulté ; un chef de mulâtres seulement, Rigaud, qui préférait l'indépendance absolue au régime anglais, garda Les Cayes et ses environs.

Ces défections du Sud allaient être suivies d'une autre, plus grave encore. La grande forteresse de Môle-Saint-Nicolas, considérée comme le Gibraltar des Antilles, allait bientôt capituler avec toute sa garnison et son matériel, devant un seul navire anglais qui n'avait pas plus de cent grenadiers à bord, cela sans même tirer un coup de fusil. Et en plusieurs endroits il en fut de même.

Dans l'Ouest, les mulâtres restaient absolument réfractaires à l'émancipation des nègres, que jusqu'à ce jour ils avaient su maintenir sur leurs propriétés par un semblant de soumission. Dans cette province encore, ce sont eux qui appelèrent les Anglais.

Dans le Nord enfin Laveaux, resté seul au Cap, regardait les progrès des Espagnols, qu'avec à peine 700 hommes il n'avait aucun espoir de pouvoir arrêter, — et le désordre et la misère étaient à leur comble, comme en font foi les lettres désolées qu'il envoyait à Sonthonax (1).

Toutes les correspondances de ce temps sont navrantes, tant celles qui viennent de l'île que les lettres et mémoires qui affluaient de Philadelphie, où quantité de colons réfugiés avaient trouvé asile. Tous décrivent ce qu'ils ont vu des insurrections en termes qui ne laissent aucun doute possible

(1) Correspondance de Laveaux à Sonthonax, Arch. Nat. Dxxv, 49.

sur leur horreur ; mais ces réfugiés n'étaient sans doute pas parmi ceux qui, pour rester dans l'île, auraient fait appel à l'étranger, car s'ils blâment les mulins, c'est aux Anglais et aux Espagnols qu'ils imputent tout le mal, comprenant qu'en les appelant on avait fait leur jeu, puisque tout ce qu'ils avaient cherché, c'était de s'emparer de l'empire colonial français, si jaloué. Chose curieuse, ils se plaignent amèrement de la dévastation de leurs propriétés, mais la question de l'esclavage paraît pour eux secondaire, et ils n'en parlent que peu ou point. Elle n'était donc pas l'essentiel de leurs préoccupations après tout, et ce serait là un argument de plus à l'appui de cette idée qui, sans qu'on le veuille, s'affirme de plus en plus à mesure qu'on lit tant de documents, et de si convaincants, — à savoir que la question de l'émancipation des nègres n'avait au fond guère été mûrie et embrassée avec enthousiasme que par quelques enthousiastes, quelques idéalistes tels que Brissot et ses amis, cœurs généreux certes, mais qui n'avaient vu là qu'un problème à résoudre par l'humanité et par la théorie, alors qu'il y aurait fallu toute une préparation préalable. Tout comme la Révolution elle-même, le mouvement anti-esclavagiste a bien été dirigé, pour ce qui concerne Saint-Domingue dans tous les cas, *de Paris*.

..

Mais tout cela, il n'eût pas fallu le dire alors à la barre de la Convention, où les colons réfugiés soit en Amérique (1), soit à Paris, étaient considérés non comme chassés de chez eux, mais comme ennemis de la République, assimilables aux émigrés de la noblesse et du clergé déjà réfugiés à Coblenz. A

(1) Plusieurs milliers de personnes, familles de planteurs *accompagnées de leurs esclaves*, fuyant devant l'insurrection, s'étaient réfugiées aussi à Cuba. Elles en furent du reste expulsées en 1909, quand les hostilités éclatèrent de nouveau entre la France et l'Espagne, et vinrent alors s'établir à la Nouvelle-Orléans, y grossissant considérablement l'élément français. (F. Schell, *L'agonie du français en Louisiane*, Revue de Paris, 15 février 1925).

en croire Leblanc, secrétaire de la Légation de France et Commissaire de la République à Washington, qui dans ses dépêches à la Convention s'insurge de façon véhémement contre toutes leurs démarches, même les plus naturelles et les plus inoffensives pour l'élargissement de plusieurs colons réfugiés aux États-Unis, ils sont payés par le cabinet de Saint-James (1). Or, nous venons de voir qu'un grand nombre d'entre eux n'étaient même pas partisans de l'alliance anglaise, loin de là ; mais tous étaient pour l'ancien ordre de choses malheureusement, et, après tant d'événements douloureux, ils ne voyaient d'autre certitude que la perte des colonies et l'anéantissement complet de la marine française. Devant cette révolte de 1793, tellement plus sérieuse que toutes celles qui l'avaient précédée, certains demandaient au Ministre français accrédité auprès de la République des États-Unis de leur venir en aide, sous forme d'approvisionnements par exemple ; ce serait, remarquaient-ils, une forme de paiement de la dette que les États-Unis avaient contractée envers la France (2).

En France, l'opinion publique se surexcitait inévitablement sur les récits des réfugiés, et la Convention, se rendant compte à la fin que les dictateurs qu'elle avait envoyés là-bas n'y mettaient peut-être pas tout le tact et l'esprit de conciliation désirables et abusaient dans tous les cas de l'autorité qu'elle leur avait confiée, sans savoir la faire respecter, les décréta d'accusation (3).

Dénoncés par tous les éléments de l'Île, pour une fois d'accord, comme les éléments de tout le mal, Sonthonax et Polverel ne se hâtèrent pourtant pas de rentrer, — et ils trouvaient une excuse dans ce fait que depuis le commencement des hostilités avec l'Angleterre, les communications entre Saint-Domingue et la France étaient devenues bien malaisées.

Au fond, les colons, tant à Paris qu'ailleurs, se faisaient

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

(2) Arch. Nat. Dxxv, 59, et plus particulièrement 576-386.

(3) Arch. Parl. XLIX, 39 ; et Arch. Nat. Dxxv, 38.

peu d'illusions sur cette querelle entre Commissaires et Convention, la sentant toute personnelle, toute politique ; ils se savaient considérés par les uns et les autres également comme des « aristocrates de la peau », — selon le mot de Grégoire (1) — des Vendéens d'outre-mer, qui ne rencontreraient que peu de sympathie dans une assemblée à ce point jacobine.

*
* *

Sans se résigner à venir lui-même, Sonthonax envoya trois délégués pour le représenter, — un blanc, un mulâtre, et un nègre, — qui tous trois furent reçus et même fêtés à la Convention Nationale (2) le 3 février 1794 ; le lendemain, la Convention Nationale acceptait le nouvel ordre de choses instauré par Sonthonax à Saint-Domingue, déclarait l'esclavage aboli dans toutes les colonies françaises, et décrétait que tous les hommes sans distinction de couleur, domiciliés dans lesdites colonies, étaient citoyens français et jouissaient par conséquent de tous les droits garantis par la Constitution française. C'était la déclaration, en quelque sorte, des Droits de l'Africain. Le vote, qui fut pris debout, ne fut même pas discuté.

*
* *

L'effet, dans l'Ile, ne fut pas plus heureux que la mesure de Sonthonax ne l'avait été jusque-là. Les mulâtres de l'Ouest ne s'en montrèrent que plus disposés à abandonner la République, et la situation des deux Commissaires, alors à Port-au-Prince (3), empira de jour en jour, les bataillons de mulâtres sur lesquels ils comptaient le plus s'étant brusquement soulevés dans la nuit du 17 mars (4).

(1) Grégoire, *De la noblesse de la peau*.

(2) Voir dans le *Moniteur officiel* ces deux séances des 15 et 16 pluviôse an II (3 et 4 février 1794).

(3) Maintenant appelé « Port-Républicain » ; le mot « prince » était pros crit du vocabulaire de Sonthonax.

(4) Polverel n'en avait pas moins par moments des accès d'optimisme, ainsi qu'on peut s'en rendre compte en lisant le n° XX de nos Pièces Justificatives.

Par un mouvement bien étudié, les Anglais allaient finir par prendre Port-au-Prince le 30 mai, et la ville ne leur résista guère que pour la forme. Les Commissaires n'eurent plus d'autres ressources que de se réfugier auprès du chef de mulâtres Rigaud. C'est peu de temps après qu'une corvette française apparut, apportant un mandat de la Convention, pour arrêter ses deux délégués « réfractaires » et les ramener en France où ils devaient être enfin jugés. Le 12 juin 1794, Sonthonax et Polverel s'embarquaient donc enfin, laissant Rigaud à ses guérillas contre les Anglais. Dans l'Ouest et le Sud, tout paraissait bien désespéré; mais dans le Nord un homme avait déjà paru, qui venait, en ces derniers mois, dans les rangs républicains, d'arracher aux Espagnols une bonne partie de leurs précédentes conquêtes. Cet homme était Toussaint Louverture.

*
* *

Quoi qu'on puisse penser de son caractère, c'est une grande figure que celle de Toussaint Louverture. Né sur une plantation de la Plaine du Nord et non loin du Cap, en 1743, il était fils d'un nègre africain de Guinée et d'une négresse, et n'avait pas une goutte de sang blanc ou mêlé dans les veines. De bonne heure il se montra intelligent et capable, doué d'une personnalité forte qui en imposait à ses compagnons. Il avait commencé par être garçon d'écurie; mais son maître, qui l'appréciait beaucoup, l'éleva au rang de cocher, et il semble qu'on ne lui ait pas refusé le temps de s'instruire.

Il avait déjà quarante-huit ans lors du premier soulèvement provoqué chez les noirs, en août 1791, par les événements de France. Il n'y prit pas part tout de suite, mais à l'automne il suivit les bandes de Jean-François et de Biassou, se montrant tout de suite excellent capitaine, de sorte qu'il passa promptement aux rangs supérieurs de cette armée noire.

Depuis, il avait suivi le sort de ces bandes; autrement dit il était, avec ses chefs, entré au service espagnol au printemps.

Il était déjà un chef lui-même, car il avait remporté plusieurs brillants succès militaires; il avait su, aussi, discipliner son armée, dont il pouvait maintenant faire ce qu'il voulait.

La cause de la République paraissait bien perdue. Toussaint Louverture allait pourtant l'adopter, assez soudainement, car il s'alarmait des progrès qu'il voyait faire à l'Angleterre, amie de quelques blancs. Et, puisque la Convention venait d'abolir l'esclavage, il n'y avait rien à gagner pour les noirs à favoriser une puissance qui, aussitôt maîtresse de l'île, y ramènerait l'état de choses ancien. Du reste il ne pouvait, s'il restait au service espagnol, que demeurer le subordonné de Jean-François, devenu généralissime des forces noires espagnoles, et couvert d'honneurs et de dignités par les Espagnols. Or, Toussaint Louverture avait certainement pris conscience de lui-même et de ce qu'il était capable de réaliser, en ces deux dernières années. Sûrement, son plan d'avenir était prêt, et ce n'est point au hasard ni par caprice que, seul de tous les leaders noirs, — dont pas un jusqu'ici n'avait consenti à marcher avec la France républicaine — il allait se tourner vers les Français, persuadé qu'il ne pourrait être que bien accueilli.

Il le fut en effet, et lorsqu'en avril 1794 Laveaux apprit, dans son abandon, que Toussaint était prêt à ouvrir des négociations, il en eut une grande joie, et ne chercha pas à deviner quelle ambition se cachait derrière ce mouvement. Il ne se doutait point que Toussaint voyait déjà très loin devant lui.

Toutefois, il ne fallait rien brusquer si on voulait réussir; Toussaint demeura jusqu'au 6 mai excellent royaliste avec les Espagnols, qui le couvraient d'éloges, après quoi, massacrant les soldats espagnols qui servaient sous ses ordres et qui ne l'auraient pas suivi, il passa aux Républicains français avec tous ses noirs.

Les Espagnols parurent tout à fait dérouterés par ce coup imprévu, et ils évacuèrent presque complètement la province du Nord. Ceci allait permettre à Toussaint de porter son atten-

tion ailleurs et d'entreprendre la lutte contre les Anglais, en sorte que l'année 1794 fut en somme assez favorable aux Républicains.

L'année suivante fut aussi presque tout entière une campagne contre l'Angleterre, car les Espagnols demeuraient sur la défensive; et, du reste, ils avaient entrepris des négociations avec la France. A la paix de Bâle, en septembre, l'Espagne cédait à la France sa partie de l'île, tout en y demeurant jusqu'à ce que la République fût en position de défendre son nouveau territoire. Mais l'Angleterre s'était résolue à un grand effort pour conquérir enfin Saint-Domingue. Cependant le général mulâtre Rigaud s'était allié avec Toussaint Louverture, et à eux deux ils battirent magistralement le général Howe.

Depuis la destruction du Cap, en juin 1793, c'était fini de la domination des blancs. Sous la règle de fer de Rigaud, le Sud était mulâtre. Dans le Nord, les noirs étaient fort supérieurs en nombre, mais ils étaient peu développés, — et pour cause, personne n'ayant jamais songé à leur éducation, — et ils manquaient d'organisation et de discipline. Les mulâtres parviendraient-ils à imposer aux noirs leur domination, comme les blancs l'avaient fait autrefois? toute la question paraissait maintenant être là.

Et il faut comprendre que pour grandes que fussent les ambitions des mulâtres, elles s'étaient déjà réalisées dans presque toute l'étendue de deux provinces (1), où l'autorité de Rigaud paraissait bien assise, car il se montrait plus sévère que tout ce qu'on avait vu sous les anciens colons. Mais le pouvoir grandissant de Toussaint, sa supériorité indéniable sur Rigaud, allaient devenir un obstacle formidable pour ce dernier.

Nous l'avons dit, Toussaint Louverture savait voir et prévoir. Par les services qu'il rendit à Laveaux, et à ce qui

(1) Le Sud et l'Ouest.

restait à celui-ci de troupes françaises, il sut porter de formidables coups à la domination des mulâtres du Nord, et partout à la fois; Laveaux, reconnaissant, finit par le nommer lieutenant-gouverneur de l'Île, le 30 ventôse an IV [20 mars 1796] (1), ce qui ne pouvait manquer d'augmenter prodigieusement le prestige de Toussaint parmi les noirs, déjà assez flattés de voir la familiarité de leur vieux chef très admiré envers le jeune général français. Il est à peine besoin de faire remarquer que l'autorité française en était d'autant diminuée (2).

Les choses en étaient là lorsque, le 11 mai 1796, une troisième Commission Civile débarqua au Cap, nommée cette fois par le Directoire (3), pour rétablir cette autorité française si compromise.

De fait, la Terreur avait pris fin au 9 thermidor de l'an II (27 juillet 1794). Un régime modéré l'avait remplacée. Cinq Commissaires cette fois arrivaient, avec une escadre et 3.000 hommes de troupes, qui avaient réussi à déjouer les navires de guerre anglais. Les troupes étaient sous le commandement du général Rochambeau, lequel n'était pas un inconnu dans l'Île, et qui avait sous ses ordres le général Desfournaux, lui aussi une ancienne connaissance des difficultés particulières à Saint-Domingue. De même, trois des Commissaires Civils étaient des familiers, si l'on peut dire : c'étaient Sonthonax, « Le Libérateur de Saint-Domingue », qui avait été acquitté et depuis s'était débarrassé de son extrême jacobinisme, au point d'être maintenant très en faveur avec le Directoire; Raimond, dont toutes les ambitions étaient couronnées par une telle mission, qu'il avait failli

(1) Voir la correspondance de Laveaux au Min. de la Mar. Arch. Nat. Dxxv, 50.

(2) Lacroix (général P. A. de), *Mémoires pour servir à l'histoire de la Révolution de Saint-Domingue* (2 vol., Paris, 1819).

(3) Au pouvoir depuis le 3 novembre 1795.

remplir en 1792, et Roume, l'honnête Roume, enfin (1).

Les nouveaux venus se sentirent tout de suite assez mal à l'aise devant l'autorité indiscutable, et semblait-il indiscutée (2), dont jouissait Toussaint Louverture sur la population, uniquement noire maintenant, comme nous l'avons dit. Il était dès à présent évident qu'il faudrait du tact si l'on voulait garder avec lui de bons rapports. Mais à ne considérer les choses qu'au point de vue français, on ne sut pas mettre assez de fermeté dans ces rapports. Ce fut Sonthonax qui en fut, semble-t-il, la cause, — car il avait pu prendre de la sagesse, mais son ambition restait la même et continuait à déterminer ses moindres actions. Désireux de dominer ses collègues, il pensa ne pouvoir mieux faire que de s'allier pour cela avec Toussaint. Peut-être s'imaginait-il trouver en lui un instrument docile, mais Toussaint était autrement intelligent que lui. Lorsque Rochambeau se permit de protester contre tous les pouvoirs militaires un à un concédés au leader nègre, Sonthonax en revint du coup à ses anciennes méthodes, et réexpédia le général en France sans autre forme de procès. Après cela, personne ne fit plus mine de protester ouvertement.

Les résultats de cette politique étaient inévitables : les noirs, officiers ou fonctionnaires, se montrèrent promptement très insolents devant une indulgence et une tolérance excessives. Dans le Sud, Rigaud était furieux de la faveur que l'on témoignait à Toussaint, à qui il se mit à refuser maintenant toute obéissance, fomentant même un soulèvement; et les jours difficiles recommencèrent.

Giraud, nerveux, repartit pour la France. Leblanc mourut, d'aucuns ont dit empoisonné. Raimond, peu à l'aise dans toutes ces escarmouches, regrettait le temps où, à Paris, il jouissait sans tant de soucis d'une popularité qui, à Saint-

(1) Les deux autres étaient Leblanc, un ancien terroriste, et Giraud, une nul ité.

(2) Voir la correspondance des Commissaires, Arch. Nat. Dxxv, 45; et celle de Laveaux, Dxxv, 50.

Domingue, et au milieu d'autres personnalités plus vigoureuses, se sentait amoindrie. Roume s'était rendu dès son arrivée dans la partie espagnole, qu'il était nécessaire de préparer pour l'arrivée des autorités françaises. Il ne restait plus, pour porter ombrage à Sonthonax, que le général Laveaux (1). Or, la Constitution de l'an III, qui avait déclaré Saint-Domingue partie intégrale de la France, avait en même temps assigné à l'Île un certain nombre de sièges législatifs. Sonthonax eut donc cette idée de génie : envoyer Laveaux en France comme... député de Saint-Domingue ! Toussaint Louverture, à qui il s'en ouvrit en confidence, fut naturellement charmé d'un si beau projet. Il y eut des élections ; le général nègre Michel jura d'incendier une seconde fois le Cap si elles étaient défavorables... Laveaux fut élu à une majorité tout à fait imposante et dut aller siéger au milieu des Cinq Cents.

Pourtant Sonthonax allait bientôt se rendre compte qu'il était à présent lui-même un obstacle sur le chemin de Toussaint Louverture. Celui-ci, une fois tous les autres partis, commença bien vite en effet à le considérer comme peu nécessaire et même gênant pour la réussite de ses projets futurs. C'est pourquoi, un beau jour, Sonthonax se trouva lui aussi « élu » député de Saint-Domingue, et toutes ses intrigues pour tourner un sort si contraire à ses désirs ne servirent de rien : il lui fallut à son tour, et après en avoir embarqué tant d'autres, s'embarquer le 21 août 1797, — très poliment, mais très fermement escorté jusqu'au bateau par Toussaint Louverture en personne.

*
* *

Ainsi, la dernière des autorités françaises avait quitté l'Île.

(1) Laveaux était à Saint-Domingue depuis longtemps. Il connaissait à fond la situation, et chercha sans cesse à l'améliorer. Il exerçait sur toutes choses une surveillance constante, avec l'ordonnateur Perroud (l'ordonnateur remplaçait l'intendant de l'ancien régime). On trouvera à nos Pièces Justificatives (XXI) des extraits de ses Règlements et proclamations, qui constituent un long mémoire de 225 pages.

Pourtant Toussaint n'était pas sans inquiétude sur la façon dont tout cela pouvait tourner encore pour lui, car cette expulsion de Sonthonax pouvait lui être reprochée par le Directoire comme un coup d'État, et c'en était un.

Or, en France, le mouvement de réaction se dessinait de plus en plus et les conservateurs revenaient au pouvoir. Les « aristocrates de la peau », autrement dit les colons blancs, commençaient à pouvoir se faire entendre de nouveau sur les questions coloniales, et jusque dans la législature des voix s'étaient élevées pour demander un retour à l'ancien ordre de choses.

Toussaint Louverture songea donc à envoyer aux Directeurs un ambassadeur, afin d'expliquer sa conduite. Il ne craignit même pas, pour noircir Sonthonax, d'assurer que celui-ci lui avait proposé de rompre avec la France, pour régner conjointement avec lui sur l'Île ! Il va de soi que Sonthonax, dont la fidélité et l'honnêteté étaient connues, put se laver facilement d'une pareille accusation... (1).

L'attitude de Toussaint était de moins en moins celle de la soumission, et avant peu de temps elle devint menaçante. Si bien qu'à la fin mars 1798 le Directoire alarmé, dont les mains restaient trop liées par l'interminable guerre avec l'Angleterre pour qu'il pût rien tenter par les armes dans cette Île lointaine, envoya un homme capable, le général Hédouville, — un des pacificateurs de la Vendée, — pour tâcher, par la diplomatie et avec plus de conciliation que n'en avaient mis les autres envoyés français, de venir à bout de cette Vendée d'un autre genre. Il fallait à présent en finir, on y était enfin résolu.

Hédouville ne débarqua pas au Cap comme l'avaient fait tous ses prédécesseurs, mais dans la partie espagnole de l'Île, afin de conférer avec Roume sur la situation. Sitôt qu'il eut connaissance de son débarquement, Toussaint Louverture montra des dispositions à s'entendre avec les dernières forces

(1) Arch. Nat. AFIII, 210.

anglaises qui restaient à Saint-Domingue ! Les mulâtres restaient toutefois ses ennemis, et Hédouville dut donc s'appuyer sur eux.

Mais Toussaint savait à merveille de quels arguments se servir pour agir sur la population noire, qui le croyait comme un oracle et ne croyait personne que lui : il fit circuler habilement le bruit que Hédouville n'était venu que dans le but de rétablir l'esclavage, et aucune des dénégations de Hédouville ne fut acceptée ; ce fut de nouveau l'insurrection grondante et menaçante dans toute la Plaine du Nord. Hédouville, tout habitué qu'il fût à plus de succès, dut céder, et... repartir pour la France, après tant d'autres qui pas mieux que lui n'avaient pu améliorer une situation si malaisée. Il s'en alla accompagné de tous ceux, blancs, mulâtres et même noirs, qui redoutaient quelque vengeance du terrible Toussaint.

Il n'y avait donc plus maintenant à Saint-Domingue que deux forces en présence, les mulâtres et les noirs, Rigaud et Toussaint Louverture.

Toussaint, cependant, ne se faisait aucune illusion et restait anxieux devant l'avenir incertain ; il avait plus peur que jamais du mécontentement du Directoire après cette nouvelle expulsion sans ménagement. Et du reste, Hédouville avait laissé en partant une proclamation des plus habile, avertissant la population des plans d'indépendance de son leader, qu'il avait aisément devinés, lui faisant craindre une domination toute personnelle désormais, intimant enfin à Rigaud de ne point obéir à Toussaint Louverture ; ceci faisait du chef mulâtre le dernier soutien de la République, et n'allait pas manquer de gêner son adversaire.

Mais la sagacité politique qu'avait déjà montrée le grand leader des noirs ne lui fit pas défaut. Les « élections » habituelles avaient emporté en France jusqu'à Raimond, coupable d'être mulâtre, de n'avoir jamais été partisan de la libération des esclaves, et d'avoir toujours séparé complètement la question de l'esclavage de celle de la liberté politique des hommes de couleur, — au point que, avocat fervent de la cause

mulâtre à Paris, il s'était bien défendu d'être un protagoniste de celle des noirs, faisant ressortir que sa fortune, celle de sa famille et de toute la colonie aussi bien, étaient basées sur l'esclavage ; qu'il était loin par conséquent de conseiller de l'abolir... ceci en pleine période révolutionnaire (1)...

Roume restait, bien que dans la partie espagnole ; et il ne faisait pas de doute qu'il représentait l'autorité française et qu'il était très bon Français. Toussaint s'arrangea pourtant pour prendre sur lui l'ascendant qu'il savait prendre sur les têtes plus faibles que la sienne, et le brave, le faible Roume s'offrit à servir de médiateur entre Toussaint et Rigaud, pour qui il arrangea un rendez-vous à Port-au-Prince (2).

Dans cette entrevue, on demanda à Rigaud de céder sur presque tous les points, de remettre tous les districts de l'Ouest à l'autorité de Toussaint, — ce qui était montrer beaucoup d'exigence puisqu'il n'avait pas été vaincu par ce dernier. Furieux, Rigaud rompit toute négociation.

On n'en approchait pas moins de la fin, et Toussaint se mit à ses derniers préparatifs, si même ils n'étaient faits depuis longtemps. Une campagne contre Rigaud commença, qui ne fut pas victorieuse pour son vieil ennemi, lequel sut cependant agir avec cette promptitude capable de sauver les situations les plus désespérées. Malheureusement, il procéda d'abord par des massacres en masse de la population mulâtre dans la province du Nord, par des tortures épouvantables ; terminant le tout par un bon sermon sur l'obligation chrétienne de pardonner aux ennemis...

Ce fut ensuite au tour du Sud, où la campagne ne fut qu'une série d'horreurs ; on ne faisait prisonniers que ceux que l'on voulait torturer tout à l'aise. Quand les armes mêmes étaient impuissantes on s'attrapait à coups de dents... Dans ces conditions, un adversaire n'a plus d'autre parti à

(1) Lire notamment les lettres de J. Raimond du 30 mai et du 9 novembre 1792.

(2) H. Castonnet des Fosses, *La Révolution de Saint-Domingue*, Paris, 1893, p. 205.

prendre que de céder la place : Rigaud le comprit, et, le 31 juillet 1800, il s'embarquait pour l'île danoise de Saint-Thomas ; son fameux *corps d'élite* mulâtre se retira à Cuba plutôt que d'avoir à se soumettre à un noir (1).

Le 1^{er} août. Toussaint Louverture faisait son entrée triomphale à Les Cayes, et, après un *Te Deum* solennel, il monta en chaire, comme il en avait coutume, pour promettre un pardon général. L'œuvre de « pacification », confiée à son ami Desvallines, consista en une lente extermination des mulâtres...

De toutes les années calamiteuses qu'avait vues Saint-Domingue, celle-là fut la pire, car, à la dépopulation méthodique entreprise dans le Sud s'ajouta bientôt la ruine économique de l'Ouest; des pluies abondantes étaient tombées, entraînant digues et travaux d'irrigation, trop négligés pendant ces dix années de troubles. Et comme il ne se trouvait plus de capitaux français pour réparer ces pertes, la prospérité de cette province prit fin pour toujours (2).

Mais entre temps, au 18 brumaire (3), le général Bonaparte devenait maître de la France. Toussaint Louverture, qui toujours avait su se tenir bien informé des mouvements européens et de leur signification, se rendit compte dès le début qu'il serait plus difficile de tromper Bonaparte qu'il ne l'avait été de jouer le Directoire, et qu'une lutte avec la France devenait de plus en plus inévitable. Il n'avait jamais été partisan des demi-mesures, et découvrit enfin son jeu tout à fait. De nouveaux Commissaires, — une quatrième Commission Civile ! — étant arrivés de France (4), Toussaint avait provoqué une échauffourée ; puis, en quelques semaines, il

(1) P. A. de Lacroix, ouvr. déjà cité ; et G. Roloff, *Die Kolonialpolitik Napoleons I*, Munich 1899, qui a traité le sujet très à fond.

(2) Castonnet des Fosses, ouvr. déjà cité, p. 215.

(3) 9 novembre 1799.

(4) Elle était composée de Vincent, de Raimond de nouveau et d'un général Michel qu'il ne faut pas confondre avec le lieutenant de Toussaint Louverture.

s'était rendu maître de tout le territoire espagnol, entrant dans la capitale de cette partie de Saint-Domingue, le 18 janvier 1801, et aussitôt abolissant les douanes qui, entre les deux parties de l'île nuisaient considérablement à la prospérité matérielle; cette mesure l'aida beaucoup à pacifier ce territoire espagnol, bien que les noirs y fussent particulièrement exécrés.

Il s'était donc posé définitivement en rebelle; il avait avoué ne plus vouloir de la domination de la France et de son Premier Consul.

Il était évident pour lui que s tôt que l'Angleterre ne lierait plus les mains de celui-ci, ses foudres tomberaient sur Saint-Domingue; mais en attendant cette calamité, il travailla activement à se préparer, se montrant aussi bon organisateur qu'il avait été bon stratège, forçant les noirs à sortir de leurs maquis et à reprendre le travail, — un labeur intensif que jamais les colons blancs n'auraient exigé d'eux. Les résultats de tant d'efforts furent extraordinaires, car la prospérité revint (1). Toussaint fut même assez intelligent pour attirer à lui quelques blancs, qui l'aidèrent dans une entreprise bien faite pour paraître risquée. Il ne leur avait du reste jamais témoigné de haine, et avait toujours accueilli les émigrés avec une grande habileté, s'en servant pour l'instruction de ses armées primitives, s'en faisant aider dans ses plans de réorganisation. Son prestige devenait immense. Et il ne supportait aucune révolte, en finissant si rapidement avec les insurgés qu'on savait n'avoir à attendre de lui aucune pitié. Les exécutions étaient sommaires, alors même qu'il s'agissait de membres de sa propre famille.

Bref, à la fin de l'été de 1801, une dizaine de personnes se réunissaient à Port-au-Prince dans le but d'établir une Constitution dominicaine; Toussaint Louverture était nommé Gouverneur à vie (2).

Le nouveau Gouverneur envoya à Paris... le commissaire

(1) Roloff, ouvr. cité (p. 44-46), très complet pour cette période.

(2) Les meilleurs auteurs à consulter sur cette période sont Lacroix, t. II, Roloff et Castonnet des Fosses.

Vincent en personne pour porter ces nouvelles au Consulat.

*
* *

Cependant l'émissaire de Toussaint Louverture n'avait pas atteint son port de destination que la paix d'Amiens, signée avec l'Angleterre le 1^{er} octobre 1801, permettait à Bonaparte d'envoyer 20.000 vétérans de ses armées du Rhin et d'Italie à Saint-Domingue.

Les idées de Bonaparte sur ce que devait être l'empire colonial français n'étaient pas encore fixées au 18 brumaire. Et cet empire colonial français qui avait été si glorieux n'existait pour ainsi dire plus après la Révolution. La Constitution Directoriale de l'an III avait sur ce point maintenu l'idéal jacobin, tendant à considérer les colonies comme assimilables à la France elle-même. Néanmoins, par sa Constitution de l'an VIII, Bonaparte avait déclaré que les colonies seraient gouvernées par des lois spéciales, en conformité avec leur position géographique et sociale. C'était retourner à l'Ancien Régime.

Maintenant que Bonaparte avait enfin la liberté de ses mouvements, il allait envoyer une expédition à Saint-Domingue, sous le commandement de son propre beau-frère, le général Leclerc. Il avait cependant pris l'engagement de ne jamais rétablir l'esclavage sur des hommes qui, ayant goûté de la liberté, ne sauraient s'y soumettre désormais.

Si les instructions données aux Commissions avaient été vagues, celles de Bonaparte étaient extrêmement précises, et Toussaint Louverture se doutait bien de ce qui l'attendait lorsque, le 29 janvier 1802, du haut des falaises du cap Samaná (1), il put voir l'escadre de l'amiral Villaret-Joyeuse (2) rejoindre celle de Latouche-Tréville (3). Il savait que deux autres escadres étaient attendues, et que devant lui

(1) A l'extrémité orientale de l'île.

(2) Escadre de Brest.

(3) Escadre de Rochefort.

c'étaient déjà 12.000 hommes qui allaient débarquer(1).

Le vieux chef indomptable put avoir un premier mouvement de terreur, mais bien vite il se ressaisit : n'avait-il pas, lui aussi, 20.000 hommes de troupes régulières, le meilleur de la population noire de l'île?

Le 3 février, Leclerc parut devant le port du Cap et en demanda la reddition. Sur les ordres de Toussaint, et pour toute réponse, la ville fut de nouveau incendiée...

Mais les lieutenants de Bonaparte étaient prompts. Leclerc débarqua sans délai, sauva une partie de la ville, rencontra bientôt Rochambeau dont l'escadre avait atterri le 4 à Port-Dauphin. En quelques jours, la Plaine du Nord était occupée tout entière par les Français. Le 4 également, le général Boudet avait pris Port-au-Prince. Et, dans la partie espagnole, tout allait aussi au mieux pour les Français, reçus avec des cris de joie par les habitants maintenant soulevés en masse contre la domination noire (2). Quand l'escadre Toulon-Cadix fut à son tour arrivée, ce fut vraiment une campagne napoléonienne.

Leclerc n'en essayait pas moins de la conciliation, car il savait avoir affaire à forte et rusée partie. Les chefs noirs furent à la fin bien obligés de se soumettre, dans tous les cas de faire semblant, mais ils y mirent une grande fierté pour la plupart, et Toussaint une très grande hauteur, pleine de dignité.

Probablement escomptait-il un retour des choses, car Leclerc perdait des hommes, il ne recevait pas d'argent, et on disait qu'en France les négociations avec l'Angleterre ne prenaient pas une bonne tournure. De plus, dans ce pays malsain, les troupes françaises allaient être bientôt attaquées

(1) Les deux autres escadres attendues par les Français étaient celles de Toulon et celle du Havre, qui porteraient l'effectif de ces premières troupes de débarquement à 49.000 hommes.

(2) Poyen (H. de), *Les Guerres des Antilles, de 1793 à 1815*, Paris, 1896.

par un ennemi plus terrible encore que les noirs rebelles, — la fièvre jaune, cette même fièvre qui avait si bien détruit, en 1794, l'armée anglaise d'invasion...

De tout cela, Toussaint ne pouvait manquer d'être satisfait, et, ayant fait sa soumission, il se tint à l'écart, inoffensif en apparence, mais à l'affût des événements. Son attitude était bien changée; plus rien de militant, plus rien de bruyant; il était retourné, disait-il, à la vie privée, sur *sa* plantation, avec, pour entourage, ses 2.000 gardes du corps qui n'étaient plus occupés, à l'en croire, que d'agriculture.....

Cependant, ses intrigues et ses conspirations provoquaient de perpétuels soulèvements, si graves, ainsi qu'en témoigna la correspondance qu'on put saisir enfin, qu'il n'y avait plus d'autre ressource que de s'emparer de lui, et de le déporter.

Encore n'y parvint-on que par la ruse... On l'embarqua pour la France, Leclerc, qui n'était pas un poltron, montre dans ses lettres(1) une véritable peur de ce terrible noir et de sa redoutable influence, et prie bien qu'une fois au fort de Joux on ne l'en laisse pas échapper! Il y devait mourir de la poitrine, le 7 avril 1803.

*
* *

Sa déportation ne sauva pas la situation des Français, depuis des années irrémédiablement compromise. La population noire, si facilement excitée, montra tout de suite la plus grande agitation, ce qui obligea Leclerc à pourvoir à un désarmement général des noirs. L'attitude du Premier Consul, penchant de plus en plus en faveur d'une réaction contre les mesures de la Révolution, avait accompli son évolution naturelle, si l'on peut dire. Le 20 mars, il avait maintenu l'esclavage sur les colonies que lui avait rendues l'Angleterre (et où jamais il n'avait cessé), et il le rétablissait à présent dans les colonies restées françaises, où pour un temps il avait été aboli; en juin enfin, il rétablissait la traite.

(1) Au Ministère de la Marine, Arch. Guerre, 1-B Reg. 4-A, 94-8; et au Premier Consul, Arch. Nat. AFiv, 1213.

Sans doute le Premier Consul était-il seul responsable de cette décision désastreuse. Cependant, il ne l'avait pas prise sans réflexion, sans une opinion certaine qu'il agissait pour le mieux, tel qu'il pouvait voir le mieux. Les commerçants français, les planteurs exilés en France, avaient mené grand tapage, maintenant qu'ils étaient débarrassés des Amis des Noirs, et que les doctrines jacobines s'étaient ruinées par leurs excès mêmes, entraînant dans leur écroulement ce qu'elles avaient eu de meilleur dans la théorie. Tout cela avait fortement impressionné le Ministre de la Marine Decrès, qui avait cru et fait croire à Bonaparte que la restauration économique des Antilles ne reposait que sur le rétablissement d'une mesure odieuse et impossible entre toutes.

Leclerc fut épouvanté du tour que prenaient les choses. L'amour de la liberté, si enraciné au cœur de tous les hommes, ne ferait-il pas des sauvages de ces noirs exaspérés qu'on prétendait réduire de nouveau à la servitude?

D'autre part, Leclerc était un honnête homme, et il lui répugnait fort, après avoir tant usé des mots de liberté, d'avouer aux noirs qu'on les avait trompés, qu'on n'avait plus d'autre but désormais que de les réduire à merci...

L'insurrection se fit générale ; les lettres de Leclerc étaient de plus en plus désolées et pressantes (1). La fièvre jaune se joignait à tant de maux. Elle allait mettre un terme à ses propres perplexités. Déjà épuisé de malaria, il fut atteint à son tour et mourut le 2 novembre. Ses derniers jours avaient été empoisonnés par les défections des chefs noirs qu'effrayait la politique réactionnaire du Premier Consul, avant même que ne leur fût parvenue la nouvelle de sa dernière décision.

Il est assez de mode de blâmer le général Leclerc pour cette campagne désastreuse. Il méritait cependant mieux. Mais il était arrivé à Saint-Domingue pour hériter des erreurs de

(1) Archives du Min. de la Guerre, 4-B, Reg. 4-A. 94-8 ; et aussi, Arch. Nat. AFiv, 1213.

ses prédécesseurs, et Bonaparte ne lui rendit pas la tâche aisée. Il semble en vérité que le Premier Consul n'ait jamais donné qu'une pensée assez distraite au problème, évidemment compliqué, que présentait cette île trop lointaine. Même au point de vue financier, il ne sut ni ne voulut soutenir Leclerc suffisamment, se faisant peut-être d'extraordinaires illusions sur les ressources que pouvait fournir cette contrée que l'on disait prospère, mais que des années de luttes intestines avaient dévastée, et où l'armée de Leclerc campait du reste en ennemie. Au fond, Bonaparte paraît être resté complètement ignorant de la situation, et n'avoir pas donné, aux avertissements et aux réclamations de Leclerc, toute l'attention qu'ils exigeaient.

Après la triste fin de Leclerc, ce fut de nouveau la guerre d'extermination, âpre et dure. Rochambeau continua la lutte, mais la reprise des hostilités avec l'Angleterre allait voir la fin de tout, les Anglais en ayant naturellement profité pour soutenir les rebelles. Le 10 novembre 1803 Rochambeau devait se rendre. Les derniers vestiges de race blanche à Saint-Domingue furent aussitôt exterminés par les noirs enfin triomphants.

Le mois suivant, Dessalines, successeur de Toussaint Louverture, proclamait l'indépendance de l'île, lui rendait son nom indien de Haïti, afin que plus rien ne restât des souvenirs de la conquête européenne.

L'année 1804 vit ensuite une nouvelle et affreuse lutte entre chefs noirs et mulâtres. Du moins fut-elle définitive, et le terrible Dessalines l'emporta-t-il sur tous ses ennemis. C'est en octobre de cette même année qu'il se fit, lui aussi, couronner empereur.

Les massacres n'en devaient pas moins continuer, n'épargnant ni femmes, ni enfants, jusqu'en 1805, quand, le 25 avril, il proclama cette politique d'exclusion de la race blanche qui devait rester le point essentiel de la politique haïtienne.

CONCLUSION

La France payait ainsi d'un désastre son attitude vis-à-vis de l'esclavage.

On peut se demander aujourd'hui si elle n'aurait pas mieux fait d'adopter, dès le début de la Révolution, l'avis de quelques Amis des Noirs, de quelques Constituants aussi, et de renoncer tout de suite à son empire colonial, — à Saint-Domingue tout au moins, — puisqu'il lui sera de toutes façons impossible de le conserver avec l'application des idées nouvelles. Pourtant c'était là une de ces mesures radicales auxquelles on trouve difficile de se résoudre, et pas un patriote n'aurait voulu, dans la pratique, y engager sa responsabilité. Les législateurs français eurent certainement tort de penser, après les législateurs américains, — et la France eut à souffrir de son erreur bien plus tôt que les Etats-Unis, — que le temps et les législations futures apporteraient le remède à la fois inoffensif et efficace. Mais il faut considérer qu'ils avaient devant eux la plus lourde des tâches.

D'abord se présentait un problème économique sérieux. Comment ruiner des planteurs et des commerçants qui souvent avaient mis des fortunes considérables dans leur entreprise, et qu'il n'était pas possible de dédommager? — cela quand le pays était au seuil de la banqueroute, quand le peuple de France n'avait même pas de pain, et que l'oisiveté des travailleurs dont le sort dépendait du commerce colonial était, en des temps si troublés, redoutable comme mal social autant que comme dommage matériel? Certes, il ne nous est pas difficile, à la distance où nous sommes, d'accuser les colons

et de rejeter sur eux la responsabilité des événements de Saint-Domingue. Ils se sont montrés égoïstes et aveugles autant qu'on peut l'être. Ainsi que le dit P. de Vaissière (1), l'admirable effort colonial de la France durant plus d'un siècle n'avait abouti qu'à créer une ploutocratie incapable de voir autre chose, dans Saint-Domingue, qu'une source d'exploitation, et totalement ignorante des besoins de la colonie, de ses intérêts et de ses aspirations. Mais une fois ceci dit, on n'a jamais vu un corps social tout entier abandonner ses propriétés d'un cœur léger : l'instinct, et une sorte de justice aussi, poussaient les propriétaires d'esclaves à défendre ce qu'ils considéraient comme leurs droits. Et il est juste de rappeler ici que d'une manière générale ils traitaient mieux leurs esclaves que ne le faisaient les colons anglo-saxons, ceci de l'aveu même des écrivains anglais qui ont écrit sur la question. Sans doute n'auraient-ils pas refusé d'améliorer leurs méthodes et de rendre leurs esclaves plus heureux, si dès le début la propagande des philosophes ne leur avait pas fait tout redouter d'un avenir incertain.

C'était ensuite un problème de race, et le plus malaisé à résoudre. Ce n'est pas seulement du blanc et du noir qu'il faut parler ici, la chose serait relativement facile. Entre les deux il y avait cet intermédiaire mulâtre, qui devait compliquer singulièrement la question, et doubler une difficulté déjà insurmontable. La France de 1789 se trouvait là comme ailleurs devant un état de choses qu'elle n'avait nullement créé, qu'elle héritait du passé. Et ces préjugés de couleur, que les philanthropes abhorraient avec raison, il était plus facile de les haïr en théorie quand on n'habitait pas les lieux où depuis des siècles ils se perpétuaient, — quand on ne savait rien de la vie dans les colonies, où ils avaient pris une ampleur telle qu'ils étaient plus forts même que toutes les autres distinctions sociales faites depuis l'Antiquité entre l'homme libre et l'esclave... au point qu'un mulâtre esclave aurait refusé

(1) Vaissière, ouvr. déjà cité.

d'obéir à un nègre libre, si même celui-ci avait eu l'audace de l'acheter. Et on est bien obligé de reconnaître que l'attitude des mulâtres fut à Saint-Domingue plus cruelle encore que celle des colons blancs, qu'eux-mêmes repoussèrent plus que les colons blancs l'émancipation de leurs frères encore en servitude.

Problème politique enfin. Le changement de régime ne fut pas accepté dans ces pays lointains comme il aurait dû l'être, parce qu'il ne fut pas compris. Les colons restaient en majeure partie royalistes. *Les noirs aussi*. Et la guerre de partis s'ajouta aux guerres de races...

On est donc forcé, quand on étudie à fond la question, d'en venir à cette conclusion que pour la France elle était, au point de vue de la politique *pratique*, absolument *insoluble* si on exigeait une solution immédiate; — et ce ne sont pas les hommes de la Constituante, ni ceux de la Convention qu'il en faut blâmer... Bien des contemporains l'ont vu (1), l'ont dit et répété, et nous pouvons mieux encore nous en rendre compte à distance : il n'était pas possible de renverser complètement, du jour au lendemain, le régime de la servitude coloniale. Tout ce qu'on pouvait faire, pour un temps, c'était d'en atténuer la rigueur, et petit à petit, avec mesure, de donner aux noirs tous leurs droits, — en même temps que l'éducation nécessaire pour exercer ces droits, pour mûrir en vue de la démocratie.

Or, après la Constituante, que l'on accuse si volontiers d'avoir été trop modérée, trop vacillante sur ce point, nous voyons que la Législative se dispose à plus de fermeté, que la Convention enfin se montre trop prompte dans ses réformes. Assemblée d'un parti d'extrémistes, elle ne sut plus maintenir ceux qu'elle libérait, et le sang coula aux Antilles comme à Paris. Rien d'étonnant à ce qu'un Bonaparte n'ait vu que cette erreur, et que, parce que la Convention était allée trop loin en

(1) Notamment Camille Desmoulins, dans le pamphlet *Jean-Pierre Brissot démasqué*.

bien des choses, il ait voulu faire machine arrière. Il oublia malheureusement ce que d'abord il avait si justement pensé, qu'en matière de liberté, il n'est pas possible de revenir en arrière, et qu'un homme libre ne reprend pas le joug. Cet oubli lui valut dès le début de sa carrière la perte d'une belle armée et d'un excellent général. Il devait, dans les autres colonies de la France, retarder presque d'un demi-siècle l'émancipation générale des esclaves.

Mais si l'attitude de la France révolutionnaire ne paraît pas, d'abord, avoir été suffisamment d'accord avec ses principes, nous verrons que ces principes n'en triompheront pas moins, moins d'un demi-siècle plus tard, parce que, comme le dit A. Cochin, ce sont des principes immortels (1). Par la générosité et la noblesse de leur doctrine, les Amis des Noirs, — si prématurées qu'aient été leurs revendications, si risquées peut-être aussi, à ne les considérer que du point de vue strictement français, parce que cette doctrine ne fut pas toujours comprise comme ils la comprenaient eux-mêmes, — n'en devaient pas moins laisser un souvenir ineffaçable dans les mémoires, et demeurer les bienfaiteurs de ces peuples africains qu'ils avaient éveillés à la conscience de leur personnalité, et de leur droit à la liberté.

En dépit de la réaction impériale, leur effort et leur œuvre ne furent donc pas perdus, comme certains auraient pu le craindre. D'abord épuisée, la France reprendra peu à peu le cours raisonnable de sa pensée. Des années s'écouleront; mais un homme viendra qui, après Brissot, fera entendre, dans une Chambre française, sa parole éloquente consacrée à la même grande cause, — et montrera le même dévouement; car l'heure sonne toujours où le progrès reprend sa marche, à l'endroit précis où il l'avait vue arrêtée. Il faudra une autre révolution, fille et héritière de celle de 89, pour que Lamartine puisse dire : « J'eus alors le bonheur bien rare, pour un homme d'Etat improvisé par un peuple, d'avoir été à la fois l'orateur philo-

(1) A. Cochin, *L'Abolition de l'Esclavage*, 2 vol., Paris, 1861.

sophe et l'exécuteur politique d'un des actes les plus saints et les plus mémorables d'une nation et d'une époque, d'un de ces actes qui font date dans l'histoire d'une race humaine. — Trois jours après la révolution de Février, je signai la liberté des noirs, l'abolition de l'esclavage et la promesse d'indemnité aux colons. — Ma vie n'eût-elle eu que cette heure, je ne regretterais pas d'avoir vécu... On nous présageait des crimes et des ruines. Dieu trompa ces présages, tout s'est accompli sans catastrophe... Le noir est libre, le colon est indemnisé, le concours s'établit, le travail reprend. La sueur volontaire des travailleurs libres est plus féconde que le sang de l'insurrection... » (1).

(1) Lamartine, *Toussaint Louverture*, préface.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée
des Colons Américains du 22 septembre 1789.*

L'Assemblée, délibérant sur la proposition qui lui a été faite par un de ses membres, a unanimement arrêté que, pour donner à la Nation une preuve de leur zèle et de leur dévouement, Messieurs les députés demeuraient autorisés, en vertu des présentes, à offrir à l'Assemblée Nationale, pour subvenir aux charges de l'Etat, la quatrième partie de tous leurs revenus, ce qui peut être un objet de six millions, et en outre un cautionnement de la cinquième partie de leurs biens, pour liquider la dette Nationale.

DE JOLY, *Président*,
ROLLAND-AUDIGER, POIZAT, *secrétaires* (1).

II

La Loi et le Roi.

Grande Déclaration du Roi sur le Rapport fait à l'Assemblée Nationale du combat sanglant arrivé aux Isles de Saint-Domingue et du Cap entre les Colons blancs, les Nègres et les troupes de lignes. Avec les ordres donnés par sa Majesté aux Commandants des Colonies Françaises.

Français sensibles et généreux, que je n'ai jamais cessé d'aimer ! dignes habitants des colonies, en adoptant de si beaux titres vous avez toujours fait partie indivisible d'une grande nation et de votre roi : vos droits incontestables à la régénération de l'empire vous attachent à une constitution que j'ai acceptée et juré de maintenir ; enfin, les représentants d'un peuple éclairé et inséparable de ma personne vous ont rendu participants de ses bienfaits ; d'après des témoignages aussi sensibles de l'amour que vous avez jusqu'alors

(1) Arch. Nat. Dxxv, 114.

mérité, serait-il possible que vous préféreriez le flambeau de la discorde, qui sûrement, vous est présenté par les ennemis de votre repos et du mien ?

Je viens d'apprendre, avec la plus vive douleur, le soulèvement qui s'est manifesté entre vous, et les suites funestes qui en sont résultées ; de semblables événements ne peuvent qu'affliger mon cœur, et alarmer tous bons français ; en gémissant sur l'effet cruel des erreurs qui ont pu vous porter à quelques excès, et fait répandre un sang qui m'est précieux, il est de ma prudence de vous représenter dans quel abîme de maux vous seriez ensevelis, si la mésintelligence et l'esprit de parti l'emportaient à votre égard, sur l'amour de la paix et d'une subordination limitée, sans laquelle toutes sociétés ne peuvent exister.

Réfléchissez, dignes habitants des contrées françaises, dont l'éloignement ne vous en rend pas moins chers à mon cœur : réfléchissez sur le contraste frappant des maux incalculables que les dissensions peuvent produire ; au lieu du bonheur parfait que l'union et l'ordre procurent, considérez attentivement ces deux extrêmes, et choisissez.

C'est, non-seulement votre roi, mais plus encore, un frère qui vous parle, et qui vous invite à ne plus renouveler des scènes sanglantes, qui troublent les plus beaux jours de sa vie. Durant tout le temps (trop long, sans doute) qu'à la place des lois, on a vu dominer les haines, les méfiances, qui naissaient naturellement du choc de tant d'intérêts divers et opposés, j'ai pu concevoir des doutes sur le sort qui menaçait l'empire, déchiré par des mouvements convulsifs, inévitables dans une grande révolution ; mais depuis que je connais le vœu unanime de la nation, pour la conservation du gouvernement monarchique, avec les modifications tracées par ses représentants ; depuis que nous avons été, la reine et moi, témoins du spectacle le plus consolant pour nos cœurs ; depuis, enfin, que nous sommes convaincus que mon acceptation libre de l'acte constitutionnel, que mon serment de le maintenir au dedans et au dehors, de tout mon pouvoir, remplissaient les vœux universels et le plus expressément marqués du peuple français ; il me serait singulièrement douloureux de vous voir persister dans les sentiments contraires aux miens ; car pour le maintien de la liberté, pour la stabilité de la constitution, et le bonheur des français, tous les citoyens doivent s'unir et respecter les lois.

Si jusqu'alors, vous n'en avez pas recueilli les fruits agréables qu'elles peuvent procurer, au moins avez-vous la douce espérance d'en jouir par la parfaite conformité des membres de l'assemblée

coloniale avec ceux du corps législatif français dont les intentions et les miennes ne respirent que le bien général.

C'est le désir sincère de tous vos concitoyens, et particulièrement celui de votre roi.

(Signé) Louis, Roi des Français (1).

III

*Adresse, à l'Assemblée Nationale,
des Commissaires des propriétaires de Biens
aux Colonies françaises d'Amérique,
résidant à Bordeaux.*

Septembre 1789.

Nosseigneurs,

En notre qualité de propriétaires de biens aux colonies, nous nous sommes assemblés en cette ville où nous résidons pour vous faire part de nos alarmes, les déposer dans votre sein et vous supplier de prendre les moyens de les faire cesser.

Les connaissances et les vertus que vous avez déployées nous persuadent, Nosseigneurs, que vous ne porterez jamais à sacrifier cent mille Français, toute leur fortune, toutes les manufactures, toute la marine, presque toute l'industrie et tout le commerce de France, en affranchissant les Noirs qui cultivent le sol aride, menaçant, meurtrier, que nos bras et nos sueurs ont défriché.

L'humanité elle-même égare quelquefois les gens les plus sages, et le mot *esclavage* semble présenter sans doute un vaste champ à leur éloquence.

Votre justice, Nosseigneurs, est trop reconnue pour que ayons besoin de vous représenter que nos propriétés sur les Noirs sont légales, et que l'on ne peut nous en dépouiller sans injustice ou sans remboursement, non seulement de nos nègres, mais de nos terres, bestiaux, maisons, meubles, dont la perte suivrait nécessairement l'affranchissement des Noirs. Nous ne vous ferons point envisager les inconvénients et les malheurs qui en résulteraient pour toute la France. Nous nous bornerons en ce moment à vous exposer, Nos-

(1) Document non daté mais écrit probablement lors des premiers troubles. Arch. Nat. D xxv, 46.

seigneurs, que la servitude des Noirs ne consiste que dans le mot, que partout où il y a des riches et des pauvres, les derniers sont soumis aux premiers pour lesquels ils travaillent, que l'humanité et notre propre intérêt nous font une loi de veiller à la conservation des nègres qui nous servent, et que la dépendance où ils vivent est cent fois plus douce que celle où se trouve une grande partie des individus français. Nous n'avons pas besoin, Nosseigneurs, de vous démontrer la vérité de ces faits que vous sentez et connaissez aussi bien que nous.

Il est peut-être quelques abus dans le régime des colonies, auxquels il est aisé de porter remède. Nous sommes prêts à nous joindre à vous pour émonder l'arbre, en ôter toutes les branches superflues ou nuisibles, mais ne l'arrachez pas quand il est utile à votre subsistance.

Cependant le mal est pressant ; l'opinion de quelques personnes, rendue publique, a déjà occasionné des émeutes et des révoltes ; il en est même qui s'aveuglent au point de donner à vos sages décrets de malignes extensions qui ne sont jamais entrées dans vos vues ; ils osent dire qu'on doit appliquer aux Noirs la Déclaration des Droits de l'Homme que vous avez solennellement proclamée pour le continent de la France, où vous avez voulu proscrire sans retour toutes les servitudes féodales et de glèbe. Quelque absurde que soit cette assertion, elle suffit si elle n'est pas authentiquement pros-crite, pour faire couler à l'instant dans les colonies des torrents de sang et de pleurs.

Vous savez comme nous, Nosseigneurs, qu'il est en France des gens mal intentionnés qui ne soupirent qu'après le bouleversement de l'Etat. Leurs vains efforts n'ont pu entamer le mur d'airain dont vos vertus et l'opinion publique vous ont environnés. Que ne devons-nous pas craindre d'eux aujourd'hui où ils se félicitent peut-être d'avoir trouvé le moyen d'exciter des soulèvements dont nous ne serions pas les seules victimes.

Dans cet état de choses, nous vous supplions, Nosseigneurs, d'apaiser nos alarmes et celles de tout le Royaume, en déclarant que votre proclamation des Droits de l'Homme ne s'étend point sur les Noirs et leurs descendants, c'est-à-dire sur des individus étrangers que nous n'avons pas asservis mais que nous avons trouvés dans l'esclavage le plus dur et le plus cruel, et que nous avons transplantés dans les pays français, sous un gouvernement doux, humain, où ils travaillent à la vérité, mais où ils vivent sans inquiétude pour le lendemain.

Tel est le vœu que nous vous présentons, Nosseigneurs ; les manu-

factures, le commerce, la marine, nos propriétés, nos vies en dépendent. Du plus haut grade où vous êtes placés, franchissez l'étendue des mers, portez vos regards sur les provinces que nous cultivons : vous y verrez partout des citoyens digne du Monarque qui s'est environné de vos lumières, et des soins généreux que vous consacrez au bonheur de la France (1).

IV

Lettre d'un habitant de Nantes, 21 novembre 1789.

Notre ville a passé de la tranquillité la plus parfaite à l'agitation la plus violente. Cette situation, qui peut avoir les suites les plus funestes, a pour cause les bruits répandus d'après plusieurs lettres de notre ville, que MM. de Mirabeau, Chapelier, de Larochefoucauld, de Lameth et Barnave sont réunis pour faire discuter par l'Assemblée Nationale l'abolition de la traite des noirs; assurée des suffrages de tout le clergé et d'une grande partie des autres membres, l'on annonce que la motion sera accueillie et que l'abolition de ce commerce sera décrétée. Ce funeste décret, si jamais il est prononcé, entraînera la ruine totale de notre commerce et de nos villes maritimes, la perte de nos colonies, la banqueroute, le soulèvement contre les décrets de l'Assemblée Nationale, l'anarchie, et toutes les horreurs qui en sont la suite. La France devait être régénérée, et elle sera à jamais perdue.

Le commerce des noirs est la branche la plus essentielle de celui qui se fait dans nos colonies ; il en est la base ; il occupe annuellement aux environs de cent quarante navires bâtis pour ce commerce et qui ne peuvent pas être employés à un autre... Décréter cette abolition, lorsque les autres puissances ne l'ont pas prononcée, c'est élever leur puissance en détruisant la nôtre, c'est les encourager à ce commerce (2).

(1) Arch. Nat. D^{xxv}, 85.

(2) Arch. Nat. D^{xxv}, 85.

Du même, le 28 novembre 1789.

Nos lettres de Saint-Marc sont du 30 juillet; tout y était tranquille; je ne crois pas qu'il y ait à Saint-Domingue aucune insurrection de la part des nègres; il y en a eu une à la fin de septembre à la Martinique; elle est provenue par les écrits du marquis de Condorcet: c'est un homme de qualité, un savant, un soi-disant sage qui par ses écrits, a armé des hommes pour en égorger d'autres; si la conspiration n'avait pas été découverte, trois à quatre mille blancs dans les villes de la Martinique auraient été assassinés; que fera-t-on à l'auteur de cet affreux complot? Ces Amis des Noirs sont les ennemis déclarés des blancs, et les blancs les laissent tranquillement écrire et soulever les noirs contre nous (1).

V

*Adresse à Messieurs les Députés,
de la part des villes de commerce,
à l'occasion de l'affranchissement des nègres, 1789.*

Il serait impossible, Nosseigneurs, de vous donner une idée des mouvements convulsifs de joie qui viennent d'éclater dans nos différentes places de commerce à la lecture d'un des numéros de M. le comte de Mirabeau, qui nous annonce de votre part la résolution prise ou du moins projetée de donner la liberté aux nègres.

Quel bonheur! se sont à la fois criés les matelots et les capitaines! C'est bien nous qu'on va affranchir. Nous n'aurons plus à traverser les mers pour aller sous un autre hémisphère chercher des denrées dont on peut si bien se passer et des richesses dont notre pays n'a nul besoin. Plus de commerce avec ces tristes colonies qui vont comme de raison devenir le partage de ces nègres, lesquels, après y avoir été si longtemps esclaves, sauront bien s'y rendre maîtres à leur tour, attendu qu'ils sont cent noirs contre un blanc..., etc., etc.

L'adresse continue sur un ton de persiflage ironique à énumérer

(1) Dxxv, 85.

les bienfaits à venir qui résulteront de l'affranchissement des colonies : plus de commerce, plus de navigation, les marins iront cultiver les terres à l'intérieur (1).

VI

Lettre des colons blancs de France à leurs amis de Saint-Domingue, qui donna lieu, d'après J. Raimond et les Amis des Noirs, aux premiers troubles des colonies.

Versailles, le 12 août 1789.

Messieurs et chers compatriotes,

Nous nous empressons de vous faire passer une copie de l'avis alarmant que M. le comte de Magallon nous a donné. Notre perplexité est affreuse, à la vue du péril imminent dont notre malheureuse colonie est menacée; nous n'avons aperçu de ressource que dans la prompte convocation d'une assemblée provinciale dans chaque département; nous en avons fait la demande au ministre. Nous pouvions nous dispenser de lui faire cette demande, puisqu'il est jugé aujourd'hui, par l'Assemblée Nationale elle-même, que toute société a droit de s'assembler pour conférer librement des affaires communes, et qu'elle n'a pas besoin du concours de l'autorité pour cela. Les députés de Saint-Domingue n'ont pas été élus dans des assemblées autrement convoquées et ces députés ont été admis par l'Assemblée Nationale. Nous ne nous sommes donc adressés au Gouvernement que pour mettre autant que possible la forme de notre côté; le ministre nous a refusé.

La colonie, Messieurs, est dans un double danger également pressant. Danger au dehors : que veulent ces vaisseaux que les papiers publics nous apprennent être sortis de l'Angleterre? Danger dedans : on cherche à soulever nos nègres. Nous voyons et nous mesurons avec effroi l'un et l'autre de ces dangers; mais principalement le dernier est vraiment d'une nature à nous causer les plus horribles inquiétudes; nous le voyons et nous

(1) Arch. Nat. Dxxv, 114.

sommes forcés de nous taire : on est ivre de liberté. Messieurs, une société d'enthousiastes, qui ont pris le titre d'Amis des Noirs, écrit ouvertement contre nous ; elle épie le moment favorable de faire explosion contre l'esclavage : il suffirait peut-être que nous eussions le malheur de prononcer le mot, pour qu'on saisisse l'occasion de demander l'affranchissement de nos nègres. La crainte que nous en avons nous réduit malgré nous au silence : le moment ne serait pas favorable pour engager l'Assemblée Nationale à entrer dans nos mesures pour nous garantir du danger qui nous menace. C'est à vous, Messieurs, à voir le parti qui convient dans une circonstance aussi critique ; nous remplissons le seul devoir dont il nous était permis de nous acquitter : nous vous avertissons ; le péril est grand, il est prochain. Veillons à notre sûreté, mais veillons-y avec prudence. C'est ici qu'on a besoin de toute sa tête : ne réveillons pas l'ennemi, mais ne nous laissons pas surprendre. Veillez, encore une fois, veillez ; car l'Assemblée Nationale est trop occupée de l'intérieur du royaume pour pouvoir songer à nous.

Nous avertissons de tous côtés les Américains (1) de voler à la défense de leur patrie : sans doute la plupart vont s'embarquer ; il y aura seulement quelques-uns de nous qui les suivront, en attendant que tous puissent se réunir.

Prenez les mesures que votre sagesse vous dictera ; observez bien les personnes et les choses ; qu'on arrête les gens suspects, qu'on saisisse les écrits où le mot même Liberté est prononcé : redoublez la garde sur vos habitations, dans les villages, dans les bourgs ; partout attachons les gens de couleur libres ; méfiez-vous de ceux qui vont vous arriver d'Europe. C'est un de vos plus grands malheurs qu'on n'ait pas pu, dans une circonstance aussi critique, empêcher l'embarquement des gens de couleur qui étaient en France ; nous l'avons demandé au ministre ; l'esprit du jour s'oppose sur ce point à nos désirs : empêcher, sur notre demande même, l'embarquement des esclaves serait regardé comme un acte de violence qu'on dénoncerait à la nation.

Courage, chers compatriotes, ne vous laissez point abattre : nous continuerons de faire sentinelle pour vous ; c'est tout ce que nous pouvons dans le moment présent. Le temps viendra sûrement où nous pourrons faire mieux. Il faut laisser refroidir les esprits ; cette crise ne durera pas : comptez sur nous.

Nous avons l'honneur d'être avec les sentiments inaltérables de la

(1) C'est la dénomination dont se faisaient appeler les hommes de couleur depuis la Révolution.

confraternité la plus intime, mes chers compatriotes, vos très humbles, obéissants serviteurs, les députés de Saint-Domingue.

Signés à l'original.

Raynaud, président, Magallon, Larchevêque-Thibault, marquis de Périgny, de Thibaudière, Dougé le Gardeur, de Tilly, chevalier de Marmi, Gérard, Bodekin fils, Gérard Courvejodle, marquis de Gouy d'Arsy.

P. S. Il est possible, et même probable, que les bruits alarmants qui se sont répandus et qui font la matière de cette lettre, ne soient pas fondés; et dans ce cas, il serait fâcheux que cela fit une sensation trop forte dans la colonie, qui indépendamment des craintes qu'elle inspirerait, pourrait peut-être donner lieu à des dangers plus réels. C'est à vous, Messieurs, à agir avec la circonspection et la prudence que votre sagesse vous suggérera; mais nous pensons qu'une sécurité dangereuse ne doit pas non plus vous empêcher d'avoir les yeux ouverts sur l'effet que pourra produire dans les colonies la fermentation qui règne dans le royaume, et que vous ne devez négliger aucune précaution, aucun soin pour maintenir l'ordre, la paix et la subordination dans votre sein; et il nous semble que le meilleur moyen à employer pour assurer dans tous les temps le repos et l'existence de la colonie, c'est d'affectionner à votre cause la classe des gens de couleur.

Ils ne demandent sûrement pas mieux que de confondre leurs intérêts avec les vôtres, et de s'employer avec zèle pour la sûreté commune.

Il n'est donc question, de votre part, que d'être justes envers eux, et de les traiter toujours de mieux en mieux.

Nous regardons cette espèce comme le vrai boulevard de la sûreté de la colonie. Vous pouvez les assurer que vos députés, qui sont aussi les leurs, s'emploient avec zèle auprès de l'Assemblée Nationale pour l'amélioration de leur sort, et pour leur procurer la juste considération qui est due à tout citoyen qui se comporte honnêtement (1).

(1) Cette lettre est reproduite en note dans la *Correspondance de J. Raimond à ses frères de l'Ile* (p. 7). Arch. Nat. Dxxv, 114.

VII

Une lettre de félicitation du Club Massiac.

Messieurs,

La Société correspondante des colons français, sensible à l'intérêt que vous avez pris à la question qui intéressait si particulièrement le Commerce et les Colonies, nous charge de vous présenter l'hommage de sa reconnaissance.

Vous avez rédigé un arrêté que nous conserverons comme un monument précieux de votre patriotisme; vous avez pensé, Messieurs, que tout bon citoyen doit toujours avoir en vue le salut et la prospérité de la patrie; et c'est après avoir mûrement examiné la grande question de l'abolition de la traite, après avoir pesé dans votre sagesse les dangers de ce système que la Société des Amis des Noirs cherchait à accréditer, que vous vous êtes déclarés les défenseurs du Commerce et des colonies.

Vous avez regardé les négociants et les colons comme vos frères et unissant l'intérêt de la capitale avec celui des provinces maritimes, vous avez prouvé qu'il existait une relation intime entre toutes les parties du Royaume, et qu'il était impossible que la subversion des colonies n'entraînât pas la ruine du Commerce et par contre-coup celle de Paris qui jusqu'ici a été le centre des richesses de l'État.

Le décret du *huit mars* que vous avez vous-même sollicité a calmé les inquiétudes répandues dans les esprits : le commerce va reprendre une nouvelle activité; les colonies, à l'exemple de la France, travailleront à leur constitution.

Non signé. Non daté (1).

(1) Probablement adressé à Barnave et aux membres du Comité des colonies. Arch. Nat. Dxxv, 88. Papiers du club Massiac.

VIII

Procès-verbal des séances du club Massiac.

Séance du 27 août 1789.

La question est débattue de s'unir entièrement aux colons admis à l'Assemblée Nationale, afin que les revendications aient plus de poids. La société Massiac voudrait arrêter les démarches qu'ils font auprès du Bureau de subsistance, en vue d'admettre l'introduction des farines étrangères à Saint-Domingue, car cela gênerait évidemment leurs intérêts commerciaux.

Il a été ensuite arrêté qu'on écrirait à Messieurs les colons résidents dans les différentes villes du Royaume, une lettre en ces termes :

« Les affaires présentes, l'influence qu'elles peuvent avoir sur les nôtres, et quelques idées jetées dans le public sur un nouveau régime pour les colonies, nous ont portés à nous réunir pour mieux veiller à ce qui nous intéresse, et, pour arrêter toute entreprise contraire, nous nous sommes portés en Société correspondante de colons français; nous avons pensé qu'il serait bon que les franco-américains en formassent dans les différentes villes où ils sont résidents, pour correspondre avec nous et être toujours prêts à agir de concert pour nos intérêts communs; nous vous sollicitons au nom de notre pays, de prendre le même parti que nous et d'unir vos efforts aux nôtres... »

Suit un projet de lettre à envoyer aux villes de commerce : *« La Société correspondante des colons français assemblés à Paris, sur la motion d'un de ses membres tendant à nous réunir à toutes les Chambres de Commerce des villes maritimes, dans la crise la plus effrayante, à l'honneur et s'empresse de vous apprendre qu'il a été résolu à l'unanimité dans cette Assemblée de vous proposer une coalition qui peut faire produire l'effet salutaire d'éclairer la nation sur l'importance presque incalculable du commerce des colonies, et sur la nécessité de proscrire à jamais le système des Amis des Noirs qui l'anéantirait... Il y aura certaines mesures à prendre pour la sûreté des colonies; la première est d'empêcher le retour des nègres et gens de couleur qui sont en France dans le sein des colonies, et vous seuls pouvez, messieurs, y mettre obstacle, en refusant sans aucune distinction, sans aucune considération, des passages sur vos navires. »*

Séance du 9 septembre.

M. le Président, en ouvrant la séance, a annoncé qu'il avait reçu une lettre de M. de Joly, avocat aux Conseils, qui lui faisait part que l'Assemblée des mulâtres et nègres à Paris demandait le jour où il plairait à la Société de recevoir leurs envoyés.

Lecture a été faite d'une lettre du commerce du Havre qui annonce que les négociants et armateurs de cette ville refuseront le passage à tous les mulâtres et nègres qui voudront s'en retourner dans les Iles.

Lecture a été faite d'une lettre particulière de H., R. et B. de Bordeaux, qui annonce que les négociants de cette ville sont dans le même dessein, et qui porte qu'il y aurait le plus grand danger à laisser l'Assemblée Nationale prononcer sur la liberté des nègres et les intérêts des colonies, dont ils n'ont aucune connaissance.

Mêmes dispositions des négociants de Nantes.

M. de Joly, à la tête de six mulâtres, est entré et a dit que les citoyens de tous les états avaient été admis à nommer des députés à l'Assemblée Nationale, et que les mulâtres seuls avaient été oubliés dans les Assemblées élémentaires de Saint-Domingue pour nommer les représentants; que les mulâtres se sont assemblés pour porter leur demande à l'Assemblée Nationale. Cette demande a deux objets : le premier d'offrir l'hommage de leur respect et de leur dévouement; le second consiste à réclamer l'entier exercice attaché à la liberté, et que les gens de couleur s'estimeraient heureux de tenir de la bonté des Américains ce qu'ils sont en droit d'exiger et ce qu'ils sont décidés à demander à l'Assemblée Nationale.

Un autre objet plus important encore a été énoncé dans le mémoire de M. de Joly : celui de donner la liberté aux mulâtres qui naîtraient d'une femme esclave et d'un homme blanc.

Séance du 10 septembre.

Il a été décidé qu'il serait écrit une lettre à M. de Joly pour lui dire que la Société n'a aucun caractère légal pour s'occuper de cet objet, et que cette demande ne peut être que de la compétence d'une Assemblée coloniale, régulièrement convoquée sur les lieux.

M. de Saint-Germain a rendu compte d'une conversation qu'il

avait eue avec le Ministre de la Marine, qui lui a donné l'assurance que toutes les précautions qui sont en son pouvoir avaient été prises pour empêcher le retour des nègres à Saint-Domingue, et qu'il invite tous les colons à prendre de leurs côtés toutes les mesures convenables pour les empêcher d'y retourner (1).

.

Une recommandation comme la suivante se retrouve fréquemment dans les procès-verbaux et lettres adressées par le Club aux Sociétés de colons en province :

« Recevez, messieurs, nos remerciements, pour les nouvelles démarches que vous venez de faire relativement au passage des nègres et gens de couleur : les mêmes motifs subsistent, et il nous semble que la prudence nous prescrit de persister dans ce parti tant que le danger existera. »

.

Mémoire de M. de Joly à l'Assemblée des colons de l'hôtel Massiac. Extrait :

« Le second (objet) consiste à réclamer l'entier, le libre exercice des droits attachés à la liberté. Ce mot seul nous dit tout. Il exprime dans toute leur étendue les réclamations que les citoyens de couleur sont enfin déterminés à former.....

« Veuillez donc, Messieurs, jeter sur cette classe infortunée des regards que la nature, la bienfaisance et l'humanité doivent également attirer.

« Rappelez-vous qu'ils sont hommes libres et citoyens ; n'oubliez pas qu'aux termes d'une des plus anciennes lois de la colonie, de l'Édit de 1685, les affranchis doivent jouir de tous les droits de citoyen ; admettez-les à une concurrence qui honorera votre justice ; arrachez pour jamais les gens de couleur à l'esclavage, et cet aveu, cette déclaration de votre part enchaîneront pour jamais des cœurs qui peuvent être aigris par une injustice, mais que vos refus mêmes ne pourront jamais aliéner. »

Signé : DE JOLY.

(1) En effet, les nègres fondaient, dans les ports de France où ils étaient rassemblés, des sociétés avec des buts d'émancipation pour leurs frères des Iles.

Nous joignons à ces documents cette lettre adressée à Messieurs les membres de la Société des colons français à La Rochelle, sans doute par la Société de l'Hôtel Massiac. Elle n'est pas signée.

Paris, 16 janvier 1790.

Nous avons lieu de croire que la motion qui devait être faite pour l'abolition de la traite n'aura pas lieu pour le moment : les auteurs attendront que les principes philanthropiques mais anti-politiques de la Société des Amis des Noirs aient fait plus de progrès encore, et que l'agitation dans laquelle ils voient les colons et le commerce se soit calmée.

.
Dans un mémoire d'un Lucas de Bleure à la Société de l'Hôtel de Massiac, nous voyons que quand on a su qu'il était propriétaire à Saint-Domingue on a fait de grandes difficultés pour l'admettre dans la Société des Amis des Noirs. Il voulait en faire partie pour montrer aux philanthropes exaltés le réel état des choses, et faire échec aux discours enflammés par lesquels on leur faisait voir l'esclavage sous un jour odieux de torture.

Beaucoup de papiers, lettres et mémoires de l'Hôtel Massiac tendent à prouver que les nègres ne sont pas malheureux, qu'ils n'ont pas demandé la liberté qu'on veut leur accorder, que la traite qu'on veut abolir est préférable au sort qui les attendait en Afrique quand les vaincus étaient brûlés par les vainqueurs ; qu'enfin les colonies, les colons, le commerce, et par conséquent la nation française seront ruinés si les projets de la Société des Amis des Noirs réussissent (1).

IX

*Projet d'adresse à l'Assemblée Nationale,
délibéré
en l'Assemblée de la paroisse de Port-au-Prince,
et délibération en date du 17 juillet 1791.*

L'adresse critique le Comité colonial pour avoir fait le décret du 12 octobre 1750 « provoqué par la prévention et l'intérêt particulier ». Elle lui reproche d'avoir statué sur l'état des personnes de la colonie sans avoir consulté « le vœu libre et spontané des colons ».

(1) Arch. Nat. Dxxv, 85.

Personne, dans l'Assemblée Nationale (1), n'a de mandat de la colonie.

« Sur quoi peut-on s'appuyer pour nous forcer à recevoir une loi qu'on nous dit être dictée par la politique et par la raison, mais qui n'est pour nous qu'une loi de sang, d'anarchie et d'indignation ? »

Et ensuite :

« L'esclavage est dans la colonie le pivot de son existence et de sa prospérité; c'est à ce prix, c'est par les travaux des esclaves que vous connaissez le sucre en Europe, et que votre commerce, votre marine, votre empire prédominant tiennent le premier rang.

« De cet état de la nature, de cette race esclave est née, par la nécessité et le besoin impérieux de la nature et du plaisir, une caste nouvelle dont l'existence, les propriétés sont, sous tous les points de vue possibles, le fruit de l'amour, de la bienfaisance et de la générosité des colons. Il existe donc dans les deux extrêmes que forment le noir et le blanc, des nuances, des modifications, des progressions, des liens et des devoirs qu'on ne saurait tout d'un coup renverser, anéantir et détruire.

« ... Si les dangers d'accorder à des nègres ou hommes de couleur libres une liberté, une puissance politique avant que la succession graduelle et progressive du temps ait en quelque sorte effacé la tache de l'esclavage dont ils sont à peine sortis, sont des dangers certains, incalculables et attentatoires à l'existence, à la sûreté du corps politique de la colonie; si, pour sentir l'empire et la force de cette habitude, de cette loi si nécessaire, il faut, d'après l'accord universel de toutes les maximes de la législation, être sur les lieux, être membre d'un Etat pour connaître ou statuer sainement sur ce qui convient aux membres, aux citoyens de cet Etat; si la prospérité, la splendeur enfin de Saint-Domingue sont un effet nécessaire de la soumission, de l'ordre qui doivent régner dans les ateliers, comment supposer cette soumission, cet ordre, lorsque la classe intermédiaire qui se trouve entre les deux extrêmes, abusée par ses folles prétentions et plus encore par votre impolitique décret, agira sans cesse pour pouvoir prédominer sur la race où elle tient par ses rapports, par les liens du sang, de l'habitude et de l'affection, en sens contraire de la volonté des colons qui ont tout fait pour la colonie, et à qui la colonie en quelque manière appartient.

« Ce décret n'est que l'effet d'une rage effrénée de religion et non l'effet réfléchi des maximes d'une sage constitution (2). »

(1) Législative.

(2) Arch. Nat. Dxxv, 114.

X

N° 13 de la correspondance de Julien Raimond
avec ses frères de Saint-Domingue.
Lettre de J. Raimond
à Boisrond, Bourry, Labadie, Braquehais,
Labuissonnière et autres.

Paris, le 15 avril (1) 1792.

Mes chers compatriotes,

Je crois pouvoir vous donner l'assurance que le décret désastreux du 24 septembre de l'année dernière sera révoqué et que nous en obtiendrons un plus avantageux que celui du 15 mai 1791. Celui-là, comme vous savez, n'accordait les droits de citoyens qu'aux hommes nés de père et de mère libres; et tous nos autres frères qui n'avaient pas ces qualités restaient encore sous la dépendance des blancs; mais aujourd'hui l'esprit public est si formé à Paris, les droits sacrés de l'homme sont si profondément gravés dans tous les cœurs, qu'on s'indigne que le décret du 15 mai ait laissé une différence entre des hommes libres : il est vrai qu'une brochure que j'ai fait paraître n'a pas peu contribué à faire sentir non seulement l'injustice qu'il y avait dans ce décret, mais même encore le danger qu'il y aurait de mettre aucune différence, soit par le degré de liberté, de légitimité ou de couleur. J'ai fait distribuer cette brochure à la Société des Jacobins, qui soutient puissamment nos droits; et, d'après les principes purs des membres qui composent cette Société, nous devons tout espérer.

Nos défenseurs se multiplient à l'infini; c'est à qui, des hommes qui marquent le plus dans la Révolution, parlera et écrira en notre faveur. Tous les journalistes même à l'envi l'un de l'autre, écrivent à notre avantage. Prudhomme surtout met dans ses *Révolution de Paris* les morceaux les plus forts. J'ai été le voir et lui porter des notes: il m'a dit de les lui laisser et qu'il les ferait rédiger, ce qu'il a fait avec une intelligence étonnante; vous en jugerez par quelques-uns des numéros que je vous envoie; vous verrez qu'il ne confond plus, comme il l'avait fait par erreur, notre cause avec celle des

(1) Erreur de date : il doit falloir lire 15 mars.

esclaves, dont tout le monde convient qu'il serait impolitique de s'occuper dans le moment présent.

Plusieurs autres ouvrages ont paru en faveur de notre cause ; un surtout, ayant pour titre : *Pétition de Mina*, décrit toutes les atrocités commises par les blancs à notre égard, et donne les plus grandes lumières sur tout ce qui s'est passé à Saint-Domingue ; cet ouvrage est de M. Milcent, créole blanc et témoin oculaire ; il a beaucoup travaillé pour notre cause sous l'anonyme, parce qu'il craignait que ses biens au Cap fussent ravagés par ses compatriotes les blancs ; mais aujourd'hui il pense qu'il n'aura plus rien à craindre, et que nos droits nous seront rendus.

.....

Mes occupations doublent dans ce moment où nous approchons de celui où l'Assemblée Nationale va prononcer sur notre sort. Je vois souvent beaucoup de membres de cette Assemblée, et tous me disent que nous ne devons rien craindre, que les principes sont pour nous ; et que, si l'autre Assemblée (1) a été injuste à notre égard, il n'en sera pas de même de celle-ci. Tout cela me donne le plus grand espoir et je brûle du désir de pouvoir vous annoncer bientôt que nous serons enfin comptés au rang des citoyens (2).

XI

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale du 21 avril 1792.

Les hommes de couleur résidants en France sont admis à la barre ; ils viennent remercier l'Assemblée du décret qu'elle a rendu dernièrement en faveur de leurs frères des colonies ; ils protestent de leur soumission à la loi et promettent d'employer tous leurs moyens pour rétablir l'ordre et la paix dans nos îles. M. le président leur répond et les invite à assister à la séance.

On demande l'insertion du discours au procès-verbal, avec mention honorable ; l'insertion aussi de la réponse de M. le président ; l'impression, la distribution et l'envoi de l'un et de l'autre à toutes les colonies françaises. Toutes ces demandes sont adoptées. Suit la teneur du discours :

« Législateurs, après de longues et cruelles persécutions, il nous

(1) La Constituante.

(2) Arch. Nat. D^{xxv}, 114.

est permis enfin d'espérer des jours plus heureux. Déjà votre présence et l'asile de la liberté nous font oublier nos malheurs.

« C'est à vous, Messieurs, qu'il était réservé de porter un regard bienfaisant sur les colonies, pour y détruire le dernier et le plus désastreux des préjugés ; c'est à vous qu'il appartenait de régénérer les colonies, par cette vérité, que le bonheur de toute société dépend de l'égalité des droits, qu'elle seule peut établir la prospérité sur les bases éternelles de la justice. Législateurs, recevez nos hommages ; recevez ceux de nos frères, les hommes de couleur et nègres libres : ils vous parlent par ma voix ; ils jurent de consacrer au service de la nation, au soutien de la loi et de la constitution, le sang qui leur reste après les horribles combats qu'ils ont soutenus, tantôt pour sauver leurs concitoyens, tantôt pour se soustraire à leur aveugle fureur.

« Ils jurent solennellement d'oublier toutes les persécutions qu'ils ont éprouvées, pour ne se souvenir que du jour heureux où par la plus sage des lois, vous rendez la paix aux colonies, la prospérité au commerce et des citoyens à l'état.

« Pour nous, Messieurs, constamment dévoués à la constitution, à la défense des droits de nos frères, au rétablissement de l'ordre et de la paix dans les colonies, nous offrons nos services ; aucun sacrifice ne nous coûtera pour remplir ce devoir sacré, nous sommes fixés en France, nous y avons transporté nos propriétés et nos familles ; et cependant nous sommes prêts à les abandonner, à renoncer à une vie paisible, et à braver tous les périls, si nous pouvons être utiles dans les colonies, soit pour y éteindre des haines que des circonstances malheureuses y ont fait naître, soit pour porter nos frères de couleur à aider de tous leurs moyens les blancs, réparer les pertes qu'ils ont pu faire, et contribuer enfin au parfait accord qui doit régner entre tous les citoyens ».

*Signés, RAIMOND, DU SOUCHET, DE SAINT-RÉAL,
POIZAT, FLEURY, SAINT-ALBERT, LAMOTHE,
PERRIER, SAINT-AUDE, COLON.*

Réponse de M. le Président :

« L'Assemblée nationale n'a point exercé envers vous un acte de bienfaisance ; mais elle a rempli l'un de ses premiers devoirs, en proclamant vos droits à l'égalité politique ; ces droits, Messieurs, vous les teniez de la nature ; et ce n'était point dans le code d'un peuple qui a fondé sa liberté sur ces lois éternelles, qu'un odieux préjugé aurait pu en restreindre ou modifier l'exercice.

« Vous offrez de renoncer à la douceur d'une vie paisible, pour aller dans les colonies porter à vos concitoyens des secours et des consolations; vous voulez consacrer tous vos efforts au soin d'y rapprocher tous les esprits et d'y éteindre les haines; vous voulez profiter de l'heureuse influence que vos vertus et vos talents vous donneront sur l'esprit de vos frères de couleur, pour les engager à aider les colons blancs à réparer leurs pertes, et fonder ainsi sur les liens de la plus douce fraternité les bases de la prospérité commune.

« L'Assemblée nationale applaudit à votre généreuse résolution; cette mission purement volontaire n'en deviendra que plus honorable; et le civisme qui vous en a inspiré l'idée est un garant infailible de votre succès.

« L'Assemblée reçoit vos serments, agréé votre hommage et vous accorde les honneurs de la séance ».

Collationné à l'original par nous secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris ce 21 avril 1792.

BRÉARD, SARADRIC, MAILHE, DUMOLARD.

Note de Julien Raimond.

« Si MM. Page, Brulley, et les colons blancs qui étaient à Paris à l'époque de la loi du 4 avril, l'eussent sincèrement aimée et désirée, ainsi que le rapprochement des blancs et des hommes de couleur, et qu'ils eussent voulu faire une abnégation de tout res-entiment, en un mot qu'ils eussent été tous aussi sincères que les hommes de couleur, ils eussent plus fait : ils eussent écrit à leurs compatriotes blancs dans le sens que nous avons écrit aux hommes de couleur. Avec cette démarche et ces mesures, les troubles de la colonie étaient éteints pour toujours; mais l'orgueil des colons blancs ne pouvait se plier à cette fraternité, qui seule pouvait faire renaître l'ordre et la prospérité dans les colonies » (1).

(1) Arch. Nat. D xxv, 114.

XII

*Extrait de la correspondance de Julien Raimond
avec ses frères de Saint-Domingue,
et pièces qui lui ont été adressées par eux.*

Lettre de Labadie à J. Raimond.

9 juillet 1792, à Colline (Saint-Domingue).

Cher ami,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire le 8 avril. Il y a environ un mois, revenant de Léogane, j'étais à Saint-Louis où il y avait une députation de blancs et d'hommes de couleur, des Cayes, des paroisses de Torbeck, Coteaux, etc.; les blancs de ces paroisses étaient des émigrés réfugiés aux Cayes depuis plusieurs mois. C'était pour concerter les moyens de faire rentrer les nègres insurgés de ces paroisses; on est convenu que les habitants planteurs choisiront un endroit pour conférer avec les hommes de couleur. Le général (1) avait fait promulguer deux proclamations concernant le décret, qui n'a été publié ici, aux Cayes et à Saint-Louis, que du 21 au 23 juin, parce que le décret ne lui était pas encore arrivé officiellement.

L'assemblée provinciale, qui l'avait reçu par ses députés à l'Association nationale, avait arrêté le 27 mai qu'elle s'y conformait et pria le général de le faire exécuter.

Le général est au Port-au-Prince depuis le 26 juin, c'est-à-dire en rade; il écrit à bord du *Jupiter* à toutes les paroisses de Léogane d'envoyer des hommes de couleur à Bizoton pour empêcher que personne ne se sauve.

Je fis part de votre lettre du 8 avril à MM. les émigrés qui étaient à Saint-Louis le 20 juin. M. Berret, maire de Cavaillon, l'a vue avec plaisir ainsi que tous; il m'en demanda copie et me promit de la faire insérer dans la *Gazette des Cayes*.

J'ai toujours prêché votre doctrine et quoique j'aie été assassiné, emmené à pied, mis à la barre, j'ai toujours recommandé à nos gens d'être honnêtes et de porter respect aux blancs, qui ne pouvaient en abuser depuis qu'ils avaient accepté le concordat.

Au mois de décembre, l'Assemblée coloniale a cassé le concordat

(1) M. de Blanchelande.

et le traité de paix. Les habitants des Cayes ont été assez bons pour lui obéir; ils ont été assez bons de sacrifier leurs propriétés pour conserver le préjugé plutôt que de sacrifier le préjugé pour conserver leurs propriétés. Ils en sont fâchés et au repentir, mais ce repentir ne peut les indemniser des dépenses et des pertes qu'ils ont faites.

.

A l'arrivée de MM. Mirbeck, Roume et Saint-Léger, ils ont écrit en France pour demander des troupes contre les gens de couleur; ils étaient guidés par le général (qui n'avait pas voulu accepter le concordat et qui aurait garanti les parties de l'Ouest et du Sud et épargné bien du sang qui a été répandu) et les Assemblées du Cap (1).

Ils ont bien changé de religion.

Nous ne saurions donner trop d'éloges à MM. de Saint-Léger et Roume; nous avons vu leurs lettres avec bien du plaisir; pour M. de Mirbeck, je n'ai vu que son premier discours; il est vrai qu'il était arrivant et devait se sentir du Cap.

Vous devez vous imaginer la sensation qu'a dû faire ce décret bienfaisant parmi les blancs; et, quoique ceux qui étaient coalisés exécutaient le concordat, il est certain qu'ils n'y croyaient guère. Le décret du 24 septembre ayant mis notre sort entre les mains de l'Assemblée coloniale, ils comptaient avec raison que cette Assemblée n'aurait pas prononcé en notre faveur.

Le général qui a dû avoir reçu dans son temps le décret du 7 décembre, tenant le secret, sollicitait l'Assemblée à prononcer sur notre sort avant la connaissance de ce décret; et elle disait qu'elle ne prononcerait que lorsque les hommes de couleur auraient mis bas les armes. M. de Blanchelande qui aurait dû être juste, ne cessait par ses proclamations de nous avilir, et, dans celle qu'il a faite à l'occasion du décret, il n'a pu s'empêcher d'ajouter que nous devions toujours regarder les blancs comme nos pères et nos bienfaiteurs; nous avons cru y voir un ordre; car, après avoir été cause de la mort funeste d'Ogé, de Chavanne, le sang-mêlé ne lui doit qu'obéissance, mais reconnaissance à MM. de Saint-Léger et Roume.

Dites-nous, je vous prie, quel effet a produit la lettre que l'Assemblée a écrite aux 83 départements et aux Chambres de Commerce

(1) *Note au bas de la page : Ceci prouve, comme je l'ai toujours dit, que la rupture des concordats passés entre les hommes de couleur et les blancs avait causé les plus grands malheurs. Et c'est l'Assemblée coloniale qui les a fait rompre.*

pour demander 20.000 hommes à l'Assemblée Nationale et au Roi pour nous exterminer (1).

20.000 hommes, grand Dieu ! Avec quoi les auraient-ils nourris ? Ils auraient porté la famine au continent et aux îles espagnoles, où ils auraient pu tirer des animaux, car ceux de toute l'île espagnole ne les auraient pas nourris quinze jours. Lorsque l'on projetait de prendre la Jamaïque, il n'y avait pas 15.000 habitants. Enfin le décret a été reçu partout et avec beaucoup de plaisir comme un terme à leurs maux (2).

XIII

Extrait de la lettre du Commissaire Roume à L'archevêque-Thibaud.

28 août 1792.

... Allez plus loin, Monsieur, et soyez convaincu que cette prétendue magie des trois couleurs ne pouvant plus exister, il faut nécessairement réformer toutes les idées du système colonial, qui n'était appuyé que sur cette base imaginaire ; loin qu'il faille donc à l'avenir se rendre avare sur les affranchissements, le bon sens indique qu'il faut accroître le nombre des hommes libres ; si l'on veut conserver des esclaves, ce même bon sens ne dicte pas moins qu'il faut pardonner tout le mal fait jusqu'ici par les esclaves, et, en outre, récompenser ceux des révoltés qui contribueront le plus au rétablissement de l'ordre, en leur donnant des libertés.

Il ne faut pas s'imaginer non plus qu'il soit possible de traiter à l'avenir les esclaves comme on le faisait autrefois : la révolution s'est étendue jusqu'à eux ; ils ont acquis du raisonnement et plus qu'on ne le suppose ; ils ont reconnu leur force ; les contre-révolutionnaires, les blancs, les citoyens de couleur les ont tour à tour remués, leur ont fait des promesses... Il faut donc les ramener par la raison, les rassurer sur la crainte des vengeances, et faire un code qui leur assure toute la somme de félicité compatible avec l'esclavage... (3).

(1) Note au bas de la page : cette adresse a été effectivement envoyée avec profusion aux 83 départements, sous l'Assemblée Constituante.

(2) Arch. Nat. D^{XXV}, 114.

(3) Arch. Nat. D^{XXV}, 114.

XIV

Extrait du Réquisitoire de M. Larchevêque-Thibaud, procureur-syndic de la commune du Cap, 1^{er} août 1792 (1).

... Ouvrons donc enfin les yeux ; interrogeons les événements qui se sont passés et qui se passent encore sous nos yeux ; cessons de nous étourdir sur la véritable cause de nos maux ; et tout nous dira, tout nous convaincra qu'ils prennent leur source dans le dessein formé d'opérer une contre-révolution.

La loi du 4 avril est venue. Naturellement, si les hommes de couleur et nègres libres eussent été les seuls qui eussent mis le poignard et la torche aux mains de nos esclaves, tout devait finir du moment que cette loi a été acceptée. Au contraire, l'insurrection fait des progrès, l'embrasement augmente, la révolte a gagné des cantons où les esclaves s'étaient montrés plus que soumis, où ils s'étaient rendus les défenseurs de leurs maîtres ; le désastre enfin menace de devenir général.

D'où vient cela ? on ne peut plus dire désormais que ce soient les citoyens de couleur et nègres libres qui fomentent, qui attisent la rébellion de nos esclaves ; ils ont au contraire le même intérêt que nous à la faire cesser.

Il y a donc une cause sourde qui travaille nos esclaves. Quelle est-elle cette cause, si ce n'est la fureur d'opérer à quelque prix que ce soit la contre-révolution ?

Je veux croire que la philanthropie entre pour beaucoup dans les malheurs que nous éprouvons ; mais cette philanthropie n'y entre que comme instrument, et non pas comme cause. Il fallait aux contre-révolutionnaires un appât qu'ils pussent présenter à nos esclaves pour les soulever contre la servitude ; ils l'ont trouvé dans la Déclaration des Droits de l'Homme : mais, sans les contre-révolutionnaires, jamais cette déclaration n'eût produit sur nos esclaves une impression assez forte pour les faire passer tout d'un coup, comme on l'a vu, de la soumission la plus parfaite aux derniers excès de la révolte.

Suivons les événements : quand est-ce qu'a commencé l'insurrection de nos esclaves ? le 23 août 1791 ; et deux ans auparavant avait paru la Déclaration des Droits de l'Homme ; depuis deux ans cette

(1) Imprimé par ordre de la Commission Nationale Civile.

déclaration avait retenti dans tout l'univers, et, pour ne parler que de Saint-Domingue, jusque dans ses triples montagnes, sans que nos esclaves eussent témoigné la moindre envie de s'en prévaloir, et se fussent relâché le moins du monde du respect et de l'obéissance qu'ils avaient eus jusque-là pour leurs maîtres.

Ce n'est donc pas la Déclaration des Droits de l'Homme qui leur a fait briser leurs chaînes.

La nouvelle du décret du 15 mai arrive dans la Colonie, et les esclaves ne font pas encore le moindre mouvement.

Enfin arrive celle de l'évasion du Roi, du 21 juin suivant, et cette nouvelle semble être le signal de l'insurrection. La révolte de nos ateliers éclate peu de jours après, et avec elle commencent les assassinats, les incendies; et, aussitôt nos esclaves ont des fusils, des canons, toute espèce de munitions; et le mal s'accroît avec tant de violence, avec tant de rapidité, que ses progrès étonnent autant qu'ils consternent ceux mêmes qui croient qu'on ne doit en chercher la cause que dans le désir de briser tout à fait un joug qu'on a commencé à secouer....

Fin de la citation in extenso. — L'archevêque-Thibaud constate ensuite avec surprise que les nègres sont tous pour l'ancien régime, que ce ne sont pas les philanthropes qui les ont incités à la révolte, sans cela ils leur eussent inculqué le goût des formes populaires introduites par la Constitution.

Le but des contre-révolutionnaires, selon l'auteur du pamphlet, est de ruiner Saint-Domingue, et peu à peu la mère patrie.

Le remède ? une surveillance étroite et l'union (1).

XV

Représentation faite à MM. de Mirbeck et de Saint-Léger par M. Roume.

Nous sommes tenus, sous notre responsabilité, d'accorder aux esclaves révoltés les bénéfices de la loi du 15 décembre dernier. Parce que cette loi faite d'abord pour la France, étendue ensuite aux colonies par celle du 28 septembre, se sert d'expressions générales, nous ne pouvons pas en retrancher des individus, sous

(1) Arch. Nat. D_{XXV}, 114.

prétexte qu'ils ne sont pas libres, aussitôt qu'il nous est notoire que leurs crimes sont des faits relatifs à la Révolution.

Munis de tous les pouvoirs nationaux à l'effet de maintenir, en conséquence de rétablir, l'ordre et la tranquillité politique à Saint-Domingue, nous ne devons pas moins exécuter les décrets relatifs aux colonies qui ont condescendu aux modifications que nécessitent les circonstances locales de leur population, et ce double but me paraît être complètement atteint dans la proclamation ci-dessus...

Les postes militaires établis par M. le Général ne seraient plus en état de se défendre, s'ils étaient sérieusement attaqués. Il est vraisemblable qu'ils le seront et que la révolte des esclaves s'étendra d'une extrémité à l'autre de la colonie, si nous ne parvenons bien vite à faire rentrer dans le devoir les révoltés de la province du Nord...

Mais par une grâce spéciale de la Providence nous jouissons d'une puissance morale qui semble surnaturelle; elle a influé jusque sur les révoltés, et les a forcés de recourir à nous dans toute leur confiance; et nous obtiendrons d'eux tout ce que nous leur prescrivons dans la proclamation, si nous ne perdons pas leur confiance... (1).

XVI

Lettre des Commissaires réunis de la Croix-des-Bouquets.

10 janvier 1792.

Est-il vraisemblable que les nouvelles lois renversant les préjugés et les distinctions fussent rédigées avec le dessein de changer ce que plusieurs siècles de despotisme n'avaient pu détruire? Or, dans l'âge du despotisme, les droits des citoyens de couleur ont été reconnus et sanctionnés par le Monarque. L'édit de 1685 les appelle dans la société des Français à toutes les fonctions, charges et emplois que doit partager tout membre de la société; et l'on voudrait que les Apôtres de la liberté eussent été moins justes que Louis XIV? Non, non; ils ont élevé, dites-vous, le citoyen non actif au-dessus des plus grands princes; ils n'ont donc pas voulu mettre des Français propriétaires et planteurs au-dessous de tel ou tel autre individu. Ils ont appelé au partage de l'égalité les nouveaux domiciliés, les Juifs et les hommes que le préjugé avi issait dans

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

leur profession; ils n'ont donc pas voulu en exclure des hommes indigènes d'une contrée française, des chrétiens et des membres de familles utiles et vertueuses.

... Il n'est pas un fait dans l'œuvre de la Révolution, il n'est pas un mot dans le livre de la loi, il n'est pas une pensée dans les discussions qui ont étonné les Tyrans, qui puissent prouver que les législateurs de l'Empire n'ont pas eu l'intention de comprendre des personnes de couleur parmi des citoyens... (1).

XVII

Extrait d'une lettre des citoyens de la paroisse du Grand-Gouve aux Commissaires Nationaux Civils. Non datée (2).

Cette lettre traite de l'inexécution des décrets de liberté votés par l'Assemblée Nationale à Paris, inexécution dont l'Assemblée Coloniale irrégulièrement constituée est coupable; elle est tout entière en faveur de l'entière liberté à accorder aux hommes de couleur.

Décret du 24 décembre 1791, art. 3. — Les lois concernant l'état politique des hommes de couleur et nègres libres, ainsi que les règlements relatifs à ces mêmes lois, seront faites par les assemblées coloniales actuellement existantes, sans qu'aucun décret antérieur puisse porter obstacle au plein exercice du droit conféré par le présent article aux assemblées coloniales

Suit une discussion sur l'inégalité de l'Assemblée Coloniale :

... Qu'elle (3) lise l'article 57 de l'édit du mois de mars 1685; elle y verra que les affranchis doivent jouir des mêmes avantages que les sujets naturels du royaume, terre et pays de son obéissance, encore qu'ils soient nés dans le pays étranger; qu'elle lise encore l'article 38! elle y verra que les mêmes droits, privilèges et immunités leur sont accordés comme aux personnes nées libres, tant pour leurs personnes que pour leurs biens. Qu'elle sache que les hommes nés libres sont également égaux en droit par la nature, la

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

(2) Sans doute de 1792.

(3) L'Assemblée Coloniale.

constitution française et la constitution coloniale. Qu'elle sache que l'affreux préjugé qui régnait à Saint-Domingue au mépris des lois, de la saine raison, de l'utilité et des convenances locales mêmes, humiliait avec douleur et une juste indignation des hommes que la vertu avait assimilés aux véritables propriétaires, ceux de couleur et nègres libres. Qu'elle sache que ces hommes, qu'elle voudrait retenir dans des liens, sont indigènes, les véritables planteurs, les vrais représentants de la colonie, et dont le nombre excède en population les quatre-sixièmes, — et que le reste n'est que commerçant, planteur européen, — qui défend encore des droits réels et méconnus contre des émigrants, des étrangers et de vrais destructeurs d'une société douce et paisible. Qu'elle sache que ces hommes de couleur et nègres libres sont nos frères, nos enfants, nos amis, et qu'eux seuls sont notre soutien contre nos ennemis intérieurs et notre sécurité commune (1).

XVIII

Amnistie générale proclamée sur l'ordre du Roi et de la Loi.

Projet de proclamation présenté par M. Roume à ses collègues

le 15 décembre 1791

*(les autres Commissaires Nationaux : M. de Mirbeck
et M. de Saint-Léger.)*

Décrète une amnistie générale aux esclaves déportés qui rentrent dans l'ordre, mais à condition qu'ils remettent leurs armes, se fassent inscrire, etc., etc.

Article 7. — Nous déclarons enfin à tous les esclaves de la colonie que les personnes qui peuvent leur avoir dit que l'Assemblée Nationale ou le Roi leur accordait trois jours par semaine ou d'autres privilèges de cette nature les ont trompés, et n'ont employé ces mensonges que pour les engager à troubler l'ordre public. Nous ordonnons au contraire à tous les esclaves, au nom de la nation, de la loi et du Roi, d'obéir avec une entière soumission à leurs maîtres, et nous leur déclarons que l'*Assemblée Coloniale* est seule compétente pour faire les lois et règlements relatifs à eux et à la police des habitations.

(1) Arch. Nat. Dxxv, 4-13 D.

Nous leur déclarons, en outre, que le pardon qui leur est accordé aujourd'hui est un des événements extraordinaires de la Révolution, qu'il n'arrivera plus, et qu'il ne peut porter atteinte ni aux droits de l'Assemblée Coloniale, ni à ceux des propriétaires (1)....

XIX

*Extrait d'une lettre,
émanant de Saint-Domingue et non datée,
mais probablement de 1792, et non signée.*

... Il restait encore une ressource aux colons : celle de prononcer l'égalité des citoyens de couleur et de s'occuper de suite de la formation d'un code, qui, en adoucissant le sort des Africains, les engageât à mettre bas les armes, et fit éclore dans leur sein l'espoir d'un avenir plus heureux. Mais l'homme affamé de richesse chez lequel tout sentiment d'humanité est éteint, mais l'égoïste qui ne calcule son bonheur que sur les travaux pénibles et excessifs du malheureux qu'il épuise, qu'il sacrifie à son ambition, raisonnent-ils ? La France enfin est instruite, le peuple gémit mais ne sait pas rétrograder... le Français ne respire que vengeance, s'embarque avec précipitation, vole au secours des colonies, voit avec indignation le mépris que l'on a fait des citoyens de couleur, et leur apporte le décret qui leur accorde le droit de citoyen actif ; à son arrivée à Saint-Domingue, l'aristocrate recule d'effroi et les demi-patriotes rougi-sent du bienfait que la nation accorde à leurs enfants, à des êtres infortunés qui, pour être nés sous un autre hémisphère, ne devaient jamais être des hommes. Ce décret enfin est mis en vigueur par des soldats citoyens, prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sa pleine et entière exécution. Trois commissaires civils accompagnent les troupes, proclament eux-mêmes le décret et font mettre en vigueur la loi du 4 avril. Les citoyens de couleur, abusés par les aristocrates, rougissent de leur erreur, abandonnent les nègres et viennent parmi les blancs jouir des bienfaits de la mère patrie. Mais le mal est fait et il n'est plus au pouvoir des commissaires de le faire cesser. Mais la colonie est incendiée, ravagée, détruite. Mais les nègres sont armés et réclament les droits de l'homme. Ils se sont levés en masse ; ce n'est plus qu'un cri géné-

(1) Arch. Nat. Dxxv, 4-43 D.

ral : ou la liberté ou la mort ! Quel parti prendre ? Les Africains murmurent et viennent dans les cordons de l'est et de l'ouest insulter aux mulâtres en leur disant : « Lâches que vous êtes ! Avez-vous oublié que c'est dans notre sein que vous avez pris naissance ? Avez-vous oublié que c'est sur nos corps que vous vous êtes élevés à la liberté ? avez-vous oublié que c'est pour vous venger que nous nous sommes armés et battus ? Et vous nous abandonnez, et vous tournez vos armes contre nous !... Allez dire aux Barbares qui vous commandent que nous ne nous rendrons jamais ; que la liberté est faite pour tous les hommes ; que nous ne sommes pas des animaux, et que nous saurons mourir » (1).

XX

Règlement sur les proportions du travail et de la récompense, sur le partage des produits de la culture entre le propriétaire et les cultivateurs, par Polverel, commissaire civil de la République, délégué aux îles françaises de l'Amérique sous le vent, pour y rétablir l'ordre et la tranquillité publique, 7 février 1794.

... Les ennemis de la liberté avaient prédit qu'on n'obtiendrait jamais aucun travail des Africains libres ; qu'ils pilleraient, qu'ils dévasteraient, qu'ils brûleraient tout, qu'ils égorgeraient tous les anciens libres blancs et de couleur. On a même affirmé dans des lettres circulaires distribuées dans différentes paroisses que tels étaient le dessein et l'espoir des Commissaires civils. Eh bien, les Africains ont été déclarés libres, ils ont été pendant trois mois livrés à eux-mêmes, sans lois coactives ni répressives, et ils n'ont ni pillé, ni dévasté, ni brûlé, ni égorgé ; l'ordre s'est rétabli dans les ateliers, il s'y maintient ; les insurgés, qu'on appelait brigands, ont tous repris le travail ou se sont rangés sous les drapeaux de la République et combattent pour elle.

Suit le détail du règlement du travail des citoyens africains (2).

(1) Arch. Nat. Dxxv, 59.

(2) Arch. Nat. Dxxv, 114.

XXI

Conspiration dévoilée d'une horde d'hommes de couleur de Saint-Domingue contre la République et contre les blancs.

*Règlements et proclamations du général Laveaux
et de l'ordonnateur H. Perroud, adressés au Directoire par Perroud.*

Philadelphie, an V de la République.

Récits des révoltes... de l'organisation résultant du décret de liberté générale proclamée par les Commissaires civils, le 29 août.

Règlement pour les habitations.

... Ce décret de liberté n'accorde point le droit de ne rien faire : l'homme est né pour le travail, et la proclamation qui accorde la liberté y assujettit tous les cultivateurs, et fixe les salaires de leurs travaux par le tiers du revenu de l'habitation, le droit de subvention prélevé.

Il faudra un gérant sur chaque habitation. Tous les nègres seront tenus de travailler, sauf en cas de maladie, sinon seront mis deux nuits de suite à la barre.

Bref, toute une réglementation qui ne ressemble guère à la liberté.
(Arrêté signé le 12 janvier 1794, par LAVEAUX et PERROUD.)

Et ce passage de la fin du rapport de Perroud :

... Je n'ignore point que des hommes qui ne cherchent point à connaître la sublimité de notre constitution et qui ne calculent que d'après leurs vues étroites ou ne veulent consulter que l'intérêt particulier, regardent comme chimérique le rétablissement des Antilles avec la liberté générale.

La France, en brisant d'un seul coup les fers de l'esclavage, a suspendu pour quelque temps la prospérité de Saint-Domingue ; mais elle en a rendu les propriétés immortelles et a placé les plus hautes et les plus fortes digues entre cette partie et les calamités qui pourront ravager d'autres colonies. C'est une grande vérité dont il faut bien se pénétrer.

Suivent des projets pour le rétablissement du commerce, de la

navigation, de la culture à Saint-Domingue, pour y attirer des colons de France, ramener ceux qui sont réfugiés en Amérique, où ils sont aidés par les Quakers (1).

Vu et admis à soutenance, le 16 février 1925 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

FERDINAND BRUNOT

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL

(1) Arch. Nat. Dxxv, 114.

BIBLIOGRAPHIE

I. DOCUMENTS MANUSCRITS

Archives Nationales. — Série Dxxv, N^{os} 1 à 114; exclusivement consacrée aux troubles révolutionnaires de Saint-Domingue. Les N^{os} 1 à 25 concernent surtout les trois premières Commissions Civiles. Le reste se compose de matériaux divers : correspondances officielles, correspondances particulières, mémoires, procès-verbaux des assemblées coloniales, etc. Les cartons concernant plus spécialement le club Massiac vont des N^{os} 85 à 90.

Série AFIII, N^{os} 202 à 210 et 244 à 251; correspondances officielles et documents pour la période du Directoire.

Série AFIV, N^{os} 1187 à 1194; même genre de documents pour la période du Consulat.

Archives du Ministère de la Guerre. — Série B. Registre 4-A, de 94 à 98; Copie des lettres de Leclerc au Ministre de la Marine et au Premier Consul.

Bibliothèque Nationale. — Fonds français, N^{os} 12 102 à 12 104; correspondance de Toussaint Louverture avec le général Laveaux.

Bibliothèque de l'Arsenal. — Collection dite des Documents de Grégoire, contenant non seulement des lettres de l'abbé Grégoire, mais aussi des papiers rassemblés par lui.

II. DOCUMENTS IMPRIMÉS

A. SOURCES. — 1^o *Lois, discours parlementaires* :

Archives parlementaires, pour la période allant de 1788 à 1794; *Le Moniteur*, pour la période qui suit.

Rapports de l'époque : Garran-Coulon (J.), *Rapport sur les Troubles de Saint-Domingue*... Paris, 1798. Tarbé, *Rapport aux Comités*... 1791.

Discussion des Clubs, etc. : Aulard, *Le Club des Jacobins* (6 vol.), Paris, 1889-1893 ; et *La Révolution Française*.

2° *Journaux.*

Le Point du Jour (Barrère).

Le Patriote français (Brissot).

Le Courrier de Provence (Mirabeau, Garat).

Les Révolutions de Paris (Prudhomme).

Le Journal de Versailles.

Le Mercure de France.

Ces journaux contiennent les différents exposés de la question, les comptes rendus et les critiques des séances de la Constituante et de nombreux articles, etc.

3° *Mémoires et Souvenirs.*

Brissot (J.-P.), *Mémoires*, édités par C. Perroud.

Grégoire (Abbé), *Mémoires*, édités par H. Carnot.

Lacroix (P.-A. de), *Mémoires pour servir à l'Histoire de la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, 1819.

4° *Ouvrages philosophiques et historiques du XVIII^e siècle et de la Révolution.*

Condorcet, *Réflexions sur l'Esclavage des Nègres*, 1782.

Grégoire (Abbé), *De la Noblesse de la Peau...*

De la Traite et de l'Esclavage...

Lettre aux Philosophes. ...

Jussan, *Cri des Colons contre les Ecrits de Grégoire.*

Montesquieu, *L'esprit des Lois*, Paris, 1748.

Raynal (Abbé), *Histoire philosophique des Deux Indes.*

Essai sur l'Administration de la Colonie de Saint-Domingue, 1785.

B. LIVRES ET TRAVAUX.

Outre les histoires générales de la Révolution, telles que *l'Histoire de France*, d'E. Lavisse et *l'Histoire socialiste* de J. Jaurès, il y a de nombreuses études et des biographies importantes.

1° *Pour l'Ancien Régime.*

Peytraud (L.), *L'Esclavage aux Antilles françaises avant 1789*, Paris, 1897.

Vaissière (P. de), *La Société et la Vie créoles sous l'Ancien Régime*, Paris, 1909.

2° *Pour la Révolution.*

Boissonnade (P.), *Saint-Domingue à la veille de la Révolution et la Question de la Représentation aux Etats-Généraux*, Paris, 1906.

Brette (A.), *Les Gens de Couleur Libres et leurs Députés en 1789* (paru dans « *La Révolution Française* »).

Cochin (A.), *L'Abolition de l'Esclavage*, Paris, 1861.

Cruppi (J.), *Un avocat-journaliste au XVIII^e siècle* (R. Linguet), Paris, 1895.

Deschamps (L.), *Les Colonies pendant la Révolution : la Constituante et la Réforme coloniale*, Paris, 1898.

Garrett, *The French Colonial Question*.

Gaffarel (P.), *La Politique Coloniale en France de 1789 à 1830*, Paris, 1908.

Leroy-Beaulieu (P.), *De la Colonisation chez les Peuples modernes*, Paris.

Masson (P.), *Histoire de Marseille depuis 1789*, Paris, 1921.

Mills (H.-E.), *The Early Years of the French Revolution in San Domingo*, 1889.

Moreau de Saint-Méry (M. L. E.), *Description de la Partie française de Saint-Domingue*, Philadelphie, 1897.

Stoddard (F.-L.), *The French Revolution in San Domingo*, New-York, 1914. Travail extrêmement complet et très précis sur le cataclysme social et racial provoqué par la Révolution et la doctrine de l'égalité des races, et la fin de la suprématie des blancs à Saint-Domingue.

Sagnac (P.), *La Législation civile de la Révolution Française, 1789-1804*. — Et le chapitre I dans l'Histoire de France (Révolution) publiée sous la direction de E. Lavisse, ainsi que des travaux dans la « Révolution Française » de M. Aulard.

3° Consulat et Empire.

Castonnet des Fosses (H.), *La Révolution de Saint-Domingue*, Paris, 1893.

Lamartine (A. de), *Toussaint Louverture* (Préface et discours), Paris, 1849.

Poyen (H. de), *Histoire militaire de la Révolution de Saint-Domingue*, Paris, 1899.

Roloff (G.), *Die Kolonialpolitik Napoleons I*, Munich, 1899.

4° Biographies.

Bradby (E. D.) *Life of Barnave*, Oxford, 1915.

Ellery (E.), *Brissot de Warville*, New-York, 1915.

Ces deux ouvrages ont une grande valeur par leur documentation abondante et sûre, et reconstituent parfaitement l'affaire des colonies, dans ses causes et ses réactions.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'esclavage. — Le mouvement anti-esclavagiste au XVIII^e siècle, en Amérique, en Angleterre, en France; les promoteurs de ce mouvement et leur influence sur l'opinion en général; les *Amis des Noirs*. — Intensité de la traite à la veille de la Révolution française; enrichissement des grands ports de France par ce trafic. — Conditions économiques et éléments défavorables à l'émancipation 7

CHAPITRE PREMIER

Les colonies françaises des Antilles, et surtout Saint-Domingue, au début de la Révolution.

I. Etat social des colonies; population. — II. But que poursuivaient les colons en se faisant représenter à l'Assemblée Constituante. Les colons blancs à Paris; Gouy d'Arisy. — III. Action des colons à *Paris*. Le club Massiac et son opposition à la Société des Amis des Noirs. — Agitation qu'ils vont créer parmi les noirs des Iles. — Inquiétude soulevée parmi les commerçants des ports négriers français 19

CHAPITRE II

Le Comité Colonial de l'Assemblée Constituante.

Conséquences immédiates de la représentation. — Sentiments véritables des Constituants vis-à-vis de la question des noirs et même des hommes de couleur libres. — Barnave et les décrets de 1790 et 1791. — Troubles que devaient pro-

voquer ces décrets à Saint-Domingue. — Accueil que leur firent les Amis des Noirs. — L'Assemblée Coloniale et les Assemblées provinciales dominicaines	44
--	----

CHAPITRE III

La Révolution à Saint-Domingue.

Première Commission Civile envoyée de Paris à Saint-Domingue. — Décret du 4 avril 1792 et Deuxième Commission Civile. — Les révoltes des mulâtres et des noirs et l'émancipation. — Troisième Commission Civile. — Toussaint Louverture et la guerre entre noirs et mulâtres. — L'expédition du général Leclerc et l'Indépendance de l'Île. . . .	81
CONCLUSION.	125

TABLE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

I. Extrait d'un procès-verbal de l'assemblée des colons américains.	133
II. Une proclamation de Louis XVI aux habitants de Saint-Domingue.	133
III. Adresse de Bordeaux, septembre 1789.	135
IV. Lettres de Nantes des 21 et 28 novembre	137-138
V. Adresse des villes de commerce	138
VI. Lettre des colons de Paris, en date du 12 août 1789. . .	139
VII. Lettre de félicitations émanant du club Massiac. . . .	142
VIII. Procès-verbal de quelques séances de l'hôtel de Massiac	143
IX. Projet d'adresse de l'assemblée paroissiale de Port-au-Prince, 17 juillet 1791.	146
X. Lettre de Julien Raimond du 15 mars 1792	148
XI. Procès-verbal de la séance de l'Assemblée Nationale du 21 avril 1792.	149
XII. Lettre de Saint-Domingue du 9 juillet 1792	152
XIII. Lettre du commissaire Roume à Larchevêque-Thibaud, 28 août 1792	154
XIV. Réquisitoire de Larchevêque-Thibaud, 1 ^{er} août 1792. .	155
XV. Représentations du commissaire Roume à ses collègues	156
XVI. Lettre des commissaires réunis à la Croix-des-Bouquets. .	157
XVII. Lettre des citoyens du Grand-Gouve aux commissaires nationaux	158

XVIII. Projet de proclamation de Roume	159
XIX. Extrait d'un mémoire de Saint-Domingue.	160
XX. Règlement du commissaire Polverel en date du 7 février 1794	161
XXI. Règlements et proclamations du général Laveaux. . .	162
